



ÉLÉMENTS FINANCIERS
AU 31 MARS 2016

ACTUALISATION A02 DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE 2015



CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Sommaire

| | |
|---|----|
| Eléments financiers au 31 mars 2016 de Crédit Agricole S.A..... | 3 |
| Résultats du premier trimestre 2016 | 3 |
| Autres informations | 72 |
| Rapport annuel relatif à la politique et aux pratiques de rémunération des personnes définies à l'article L. 511-71 du code monétaire et financier et, le cas échéant, en application du règlement délégué (UE) no 604/2014 de la Commission du 4 mars 2014 | 72 |
| Evolution des instances de Gouvernance | 85 |
| Evolution des risques juridiques | 86 |
| Autres informations récentes | 86 |
| Personne responsable du document de référence et de ses actualisations..... | 87 |
| Contrôleurs légaux des comptes | 88 |
| Table de concordance..... | 89 |

AMF

Le présent document a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 12 mai 2016 conformément à l'article 212-13 de son Règlement général. Il actualise le document de référence déposé auprès de l'AMF le 16 mars 2016 sous le numéro D.16-0148. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

ELEMENTS FINANCIERS AU 31 MARS 2016 DE CREDIT AGRICOLE S.A.

Résultats du premier trimestre 2016

➤ Communiqué de presse sur les résultats du premier trimestre 2016

Montrouge, le 12 mai 2016

Premier trimestre 2016

Un trimestre caractérisé par la stabilité du résultat sous-jacent du Groupe, les effets ponctuels de la mise en œuvre du projet de simplification et la solidité du business model de Crédit Agricole S.A.

Groupe Crédit Agricole* : stabilité du RNPG sous-jacent T1/T1, à 1 241m€

PNB publié : 7 159 m€ ; sous-jacent** : 7 810 m€ (-3,1% T1/T1)

Résultat avant impôt publié : 1 396 m€ ; sous-jacent** : 2 047 m€ (-5,1% T1/T1)

RNPG publié : 818 m€ ; sous-jacent** : 1 241 m€ (-0,2% T1/T1)

- 238m€ au titre du FRU et - 448m€ d'impact de l'opération simplification de structure

Ratio *CET 1* non phasé : 13,9% (+ 90 pb /mars 15)

* Crédit Agricole S.A. et Caisses régionales à 100%

Crédit Agricole S.A. : baisse modérée du RNPG sous-jacent (-9,3% T1/T1)

- Bon niveau d'activité commerciale d'ensemble

- Charges maîtrisées

- Coût du risque toujours en baisse

- Confirmation de la solidité de la structure financière
- Déroulement du projet de simplification de structure conforme aux annonces

PNB publié : 3 799 m€ ; sous-jacent : 4 194 m€ (-4,3% T1/T1)**

Charges : 3 176 m€ (-0,1% hors FRU T1/T1)

Coût du risque : -402 m€ (-15,6% T1/T1)

RNPG publié : 227 m€ ; sous-jacent : 394 m€ (-9,3% T1/T1)**

-201 m€ au titre du FRU et -399 m€ d'impact net de l'opération simplification de structure

Ratio CET1 non phasé : 10,8% (+60 pb /mars 15)

** variations retraitées des éléments spécifiques décrits en slide 44

Note : le périmètre de l'opération de simplification de la structure du Groupe est décrit en slide 46

Le Groupe Crédit Agricole

Le résultat net part du Groupe du groupe Crédit Agricole a atteint 818 millions d'euros au premier trimestre 2016, à comparer à 1 228 millions d'euros au premier trimestre 2015 ; cette évolution tient compte de l'impact négatif de l'opération d'optimisation de bilan pour -448 millions d'euros annoncée en février dernier.

Aussi, retraité de cette opération et des éléments spécifiques habituels non liés à l'activité (spread émetteur, DVA courant et couverture de prêts), le résultat net part du Groupe s'établit à 1 241 millions d'euros, stable par rapport au premier trimestre 2015.

En termes opérationnels, la baisse des revenus (-3,1% hors éléments spécifiques), imputable à la Banque de financement et d'investissement et à la Banque de proximité, est compensée par la quasi-stabilité des charges (+0,3% hors contribution au Fonds de Résolution Unique), et la baisse du coût du risque (-18,9%), portant celui-ci à 28 points de base sur encours, soit 6 points de moins qu'au premier trimestre 2015.

Les Caisses régionales ont maintenu des performances commerciales solides malgré un environnement encore peu dynamique : leur collecte bilan s'inscrit en hausse de 4,4% par rapport à fin mars 2015 et leur encours de crédits augmente de 3,1% sur la même période.

Leur produit net bancaire publié est en recul de -2,0% et de -5,6% hors provisions épargne-logement, la hausse de leurs commissions ne compensant pas la baisse de leur marge nette d'intérêt. Leurs charges d'exploitation sont bien maîtrisées (+0,8% hors contribution au Fonds de résolution unique) et leur coût du risque s'améliore fortement, avec une baisse de 26,0% en un an, ramenant le coût du risque sur encours à 17 points de base. Au total, leur résultat net part du Groupe (à 100% en IFRS) s'élève à 826 millions d'euros au premier trimestre 2016, en progression de +4,6%.

Le haut niveau de solidité financière du Groupe Crédit Agricole est confirmé ; le Groupe fait partie des banques les mieux capitalisées en Europe.

Ainsi, en termes de solvabilité, le ratio *Common Equity Tier 1* non phasé du Groupe s'établit à 13,9% au 31 mars 2016 ; il était de 13,0% à fin mars 2015 et de 13,7% à fin décembre 2015.

Le ratio TLAC estimé s'établit à 19,4% au 31 mars 2016, hors dette senior éligible, ce qui le place d'ores et déjà en situation très confortable au regard de l'exigence minimale de 19,5% y compris dette senior éligible, à atteindre en 2019.

Le ratio de levier phasé ressort à 5,5%.

La situation de liquidité du groupe Crédit Agricole est solide. Le bilan cash bancaire du Groupe, à 1 063 milliards d'euros au 31 mars 2016, fait apparaître un excédent des ressources stables sur emplois stables de 114 milliards d'euros à comparer à 104 milliards d'euros à fin mars 2015. Les réserves de liquidité, incluant les plus-values et les décotes liées au portefeuille de titres, s'élèvent à 251 milliards d'euros et couvrent plus de deux fois et demie l'endettement court terme brut.

Les principaux émetteurs du groupe Crédit Agricole ont émis 10,4 milliards d'équivalent euros de dette senior et subordonnée dans le marché et les réseaux au cours du premier trimestre 2016.

Crédit Agricole S.A.

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Dominique Lefebvre le 11 mai 2016, a examiné les comptes du premier trimestre 2016.

Le résultat net part du Groupe ressort à 227 millions d'euros ; la comparaison avec le résultat publié du premier trimestre 2015 n'est pas pertinente du fait du caractère atypique du premier trimestre 2016 qui intègre les éléments négatifs non récurrents de l'opération de simplification de la structure capitalistique annoncée le 17 février dernier.

En effet, l'opération d'optimisation de bilan visant, par la restructuration de dettes, à alléger le coût futur de la dette portée par Crédit Agricole S.A., s'est traduite par un impact négatif de 448 millions d'euros en résultat sur le seul premier trimestre. Par ailleurs, la déconsolidation des Caisses régionales, réalisée dès ce premier trimestre en application de la norme comptable IFRS 5, a entraîné l'absence de comptabilisation de la contribution des Caisses régionales au premier trimestre 2016 tout en permettant la perception des dividendes portant sur leur résultat 2015. Aussi, retraité de ces éléments et de ceux habituels non liés à l'activité (spread émetteur, DVA courante et couverture de prêts), le résultat sous-jacent du premier trimestre 2016 s'établit à +394 millions d'euros, en baisse limitée de 9,3% par rapport à celui du premier trimestre 2015.

Ce niveau de résultat sous-jacent n'est cependant pas représentatif des trimestres ultérieurs, car n'intégrant pas les impacts positifs récurrents de l'opération de simplification capitalistique (arrêt du paiement des intérêts sur le Switch 1, intérêts sur le prêt accordé aux Caisses régionales, allègement du coût de la dette) alors même qu'il supporte l'intégralité de la cotisation annuelle du Fonds de Résolution Unique.

L'évolution du résultat sous-jacent témoigne de la solidité du business model de Crédit Agricole S.A. qui permet de tempérer les moindres performances de certains métiers par les bons résultats des autres métiers : baisse limitée du résultat en Banque de proximité - désormais uniquement LCL et la Banque de proximité à l'International - (-15 millions d'euros), baisse plus marquée en Grandes Clientèles (-175 millions d'euros) du fait de mauvaises conditions de marché les deux premiers mois de l'année, mais progression en Gestion de l'épargne et Assurances (+36 millions d'euros) et en Services Financiers Spécialisés (+61 millions d'euros).

Cette solidité du modèle est d'autant plus appréciable que le contexte opérationnel reste difficile : les taux ont continué de baisser et conduisent, dans la banque de proximité, à la poursuite des renégociations de taux des crédits ou aux remboursements anticipés par les particuliers ; en outre, la mauvaise tenue des marchés et la forte hausse de la volatilité a conduit à un important attentisme des clients corporates, la baisse des cours du pétrole impactant les volumes de *trade finance*.

Tous les métiers ont d'ailleurs enregistré un bon niveau d'activité commerciale : en banque de proximité, LCL a vu sa collecte bilan augmenter de 8,9%, dont 10,2% pour les dépôts à vue, et ses encours de crédits de +5,9%, tandis que Cariparma a enregistré une progression de ses encours de crédits aux particuliers de +4,0% et son encours de collecte bilan de +4,2% ; en gestion d'actifs, Amundi a collecté, en net, 13,8 milliards d'euros sur le premier trimestre, faisant ainsi progresser ses encours gérés globaux malgré l'impact négatif des marchés ; en assurance-dommages, la production est en hausse de +11,8% par rapport au premier trimestre de 2015 et l'encours en épargne-retraite progresse de 2,7% sur un an ; dans les Services Financiers Spécialisés, la production de crédits à la consommation a atteint le niveau record de 9 milliards d'euros sur le trimestre, en hausse de près de 16% par rapport à la période correspondante de 2015 ; dans le pôle Grandes Clientèles, les activités de financement d'infrastructures, de transports aériens et ferroviaires ont été dynamiques, avec une hausse des revenus de +4% pour l'ensemble des financements structurés entre le premier trimestre 2015 et le premier trimestre 2016.

Outre les évolutions mentionnées sur les métiers, le pôle AHM enregistre une forte amélioration (+108 millions d'euros) de son produit net bancaire sous-jacent.

Au total, le produit net bancaire sous-jacent est en baisse limitée à 4,3% par rapport au premier trimestre 2015.

Les charges d'exploitation évoluent de manière maîtrisée : hors impact du Fonds de Résolution Unique, elles sont stables, malgré l'alourdissement des taxes et la poursuite des investissements dans les métiers de Gestion de l'épargne et de l'assurance, conformément aux orientations du Plan Ambition Stratégique 2020. Les charges dans la banque de proximité sont en baisse (-3 millions d'euros hors Fonds de résolution unique).

Le coût du risque a poursuivi sa tendance baissière : il s'établit ce trimestre à 39 points de base sur encours¹, en données annualisées, soit en amélioration de 12 points de base par rapport au premier trimestre 2015. Cette tendance se retrouve dans la plupart des métiers : LCL (11 points de base contre 17 au premier trimestre 2015) Cariparma (113 points de base contre 136), le crédit à la consommation (140 points de base contre 244) et la banque de financement (21 points de base contre 25 points de base au premier trimestre 2015).

A fin mars 2016, la situation de solvabilité de Crédit Agricole S.A. s'est consolidée : le ratio *Common Equity Tier 1* non phasé s'établit à 10,8%, contre 10,7% à fin décembre 2015 et 10,2% à fin mars 2015.

Le ratio LCR de Crédit Agricole S.A., tout comme celui du Groupe, sont supérieurs à 110% à fin mars 2016.

Au 30 avril 2016, Crédit Agricole S.A. a réalisé 63% de son programme de 14 milliards d'euros de financement moyen long terme sur les marchés (dette senior et subordonnée). Il a levé 7,6 milliard d'équivalent euros de dette senior et réalisé une émission en dollars US d'*Additional Tier 1* pour 1,15 milliards d'équivalent euros.

Enfin, le ratio de levier phasé de Crédit Agricole S.A. s'établit à 4,4%² à fin mars 2016 selon l'Acte Délégué adopté par la Commission européenne.

Responsabilité sociale et environnementale (RSE)

Pour la quatrième année consécutive, Crédit Agricole S.A. a communiqué, en février 2016, le résultat annuel 2015 audité de son « indice *FReD* », qui s'élève à 2,3. Cet indice mesure les progrès annuels que réalise le groupe Crédit Agricole S.A. en matière de RSE (responsabilité sociale d'entreprise), l'objectif étant fixé à 2. Les principales entités du Groupe sont engagées dans la démarche *FReD*. Le Crédit Agricole, dont l'appartenance aux grands indices de référence RSE a été confirmée en 2015, avec notamment l'intégration du label Prime accordé par l'agence de notation extra financière Oekom (les 550 sociétés les plus performantes sur les 3000 notées par Oekom), consolide ainsi sa performance RSE globale. La démarche *FReD* est au service des enjeux prioritaires pour le Groupe en matière de RSE, identifiés grâce à une consultation régulière des collaborateurs et des parties prenantes externes, dont certains éléments clés sont au cœur du plan Ambition stratégique 2020 : une gouvernance exigeante qui place le client au centre ; une culture de l'éthique et de la conformité conçue comme un facteur de performance et non comme une contrainte ; un fort investissement dans les ressources humaines ; et des engagements concrets et quotidiens au service de tous nos clients, dans toutes les régions.

¹ Calcul réalisé sur 4 trimestres glissants

² Baisse de 15 pb mars/déc imputable à la non exonération des expositions liées à la centralisation des dépôts CDC, conformément à notre compréhension d'informations récentes obtenues de la BCE. Selon l'Acte Délégué en vigueur en janvier 2015. Sous réserve d'autorisation de la BCE, avec un impact de +100 points de base au titre de l'exonération des opérations intra-groupe pour Crédit Agricole S.A

Agenda financier

| | |
|-----------------|---|
| 19 mai 2016 | Assemblée générale des actionnaires (Paris) |
| 27 mai 2016 | Détachement du dividende |
| 21 juin 2016 | Paiement du dividende |
| 3 août 2016 | Publication des résultats du deuxième trimestre 2016 |
| 8 novembre 2016 | Publication des résultats du troisième trimestre 2016 |

Avertissement

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement européen n° 809/2004 du 29 avril 2004 (chapitre 1, article 2, § 10). Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs. Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Normes applicables et comparabilité

Les chiffres présentés au titre de la période de trois mois arrêtée au 31 mars 2016 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, et avec la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et n'ont pas été auditées.

Dans l'ensemble du document, les données du compte de résultat 2015 sont présentées pro forma : transfert de CACEIS du pôle Gestion de l'épargne et Assurances au pôle Grandes clientèles, transfert du Switch Assurances de AHM au métier Assurances, passage de la contribution des Caisses régionales en IFRS5. Au sein de Crédit Agricole S.A., le terme « Banque de proximité » ne couvre désormais que LCL et la Banque de proximité à l'international.

| |
|---|
| RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A. |
|---|

| (en millions d'euros) | T1-16 | T1-16 sous-jacent | T1-15 | T1-15 sous-jacent | Variation T1/T1 sous-jacent |
|--|------------|-------------------|--------------|-------------------|-----------------------------|
| Produit net bancaire | 3 799 | 4 194 | 4 359 | 4 384 | (4,3%) |
| Charges d'exploitation hors FRU | (2 975) | (2 975) | (2 978) | (2 978) | (0,1%) |
| Fonds de Résolution Unique (FRU) | (201) | (201) | (175) | (175) | +14,9% |
| Résultat brut d'exploitation | 623 | 1 018 | 1 206 | 1 230 | (17,2%) |
| Coût du risque | (402) | (402) | (477) | (477) | (15,6%) |
| Résultat d'exploitation | 221 | 616 | 729 | 753 | (18,2%) |
| Sociétés mises en équivalence | 123 | 123 | 112 | 112 | +9,7% |
| Gains/pertes sur autres actifs | - | - | (2) | (2) | ns |
| Variation de valeur des écarts d'acquisition | - | - | - | - | ns |
| Résultat avant impôt | 344 | 739 | 839 | 864 | (14,4%) |
| Impôt | (12) | (238) | (288) | (297) | (20,0%) |
| Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession | - | - | 347 | (18) | ns |
| Résultat net de l'exercice | 332 | 501 | 898 | 549 | (8,7%) |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 105 | 107 | 114 | 114 | (6,1%) |
| Résultat net part du Groupe | 227 | 394 | 784 | 435 | (9,3%) |

* Retraité des éléments spécifiques du trimestre (cf. slide 44)

Le **produit net bancaire** atteint 3 799 millions d'euros au premier trimestre 2016; il intègre ce trimestre l'impact négatif de l'opération d'optimisation de bilan (-683 millions d'euros), que viennent partiellement compenser les dividendes perçus des Caisses régionales pour +256 millions d'euros et les retraitements comptables habituels (réévaluation de la dette, DVA courant et couvertures de prêts) pour +32 millions d'euros. Hors ces éléments spécifiques, il s'élève à 4 194 millions d'euros. Le produit net bancaire du premier trimestre 2015 s'établit, quant à lui, à 4 359 millions d'euros et à 4 384 millions d'euros retraité de la réévaluation de la dette, du DVA courant et des couvertures de prêts. Le produit net bancaire sous-jacent s'inscrit ainsi en repli limité de 4,3% sur un an.

Les charges d'exploitation, à -3 176 millions d'euros, sont impactées par la cotisation au Fonds de Résolution Unique pour -201 millions d'euros. Retraitées de cet élément, les charges d'exploitation sont stables entre le premier trimestre 2015 et le premier trimestre 2016.

Le coût du risque s'établit à 402 millions d'euros. Il est en baisse de 15,6% par rapport au premier trimestre 2015 traduisant la poursuite de l'amélioration dans la Banque de proximité en France et dans la filiale italienne de crédit à la consommation, Agos Ducato. Il s'établit ainsi à 39 points de base sur encours au premier trimestre 2016¹, en baisse de 12 points de base par rapport au premier trimestre 2015¹.

L'encours des créances dépréciées² s'établit à 15,4 milliards d'euros et représente 3,5% des encours de crédit bruts sur la clientèle et les établissements de crédit contre 3,6% au 31 mars 2015. Les créances dépréciées sont couvertes par des provisions spécifiques à hauteur de 52,6%. Y compris les provisions collectives, le taux de couverture des créances dépréciées s'élève à 68,5% à comparer à 72,8% au 31 mars 2015.

Le résultat des sociétés mises en équivalence s'élève à 123 millions d'euros sur le trimestre dont 62 millions d'euros dans le Pôle Grandes Clientèles, essentiellement Banque Saudi Fransi, et 46 millions d'euros dans le pôle Services financiers spécialisés, essentiellement les *joint ventures* de financement automobile. Pour mémoire, aucune contribution n'est enregistrée au titre des Caisses régionales en raison de leur passage en IFRS 5 dans le cadre de l'opération de simplification de la structure du Groupe.

Au total, le **résultat net part du Groupe** de Crédit Agricole S.A. atteint 227 millions d'euros au premier trimestre 2016. Après retraitement des impacts d'optimisation de bilan, des dividendes des Caisses régionales, de la réévaluation de la dette, du DVA courant et des couvertures de prêts, le résultat ressort à 394 millions d'euros, à comparer à un résultat de 435 millions d'euros au premier trimestre 2015, retraité de la contribution des Caisses régionales, de la réévaluation de la dette, du DVA courant et des couvertures de prêts.

SOLVABILITE

A fin mars 2016, la solidité financière de Crédit Agricole S.A. est reflétée par son ratio CET1 non phasé qui s'établit à 10,8%³, contre 10,2% fin mars 2015 et 10,7% fin décembre 2015. Le principal élément impactant le ratio ce trimestre est la hausse des plus-values latentes sur les AFS assurance pour 13 points de base.

Le ratio global phasé² s'élève à 19,3% au 31 mars 2016.

Enfin, le ratio de levier de Crédit Agricole S.A. s'établit à 4,4%⁴ à fin mars 2016 selon l'Acte Délégué adopté par la Commission européenne.

¹ Calculs sur 4 trimestres glissants

² Hors opérations internes au Crédit Agricole, hors créances rattachées et hors opérations de location financement

³ Y compris résultat du premier trimestre 2016 non audité

⁴ Baisse de 15 pb mars/déc imputable à la non exonération des expositions liées à la centralisation des dépôts CDC, conformément à notre compréhension d'informations récentes obtenues de la BCE. Selon l'Acte Délégué en vigueur en janvier 2015. Sous réserve d'autorisation de la BCE, avec un impact de +100 points de base au titre de l'exonération des opérations intra-groupe pour Crédit Agricole S.A.

LIQUIDITE

Le bilan cash du groupe Crédit Agricole représente 1 063 milliards d'euros à fin mars 2016, à comparer à 1 058 milliards d'euros à fin décembre 2015 et 1 042 milliards d'euros à fin mars 2015.

L'excédent de ressources stables sur emplois durables s'élève à 114 milliards d'euros au 31 mars 2016 contre 108 milliards d'euros au 31 décembre 2015 et 104 milliards d'euros au 31 mars 2015, soit une hausse de 6 milliards d'euros depuis la fin 2015 et de 10 milliards d'euros entre le 31 mars 2015 et le 31 mars 2016.

Au 31 mars 2016, les réserves de liquidité incluant les plus-values et les décotes liées au portefeuille de titres s'élèvent à 251 milliards d'euros, ce qui représente plus de deux fois et demie l'endettement court terme brut, contre plus de deux fois au 31 mars 2015. Les titres HQLA après plus-values et décotes représentent 150% de la dette court terme nette des dépôts Banques centrales. Le ratio LCR du Groupe et celui de Crédit Agricole S.A. sont supérieurs à 110% à fin mars 2016.

Les principaux émetteurs du groupe Crédit Agricole ont émis 10,4 milliards d'euros de dette senior et subordonnée dans le marché et les réseaux au cours du premier trimestre 2016. Pour sa part, Crédit Agricole S.A. a levé 4,9 milliards d'équivalent euros de dette senior et réalisé une émission d'*Additional Tier 1* en dollars US pour 1,15 milliards d'équivalent euros. Au 30 avril 2016, Crédit Agricole S.A. avait réalisé 63% de son programme de financement moyen long terme sur les marchés (dette senior et subordonnée) de 14 milliards d'euros.

RÉSULTATS PAR PÔLE D'ACTIVITÉ

1. PÔLE BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE (LCL)

| (en millions d'euros) | T1-16 | T1-15 | Variation T1/T1 |
|---|------------|------------|--------------------|
| Produit net bancaire | 835 | 922 | (9,3%) |
| Charges d'exploitation hors FRU et plan de transformation | (642) | (644) | (0,2%) |
| FRU | (16) | (12) | +32,5% |
| Impact plan de transformation | (12) | (8) | +50,0% |
| Résultat brut d'exploitation | 165 | 258 | (35,9%) |
| Coût du risque | (22) | (48) | (53,1%) |
| Résultat avant impôt | 143 | 210 | (32,0%) |
| Impôt | (53) | (78) | (32,6%) |
| Résultat net de l'exercice | 90 | 132 | (31,7%) |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 5 | 6 | (30,8%) |
| Résultat net part du Groupe | 85 | 126 | (31,8%) |

Depuis deux ans, LCL fait preuve d'une très bonne dynamique commerciale dans le cadre d'une politique volontariste d'augmentation des parts de marché, qui s'illustre par une forte progression des encours de crédit de 8,9% ainsi qu'une hausse des encours de collecte de 7,0% sur deux ans entre le 31 mars 2014 et le 31 mars 2016.

Les encours de crédit atteignent 97,4 milliards d'euros au 31 mars 2016, contre 91,9 milliards d'euros au 31 mars 2015 et 89,4 milliards d'euros au 31 mars 2014. Cette hausse est notamment tirée par les crédits habitat qui progressent de 6,1% entre mars 2015 et mars 2016 et de 11,2% sur deux ans ainsi que par les crédits aux entreprises et professionnels qui enregistrent une augmentation de 7,0% sur un an.

De la même façon, les ressources clientèle progressent fortement et atteignent 176,1 milliards d'euros au 31 mars 2016, contre 170,8 milliards d'euros au 31 mars 2015 et 164,6 milliards d'euros au 31 mars 2014. Les encours de collecte bilan affichent une hausse de 8,9% pour atteindre 96,8 milliards d'euros, toujours tirés par les dépôts à vue (+11,2% mars/mars). En parallèle, les encours de collecte hors-bilan atteignent 79,3 milliards d'euros au 31 mars 2016, enregistrant une baisse de 3,2% entre le 31 mars 2015 et le 31 mars 2016, pénalisés par l'environnement de marché qui a pesé sur les encours sur titres (-7,9%) et sur OPCVM (-18,6%). En revanche, les encours d'assurance-vie enregistrent une hausse de 1,7% sur la période.

Dans le contexte de taux d'intérêts très bas que connaît le marché depuis 2014, la vague de renégociations et de remboursements anticipés a été exceptionnellement élevée : LCL a enregistré des opérations de renégociations ou de remboursements anticipés sur près de la moitié de son portefeuille de crédits habitat. Cette évolution fait partie de sa politique commerciale très dynamique visant à développer son fonds de commerce. Les fruits de

cette conquête se traduit par une forte progression de ses encours de crédits habitat, qui est près de deux fois supérieure à la croissance observée sur le marché¹, par un gain de parts de marché de 0,3 point sur deux ans² et par une augmentation de 1,5% du nombre de clients particuliers actifs. Cela fournit à LCL un potentiel de fidélisation conséquent, que le PMT Ambition Stratégique 2020 vise à concrétiser grâce aux synergies du Groupe.

Cette dynamique commerciale observée depuis deux ans, dans le contexte de taux actuel, affecte les performances financières de LCL sur ce début d'année 2016.

En effet, le produit net bancaire atteint 835 millions d'euros sur le premier trimestre 2016, en baisse de 9,3% par rapport au premier trimestre 2015. Il est fortement impacté par la baisse de la marge nette d'intérêts qui s'établit à 453 millions d'euros sur le premier trimestre 2016, contre 538 millions d'euros au premier trimestre 2015. Le rendement moyen des crédits a été pénalisé par la baisse des taux clients et par la croissance des encours (environ -40 points de base entre le premier trimestre 2015 et le premier trimestre 2016). Dans le même temps, le coût des passifs diminue progressivement grâce à la hausse des encours de DAV (+11,2% entre le 31 mars 2015 et le 31 mars 2016) et à l'abaissement des taux sur livrets et des comptes rémunérés. Sur 2016, cet impact sur la marge nette d'intérêt va se poursuivre, avec une inflexion attendue en 2017. En parallèle, les commissions atteignent 382 millions d'euros (en légère baisse par rapport au premier trimestre 2015 : 384 millions d'euros), les commissions sur titres ayant subi l'impact des marchés peu favorables. En revanche, les autres commissions affichent de bonnes progressions entre le premier trimestre 2015 et le premier trimestre 2016 (+3,8% pour les commissions d'assurances et +4,2% pour les commissions de gestion de comptes, services et moyens de paiement).

Les charges, hors FRU et plan de transformation, restent bien maîtrisées à 642 millions d'euros (-0,2% entre le premier trimestre 2016 et le premier trimestre 2015). Les charges liées au plan de transformation s'élèvent à 12m€ et la dotation pour le FRU atteint 16m€ (contre respectivement 8 millions d'euros et 12 millions d'euros au premier trimestre 2015).

Les risques demeurent toujours bien maîtrisés, le coût du risque enregistre en effet un net recul au premier trimestre 2016, pour s'établir à 22 millions d'euros, soit une diminution de 53,1% entre les deux périodes.

Au global, la nette amélioration du coût du risque ainsi que la stabilité des charges ne permettent toutefois pas à LCL de compenser le recul observé sur le produit net bancaire. Le résultat net part du Groupe de LCL enregistre donc une diminution de 31,8% sur le premier trimestre 2016 par rapport au premier trimestre 2015 et s'établit à 85 millions d'euros.

LCL réaffirme ses objectifs définis dans le cadre du PMT d'un coefficient d'exploitation en cible 2019 à environ 63,5% (soit -6 points) et d'une rentabilité supérieure à 16%.

¹ Source : Banque de France, variation calculée entre décembre 2013 et décembre 2015.

² Evolution des parts de marché calculée sur les encours habitat des ménages.

2. POLE BANQUE DE PROXIMITE A L'INTERNATIONAL

Le pôle enregistre un **résultat net part du Groupe** de 53 millions d'euros au premier trimestre 2016 contre 27 millions d'euros au premier trimestre 2015.

| (en millions d'euros) | T1-16 | T1-15 | Variation T1/T1 |
|--|------------|------------|--------------------|
| Produit net bancaire | 625 | 644 | (3,2%) |
| Charges d'exploitation hors FRU | (367) | (375) | (2,1%) |
| FRU | (8) | (8) | ns |
| Résultat brut d'exploitation | 250 | 261 | (4,4%) |
| Coût du risque | (127) | (149) | (14,5%) |
| Résultat avant impôts | 123 | 112 | +9,0% |
| Impôt | (43) | (46) | (7,8%) |
| Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession | - | (15) | ns |
| Résultat net de l'exercice | 80 | 51 | +56,3% |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 27 | 24 | +11,6% |
| Résultat net part du Groupe | 53 | 27 | +96,0% |

En Italie, l'activité commerciale de Cariparma s'avère de bon niveau au premier trimestre 2016. L'encours de collecte enregistre une solide progression de 3,0% par rapport au 31 mars 2015 et s'établit à 98,8 milliards d'euros au 31 mars 2016. L'encours de collecte hors bilan enregistre une bonne progression de 2,3% sur un an et s'établit à 61,9 milliards d'euros (en particulier, hausse de 6,3% sur l'assurance-vie et les OPCVM) et ce malgré un contexte de marché moins favorable au premier trimestre 2016 et un effet de base du premier trimestre 2015 qui avait enregistré de très bonnes performances. Sur la même période, la collecte bilan progresse de 4,2% et atteint 36,9 milliards d'euros au 31 mars 2016.

L'encours de crédits atteint 33,8 milliards d'euros au 31 mars 2016, enregistrant une hausse de 1,5% par rapport au 31 mars 2015, toujours tiré par les crédits à l'habitat qui progressent de 5,2% sur un an.

Au global, Cariparma maintient ses excédents de liquidité.

Le produit net bancaire de Cariparma s'élève à 398 millions d'euros sur le premier trimestre 2016, enregistrant une diminution de 4,7% par rapport au premier trimestre 2015. La marge nette d'intérêts est en effet impactée par l'environnement de taux d'intérêt négatifs et par une concurrence accrue sur les meilleures contreparties. Les commissions enregistrent également un net recul (-9% sur le premier trimestre 2016 par rapport au premier trimestre 2015), lié notamment à un effet de base important, le premier semestre 2015 ayant enregistré un fort volume de collecte hors-bilan.

Les charges hors FRU demeurent bien maîtrisées à 225 millions d'euros, soit +0,5% par rapport au premier trimestre 2015, permettant à Cariparma de maintenir un coefficient d'exploitation à un niveau satisfaisant (56,6% hors FRU). La contribution de Cariparma au FRU s'élève à 8 millions d'euros sur ce trimestre.

Le coût du risque enregistre une nette diminution de 13,5% par rapport au premier trimestre 2015, il s'établit à 85 millions sur le premier trimestre 2016, contre 99 millions au premier trimestre 2015. Le taux de créances dépréciées demeure stable à 13,9% et le niveau de couverture se maintient à un bon niveau (45,6%, y compris provisions collectives). Les entrées en défaut poursuivent leur baisse (-17% entre le premier trimestre 2015 et le premier trimestre 2016).

Au global, par rapport au premier trimestre 2015, la diminution notable du coût du risque et la maîtrise des charges permettent à Cariparma de compenser la diminution du produit net bancaire observée ce trimestre. Ainsi, le résultat net part du Groupe ressort à 38 millions d'euros au premier trimestre 2016, contre 39 millions d'euros au premier trimestre 2015.

Sur le premier trimestre 2016, le résultat net du Groupe Cariparma sur le périmètre local atteint 53 millions d'euros et le résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. en Italie s'élève à 120 millions d'euros.

Les autres entités du Groupe à l'international affichent une activité commerciale dynamique. L'encours de collecte s'établit à 12,1 milliards d'euros au 31 mars 2016 (dont 11,0 milliards d'euros de collecte bilan), contre 13,2 milliards d'euros au 31 mars 2015 (dont 11,6 milliards d'euros de collecte bilan). Cette évolution s'explique essentiellement par un effet change. Retraitée de cet effet, cette évolution ressort à +0,6% par rapport au 31 mars 2015. L'encours progresse en Pologne, tandis qu'il diminue en Egypte (diminution des ressources chères).

L'encours de crédits atteint 9,9 milliards d'euros au 31 mars 2016 (contre 10,4 milliards d'euros au 31 mars 2015), soit une hausse de 1,9% par rapport au 31 mars 2015 hors effet de change.

L'excédent global de collecte bilan atteint 1,8 milliard d'euros au 31 mars 2016.

Le produit net bancaire des autres entités du Groupe à l'international reste globalement stable au premier trimestre 2016 par rapport au premier trimestre 2015 à 227 millions d'euros, grâce notamment aux bonnes performances de Crédit Agricole Egypte et Crédit Agricole Ukraine.

Le résultat brut d'exploitation du trimestre progresse de 14,9% entre premier trimestre 2015 et le premier trimestre 2016.

Sur le trimestre, le coût du risque s'élève à 42 millions d'euros, en baisse de 16,0% par rapport au premier trimestre 2015 (50 millions d'euros).

Au global, le résultat net part du Groupe des autres entités du Groupe à l'international atteint 15 millions d'euros au premier trimestre 2016. Pour mémoire, le premier trimestre 2015 (-12 millions d'euros) avait été impacté par le reclassement de Crédit Agricole Albanie en IFRS 5.

3. PÔLE GESTION DE L'ÉPARGNE ET ASSURANCE

Le pôle Gestion de l'épargne et Assurance comprend la gestion d'actifs, les assurances et la gestion de fortune.

Les données d'encours et de collecte nette intègrent pour Amundi les actifs conseillés et distribués ainsi que 100% des encours gérés et de la collecte nette des Joint Ventures asiatiques (ABC-CA, NH-CA et SBI FM).

Les encours gérés cumulés du pôle sont stables au 31 mars 2016 par rapport au 31 décembre 2015 et s'élèvent à près de 1 397 millions d'euros. La dynamique commerciale d'Amundi se poursuit avec une collecte nette de 13,8 milliards d'euros sur le trimestre. L'Assurance-vie affiche des encours en progression de 1,6 milliard d'euros sur le trimestre. Les encours gérés de la Gestion de fortune sont quant à eux stables sur le trimestre à 148,3 milliards d'euros. Les performances commerciales du pôle sont toutefois pénalisées par un effet marché et change négatif de 14,4 milliards d'euros.

Le résultat net part du Groupe du pôle atteint 379 millions d'euros au premier trimestre 2016, en hausse de 10,3% par rapport au premier trimestre 2015 et de 10,9% hors FRU. Il est à noter que cette évolution est affectée par la baisse du taux de détention de Crédit Agricole S.A. dans Amundi (74,2% au premier trimestre 2016 contre 78,6% au premier trimestre 2015), soit un effet négatif de 6 millions d'euros.

| (en millions d'euros) | T1-16 | T1-15 | Variation T1/T1 |
|---|------------|------------|--------------------|
| Produit net bancaire | 1 178 | 1 170 | +0,7% |
| Charges d'exploitation hors FRU | (591) | (582) | +1,5% |
| FRU | (2) | (2) | ns |
| Résultat brut d'exploitation | 585 | 586 | (0,2%) |
| Coût du risque | (2) | (8) | (79,5%) |
| Résultat d'exploitation | 583 | 578 | +1,0% |
| Sociétés mises en équivalence | 7 | 6 | +12,1% |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 0 | (3) | (100,0%) |
| Résultat avant impôt | 590 | 581 | +1,6% |
| Impôt | (172) | (205) | (16,1%) |
| Résultat net de l'exercice | 418 | 376 | +11,3% |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 39 | 33 | +20,9% |
| Résultat net part du Groupe | 379 | 343 | +10,3% |

Dans le domaine de la **Gestion d'actifs**, Amundi affiche des encours gérés de plus de 987 milliards d'euros. La collecte du premier trimestre s'élève à un niveau très satisfaisant de 13,8 milliards d'euros, qui fait plus que compenser l'effet marché et change négatif de 11,6 milliards d'euros, dans un contexte de marché défavorable. Les actifs sous gestion progressent donc de 0,2% par rapport au 31 décembre 2015 et de 12,4% sur un an. Au premier trimestre, la collecte nette est portée par le segment Institutionnel pour 12 milliards d'euros dans un contexte de marché qui a augmenté l'aversion au risque de la clientèle Retail. Elle reste néanmoins équilibrée

entre les actifs moyen et long terme (+6,8 milliards d'euros) et les produits de trésorerie (+7,0 milliards d'euros), et est tirée aux deux tiers par l'international.

Au premier trimestre 2016, le résultat net d'Amundi à 100% (avant attribution aux actionnaires minoritaires) s'affiche à 127 millions d'euros, soit une progression de 1,4% par rapport au premier trimestre 2015. Cette progression est de 2,5% après retraitement du FRU. Le résultat net part du Groupe, affecté par la baisse du taux de détention, s'établit quant à lui à 92 millions d'euros contre 98 millions d'euros au premier trimestre 2015. Le produit net bancaire, en baisse de 3,2% au premier trimestre 2016 par rapport au premier trimestre 2015, est stable hors effet de marché (qui s'élève à -14 millions d'euros). Les charges d'exploitation sont en baisse de 1,5% du fait de l'évolution des rémunérations variables. Le coefficient d'exploitation reste donc très performant à 54,8%.

L'activité **Gestion de fortune**, avec des encours gérés à 148,3 milliards, est pénalisée par l'environnement de marché qui se traduit par un positionnement attentiste de la clientèle et un moindre niveau de commissions. Le résultat net part du Groupe est en baisse de 21,8% au premier trimestre 2016 par rapport au premier trimestre 2015 (soit -18,7% hors FRU).

Le pôle **Assurances** affiche un chiffre d'affaires solide de 8,9 milliards d'euros ¹ au premier trimestre 2016, tiré par la bonne performance des assurances prévoyance et dommages.

L'activité progresse légèrement en épargne / retraite. Le chiffre d'affaires s'élève à 6,7 milliards d'euros ¹, contre 6,6 milliards ¹ au premier trimestre 2015 (pro forma). Les encours gérés en épargne / retraite s'établissent à 261,3 milliards d'euros à fin mars 2016, en progression de 2,7% sur un an. La part des encours en euros s'élève à 212,7 milliards d'euros, en progression de 4,1% sur un an, tandis que les encours en unités de compte à 48,6 milliards d'euros sont en retrait de 3% sur la même période. La part des unités de compte s'élève à 19,2% dans la collecte, stable par rapport au quatrième trimestre 2015, et à 18,6% dans le stock.

La collecte nette du pôle en épargne / retraite s'est établie à 2 milliards d'euros, dont 1,4 milliard d'euros réalisés en France.

En assurance dommages, l'activité a été très soutenue avec une progression du chiffre d'affaires de 4,9% au premier trimestre 2016 par rapport au premier trimestre 2015. L'Argus de l'assurance, publié le 8 avril 2016, classe CAA 1^{er} bancassureur non-vie et santé en France. La hausse des affaires nouvelles est marquée sur tous les segments ² : en auto (+10% en un an), en multirisques habitation (+8% en un an), en santé individuelle (+24% en un an), en Agri & Pro (+29% en un an). Le ratio combiné ³, net de réassurance, confirme la bonne maîtrise de la sinistralité. Il s'établit à 94,8% sur le périmètre Pacifica.

En prévoyance / emprunteur / assurances collectives, le chiffre d'affaires progresse de 5,6% au premier trimestre 2016 par rapport au premier trimestre 2015. Il s'élève ainsi à 792 millions d'euros¹. En prévoyance / assurance collective, la hausse du chiffre d'affaires atteint 18,9% sur un an, portée notamment par les assurances collectives. Sur la partie emprunteur, on constate une bonne tenue de l'activité en France et un ralentissement à l'international.

Au premier trimestre 2016, le résultat net part du Groupe du métier Assurances s'établit à 267 millions d'euros. Il inclut le coût du Switch 2 qui était auparavant comptabilisé en Activités Hors Métiers. Retraité de cet élément, le RNPG atteint 314 millions d'euros. Le produit net bancaire s'inscrit en hausse de 7,2% au premier trimestre 2016 par rapport au premier trimestre 2015. Les charges d'exploitation augmentent parallèlement de 6,3% sur la même période, en cohérence avec le plan stratégique.

¹ Chiffre d'affaires en IFRS décomposé par nouvelles lignes métiers avec transfert de la santé individuelle et de la GAV de « Prévoyance / santé / emprunteur » vers « Assurance dommages ».

² Périmètre Pacifica.

³ ratio (Sinistralité + frais généraux commissions) rapporté aux cotisations

4. PÔLE SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS

| (en millions d'euros) | T1-16 | T1-15 | Variation T1/T1 |
|--|------------|------------|--------------------|
| Produit net bancaire | 647 | 646 | +0,2% |
| Charges d'exploitation hors FRU | (349) | (349) | +0,0% |
| FRU | (9) | (17) | (43,3%) |
| Résultat brut d'exploitation | 289 | 280 | +3,0% |
| Coût du risque | (119) | (205) | (41,9%) |
| Résultat d'exploitation | 170 | 75 | x2,3 |
| Sociétés mises en équivalence | 46 | 43 | +6,7% |
| Résultat avant impôt | 216 | 118 | +81,6% |
| Impôt | (57) | (35) | +60,3% |
| Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession | - | (1) | ns |
| Résultat net de l'exercice | 159 | 82 | +93,5% |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 30 | 14 | x2,2 |
| Résultat net part du Groupe | 129 | 68 | +88,7% |

Le pôle **Services financiers spécialisés** enregistre un résultat net part du Groupe de 129 millions d'euros au premier trimestre 2016 contre un profit de 68 millions un an plus tôt. Ce résultat intègre -10 millions d'euros en résultat net part du Groupe au premier trimestre 2016 au titre du FRU, contre -16 millions d'euros un an auparavant.

Dans la tendance des derniers trimestres, l'activité de CACF se porte bien, et progresse à nouveau, sur le premier trimestre 2016 qui affiche un record de niveau de production de 9 milliards d'euros. En hausse de 15,9% entre le premier trimestre 2015 et le premier trimestre 2016, celle-ci est tirée par l'ensemble des segments, et plus particulièrement par les partenariats automobiles (+29,2% sur un an) et les réseaux France du Groupe (+15,6%). Les encours totaux gérés atteignent ainsi 71,9 milliards d'euros à fin mars 2016, niveau record depuis juin 2013, soit une hausse de 4,1% par rapport à fin mars 2015, tirés par le dynamisme de l'activité commerciale des réseaux France (encours +10,5% sur la même période) et des partenariats automobiles (+12,0%). Leur répartition géographique est inchangée par rapport au trimestre précédent avec 38% des encours localisés en France, 32% en Italie et 30% dans les autres pays.

Le renforcement du refinancement externe se poursuit, CACF ayant lancé en mars 2016 un nouveau dispositif de collecte en Espagne, qui vient compléter les dispositifs existant déjà en Allemagne et en Autriche.

Enfin, CACF annonçait le 2 mai 2016 la finalisation de l'achat par sa filiale FCA Bank de FFS AG, la captive financière de Ferrari.

Le produit net bancaire de CACF s'établit à 517 millions d'euros au premier trimestre 2016, stable par rapport au premier trimestre de l'année précédente. Avec des charges en baisse de 1,3% en un an à 279 millions d'euros ce trimestre, CACF continue à améliorer son efficacité opérationnelle. Enfin, le coût du risque est toujours en baisse

significative, de -43,9% entre le premier trimestre 2015 et le premier trimestre 2016, notamment sous l'effet de l'amélioration structurelle de la qualité du portefeuille d'Agos. Cette dernière enregistre sur douze mois une amélioration de 1,7 point de son taux de créances dépréciées qui s'établit à 8,4% à fin mars 2016 ; le taux de couverture des créances dépréciées s'élève à 99,2% (y compris provisions collectives). Le résultat net part du Groupe de CACF ressort ainsi à 106 millions d'euros, à comparer à 53 millions d'euros au premier trimestre 2015.

En ce qui concerne **CAL&F**, les encours de crédit-bail augmentent pour le quatrième trimestre consécutif pour atteindre 15,1 milliards d'euros à fin mars 2016, en hausse de 1,9% en un an. Le chiffre d'affaires factoré augmente quant à lui de 2,8% par rapport au premier trimestre 2015 à 16,3 milliards d'euros. Cette croissance est particulièrement forte sur la France qui affiche une hausse de 4,4% sur la même période pour atteindre 10,5 milliards d'euros à fin mars 2016.

Le produit net bancaire de CAL&F s'élève à 130 millions d'euros au premier trimestre 2016, en hausse de 2,5% par rapport au premier trimestre 2015. A 79 millions d'euros, les charges affichent une baisse de 4,2% entre le premier trimestre 2015 et le premier trimestre 2016 alors que le coût du risque recule de 18,9% sur la même période. Le résultat net part du Groupe de CAL&F augmente ainsi de 53,4% en un an pour s'élever ce trimestre à 23 millions d'euros.

5. PÔLE GRANDES CLIENTELES

Au premier trimestre 2016, le résultat net part du Groupe du pôle **Grandes Clientèles** ressort à 163 millions d'euros. Après retraitement des couvertures de prêts et de l'effet du DVA courant (+9 millions d'euros), le résultat net part du Groupe s'élève à 154 millions d'euros ce trimestre intégrant une charge de 125 millions d'euros en résultat net part du Groupe au titre du Fonds de résolution unique (FRU).

La contribution de la banque de financement à ce résultat retraité s'élève à 151 millions d'euros (contre 186 millions d'euros au premier trimestre 2015) et celle de la banque de marché et d'investissement à -13 millions d'euros (contre 130 millions d'euros au premier trimestre 2015).

Total Pôle Grandes Clientèles

| <i>(en millions d'euros)</i> | T1-16 | T1-16¹ | T1-15 | T1-15¹ | Variation T1'/T1' |
|---|--------------|--------------------------|--------------|--------------------------|------------------------------|
| Produit net bancaire | 1 220 | 1 207 | 1 414 | 1 408 | (14,3%) |
| <i>Dont Banque de financement</i> | 526 | 526 | 548 | 552 | (4,7%) |
| <i>Dont Banque de marché et d'investissement</i> | 509 | 496 | 677 | 667 | (25,6%) |
| <i>Dont Services financiers aux institutionnels</i> | 185 | 185 | 189 | 189 | (2,1%) |
| Charges d'exploitation hors FRU | (786) | (786) | (783) | (783) | +0,5% |
| FRU | (125) | (125) | (90) | (90) | +38,1% |
| Résultat brut d'exploitation | 309 | 296 | 541 | 535 | (44,6%) |
| Coût du risque | (122) | (122) | (81) | (81) | +50,6% |
| Résultat d'exploitation | 187 | 174 | 460 | 454 | (61,6%) |
| Sociétés mises en équivalence | 62 | 62 | 64 | 64 | (3,1%) |
| Gains/pertes sur autres actifs | - | - | 1 | 1 | (100,0%) |
| Résultat avant impôt | 249 | 236 | 525 | 519 | (54,3%) |
| Impôt | (80) | (76) | (181) | (179) | (57,1%) |
| Résultat net | 169 | 160 | 344 | 340 | (50,9%) |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 6 | 6 | 10 | 10 | (40,0%) |
| Résultat net part du Groupe | 163 | 154 | 334 | 330 | (53,5%) |

¹ Retraité des couvertures de prêts et des impacts DVA courant

Les revenus du pôle **Grandes Clientèles** s'établissent à 1 220 millions d'euros au premier trimestre 2016. Après retraitement des couvertures de prêts et des effets du DVA courant, ils s'élèvent à 1 207 millions d'euros en baisse de 14,3%¹ par rapport au premier trimestre 2015 du fait d'un environnement de marché volatil.

Les revenus de la **banque de financement et d'investissement** s'élèvent à 1 022 millions au premier trimestre 2016, en baisse de 16%¹ en comparaison d'un excellent premier trimestre 2015, en baisse de 13% retraités des effets xVA.

Les revenus de la **banque de marché et d'investissement** s'élèvent à 509 millions au premier trimestre 2016. Hors impact DVA, ils s'élèvent à 496 millions d'euros et baissent de 25,6%¹ par rapport au premier trimestre 2015. Hors impact xVA, la baisse s'établit à -20,0%.

A 417 millions d'euros ce trimestre, les revenus des activités de *Fixed income* sont en progrès par rapport aux trimestres précédents, mais néanmoins en retrait par rapport au premier trimestre 2015 qui bénéficiait de conditions de marché particulièrement favorables (*Quantitative Easing* et volatilité). De même, les revenus de la banque d'investissement dont l'activité est satisfaisante diminuent pour s'établir à 79 millions d'euros au premier trimestre 2016 à comparer à 93 millions d'euros au premier trimestre 2015.

Sur les émissions obligataires, Crédit Agricole CIB conserve sa première place en tant que teneur de livres sur les émissions d'ABCP en Europe², son deuxième rang mondial sur les émissions des agences en euros³, et se classe N°4 mondial sur les Jumbo Covered Bonds³. Sur le marché des Green Bonds, Crédit Agricole CIB est N°2 mondial⁴ avec 10 opérations réalisées sur le trimestre. Par ailleurs, Crédit Agricole CIB est devenu leader en M&A pour les opérations impliquant une contrepartie française³.

La VaR, toujours à un niveau bas est en augmentation à 13 millions d'euros en moyenne sur le trimestre (à comparer à 9 millions d'euros en moyenne au premier trimestre 2015).

Les revenus de la **banque de financement** s'élèvent à 526 millions d'euros au premier trimestre 2016 sans impact des couvertures de prêts, en léger retrait par rapport au premier trimestre 2015. Les revenus de l'activité financements structurés, à 307 millions d'euros, traduisent la bonne performance notamment dans l'aéronautique, le transport ferroviaire et le financement d'infrastructures, génératrice de volumes et de commissions. En banque commerciale, les revenus, à 219 millions d'euros, sont en baisse du fait d'une base de comparaison élevée au premier trimestre 2015.

Crédit Agricole CIB maintient sa position de leader sur le financement aéronautique⁵ et reste N°1 en tant que teneur de livres sur les activités de syndication en France³. Par ailleurs Crédit Agricole CIB progresse de la treizième à la troisième place en tant que teneur de livres sur le financement des télécoms³ et de la sixième à la quatrième place mondiale en tant qu'arrangeur dans les financements de projets³.

¹ Revenus retraités des couvertures de prêts et des impacts DVA courant

² Source : CPWare

³ Source : Thomson Financial

⁴ Source : CACIB

⁵ Source : Air Finance Database

Les charges du pôle **Grandes Clientèles** s'élèvent à 911 millions d'euros au premier trimestre 2016 intégrant 125 millions d'euros de charges au titre du Fonds de résolution unique (FRU) au lieu de 90 millions d'euros au premier trimestre 2015. Hors FRU, les charges d'exploitation sont stables avec une hausse de 0,5% entre le premier trimestre 2015 et le premier trimestre 2016.

Au premier trimestre 2016, le coût du risque est en hausse et enregistre une dotation nette de -122 millions d'euros, intégrant notamment des compléments de provision sur le secteur Oil & Gas, à comparer à un niveau contenu enregistré au premier trimestre 2015 (-81 millions d'euros).

La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence s'établit à 62 millions d'euros au premier trimestre 2016, principalement porté par les bons résultats de la banque Saudi Fransi à comparer à 64 millions d'euros au premier trimestre 2015.

En ce qui concerne les Services financiers aux institutionnels, **CACEIS** a connu une activité globalement stable dans un contexte de marchés atones et de nouvelles baisses des taux d'intérêts. Les encours atteignent 2 323 milliards d'euros, en baisse de 7,7% par rapport à fin mars 2015. Les encours administrés sont en léger retrait à 1 477 milliards d'euros, en baisse de 1,3% sur un an.

La baisse des revenus (-2,1% par rapport au premier trimestre 2015) est compensée par une baisse des charges permettant une hausse du résultat net part du Groupe. Le résultat net part du Groupe du trimestre s'établit ainsi à 16 millions d'euros, et 23 millions d'euros hors FRU.

6. ACTIVITES HORS METIERS

| (en millions d'euros) | T1-16 | T1-15 |
|--|--------------|--------------|
| Produit net bancaire | (706) | (437) |
| <i>dont gestion du capital et de liquidité</i> | (788) | (504) |
| <i>dont coûts nets alloués aux participations et à la subordination</i> | (297) | (328) |
| <i>dont Switch</i> | (115) | (114) |
| <i>dont spreads émetteurs</i> | 19 | (31) |
| <i>dont autres</i> | 63 | 98 |
| Charges d'exploitation hors FRU et nouvelles taxes * | (211) | (211) |
| Impact FRU et nouvelles taxes * | (58) | (72) |
| Résultat brut d'exploitation | (975) | (720) |
| Coût du risque | (10) | 14 |
| Résultat d'exploitation | (985) | (706) |
| Sociétés mises en équivalence | 8 | (1) |
| Résultat avant impôts | (977) | (707) |
| Impôts | 393 | 257 |
| Résultat net | (584) | (450) |
| Participations ne donnant pas le contrôle | (2) | 27 |
| Résultat net part du Groupe | (582) | (477) |
| Résultat net part du Groupe hors spreads émetteurs, projet de simplification du groupe et dividendes des caisses régionales | (406) | (458) |

*FRU (-40 m€), taxes BCE, CRU et C3S (-18 m€)

Au premier trimestre 2016, le produit net bancaire s'établit à -706 millions d'euros, contre -437 millions d'euros au premier trimestre 2015. Il comprend un impact de -683 millions d'euros au titre de l'opération d'optimisation de bilan, de 256 millions d'euros au titre des dividendes versés par les Caisses régionales sur leur résultat 2015 et de 19 millions d'euros au titre des *spreads* émetteurs contre -31 millions d'euros au premier trimestre 2015.

Le produit net bancaire provenant des coûts de gestion du capital, et de la liquidité de Crédit Agricole S.A. en tant qu'organe central et trésorier du Groupe Crédit Agricole intègre l'opération d'optimisation de bilan faite en mars 2016 pour un coût de -683 millions d'euros et les dividendes des Caisses régionales pour 256 millions d'euros. Parallèlement, le coût de la dette relatif aux participations et à la subordination est en amélioration de 31 millions d'euros suite à des effets conjugués d'assiette et de taux.

Le coût du Switch, quant à lui, s'inscrit désormais à -115 millions d'euros suite à la réallocation au pôle Gestion de l'Épargne et Assurances du Switch Assurances.

Les charges d'exploitation, hors FRU, taxes BCE, SRB et C3S sont stables entre le premier trimestre 2015 et le premier trimestre 2016.

La ligne « Sociétés mises en équivalence » bénéficie au premier trimestre 2016 d'un profit de 8 millions d'euros. Cette variation résulte exclusivement de la volatilité liée aux enregistrements des résultats d'Eurazeo.

Au total, le résultat net part du Groupe s'établit au premier trimestre 2016 à -582 millions d'euros, à comparer à -477 millions d'euros du premier trimestre 2015. Retraité des *spreads* émetteurs, de l'opération d'optimisation de bilan et des dividendes des Caisses régionales, il s'établit à -406 millions d'euros.

| |
|---|
| RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE |
|---|

L'encours de crédit clientèle du Groupe s'établit à près de 743 milliards d'euros au 31 mars 2016. En termes de ressources, les dettes envers la clientèle au bilan représentent près de 673 milliards d'euros.

| (en millions d'euros) | T1-16 | T1-15 | Variation T1/T1 | Variation T1/T1 des métiers* |
|--|--------------|--------------|--------------------|------------------------------------|
| Produit net bancaire | 7 159 | 8 035 | (10,9%) | (4,4%) |
| Charges d'exploitation hors FRU | (5 122) | (5 104) | +0,3% | +0,4% |
| FRU | (238) | (226) | +5,4% | +10,0% |
| Résultat brut d'exploitation | 1 799 | 2 705 | (33,5%) | (12,1%) |
| Coût du risque | (554) | (683) | (18,9%) | (21,9%) |
| Résultat d'exploitation | 1 245 | 2 022 | (38,5%) | (9,6%) |
| Sociétés mises en équivalence | 126 | 113 | +11,8% | +4,6% |
| Résultat net sur autres actifs | 25 | (4) | ns | ns |
| Variation de valeur des écarts d'acquisition | - | - | ns | ns |
| Résultat avant impôts | 1 396 | 2 131 | (34,5%) | (8,0%) |
| Impôts | (488) | (790) | (38,2%) | (16,5%) |
| Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession | - | (17) | ns | ns |
| Résultat net | 908 | 1 324 | (31,4%) | (2,2%) |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 90 | 96 | (6,5%) | +39,9% |
| Résultat net part du Groupe | 818 | 1 228 | (33,4%) | (3,8%) |

* Retraité des éléments spécifiques du trimestre (cf. slide 44)

Au premier trimestre 2016, le groupe Crédit Agricole réalise un produit net bancaire de 7 159 millions d'euros, en baisse de 10,9% par rapport au premier trimestre 2015. Ce trimestre est atypique pour le Groupe, intégrant l'impact négatif de l'opération d'optimisation de bilan pour -683 millions d'euros. L'impact des éléments spécifiques non liés à l'activité (spreads émetteurs logés dans le pôle Activités hors métiers, le DVA courant et les couvertures de prêts logés en Banque de financement et d'investissement) s'élève par ailleurs à +32 millions d'euros, à comparer à une charge de -25 millions d'euros au premier trimestre 2015. Retraité des éléments spécifiques, le produit net bancaire des métiers diminue de 4,4% par rapport au premier trimestre 2015.

Les charges d'exploitation enregistrent au premier trimestre 2016 la contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU) pour un total de -238 millions d'euros (à comparer à 226 millions d'euros de dotation au premier trimestre 2015). Retraitées du FRU, les charges d'exploitation sont stables.

Le coût du risque est en recul de 18,9% par rapport au premier trimestre 2015. Rapporté aux encours, il s'établit à 28 points de base sur encours au premier trimestre 2016¹ à comparer à 34 points de base au premier trimestre 2015¹ soit une baisse de 6 points de base. Ce recul est particulièrement marqué en Banque de proximité en France et dans le Crédit à la consommation, notamment chez Agos Ducato.

Au total, le résultat net part du Groupe retraité des éléments spécifiques du trimestre cités ci-dessus s'établit à 1 241 millions d'euros, stable par rapport au premier trimestre 2015.

CAISSES RÉGIONALES DE CRÉDIT AGRICOLE

| (en millions d'euros) | T1-16 | T1-15 | Variation T1/T1 |
|--|--------------|--------------|--------------------|
| Produit net bancaire | 3 563 | 3 636 | (2,0%) |
| Charges d'exploitation hors FRU | (2 109) | (2 092) | +0,8% |
| FRU | (37) | (52) | (28,0%) |
| Résultat brut d'exploitation | 1 417 | 1 492 | (5,1%) |
| Coût du risque | (148) | (200) | (26,0%) |
| Résultat d'exploitation | 1 269 | 1 292 | (1,8%) |
| Sociétés mises en équivalence | 3 | - | ns |
| Résultat net sur autres actifs | 25 | (2) | ns |
| Variation de valeur des écarts d'acquisition | - | - | ns |
| Résultat avant impôts | 1 297 | 1 290 | +0,5% |
| Impôts | (470) | (500) | (6,1%) |
| Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession | - | - | ns |
| Résultat net | 827 | 790 | +4,6% |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 1 | - | ns |
| Résultat net part du Groupe | 826 | 790 | +4,6% |

Au premier trimestre 2016, les Caisses régionales ont poursuivi leur stratégie de développement équilibré sur l'ensemble de leurs domaines d'activités.

Les encours de crédit enregistrent ainsi une hausse de 3,1% par rapport au 31 mars 2015 à 414 milliards d'euros au 31 mars 2016. La croissance est portée par l'habitat (+4,6%) et les crédits à la consommation (+6,2%).

Les encours de collecte continuent pour leur part de progresser, avec une augmentation globale des encours de 1,8% sur un an à 621 milliards d'euros à fin mars 2016. Cette croissance est portée par la collecte bilan (371 milliards d'euros d'encours à fin mars 2016, soit +4,4% en un an), alors que la collecte hors bilan (250 milliards

¹ Calcul sur 4 trimestres glissants

d'euros d'encours) enregistre un repli limité de 1,8% en un an en raison du contexte de marché. La hausse des encours de collecte bilan provient notamment des dépôts à vue (+11,1% en un an). L'encours de PEL a également connu une forte hausse (+7,9% sur douze mois). Parallèlement, la collecte hors bilan continue d'être portée par l'assurance-vie dont les encours progressent de 2,4% entre fin mars 2015 et fin mars 2016.

Le produit net bancaire des Caisses régionales s'établit à 3 563 millions d'euros pour le premier trimestre 2016 (-2,0% par rapport au premier trimestre 2015), n'intégrant pas de provisions PEL/CEL (versus -139 millions d'euros au premier trimestre 2015). La marge nette d'intérêt diminue de -11,4% hors provisions PEL/CEL entre le premier trimestre 2015 et le premier trimestre 2016. Elle bénéficie de la baisse des taux de refinancement (avec notamment la baisse des taux de l'épargne réglementée) et du réadossement du passif des Caisses régionales. La baisse des renégociations s'est poursuivie, avec -65% d'encours renégociés sur la période, les remboursements anticipés restant à des niveaux élevés (-11% d'encours). Les marges à la production sont en baisse entre le premier trimestre 2015 et le premier trimestre 2016 mais en croissance entre le quatrième trimestre 2015 et le premier trimestre 2016. Finalement, le portefeuille de placement des Caisses régionales impacte à la baisse la marge nette d'intérêt. Les commissions, quant à elles, progressent de 2,5%, portées notamment par le dynamisme de l'assurance-vie.

Les charges sont stables par rapport au premier trimestre 2015 (+0,8%), hors impact du FRU qui s'élève au premier trimestre 2016 à -37 millions d'euros.

Le coût du risque des Caisses régionales continue de s'améliorer fortement : il enregistre une baisse de 26,0% en un an pour s'établir à -148 millions d'euros au premier trimestre 2016. Le coût du risque sur encours s'établit ainsi à 17 points de base sur le premier trimestre 2016¹. Le taux de créances dépréciées est stable par rapport à fin mars 2015 à 2,5%, tandis que le taux de couverture, y compris provisions collectives, reste supérieur à 100%.

Au total, le résultat net part du Groupe des Caisses régionales s'établit à 826 millions d'euros au premier trimestre 2016, en hausse de 4,6% en un an.

L'information financière de Crédit Agricole S.A. pour le premier trimestre 2016 est constituée du présent communiqué de presse et de la présentation attachée. L'information réglementée intégrale, y compris le document de référence, est disponible sur le site Internet : www.credit-agricole.com/Finance-et-Actionnaires dans l'espace "Information financière" et est publiée par Crédit Agricole S.A. en application des dispositions de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et des articles 222-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

RELATIONS INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS + 33 1.43.23.04.31

| | | | |
|----------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Denis Kleiber | + 33 1.43.23.26.78 | Céline de Beaumont | + 33 1.57.72.41.87 |
| Emilie Gasnier | + 33 1.43.23.15.67 | Fabienne Heureux | + 33 1.43.23.06.38 |
| Vincent Liscia | + 33 1.57.72.38.48 | Aurélie Marboeuf | + 33 1.57.72.38.05 |

¹ Calcul effectué sur 4 trimestres glissants

➤ **Supports visuels de présentation des résultats**



Résultats du 1^{er} trimestre 2016

12 mai 2016



CRÉDIT AGRICOLE S.A.

AVERTISSEMENT

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement européen n°809/2004 du 29 avril 2004 (chapitre 1, article 2, § 10).

Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés.

De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

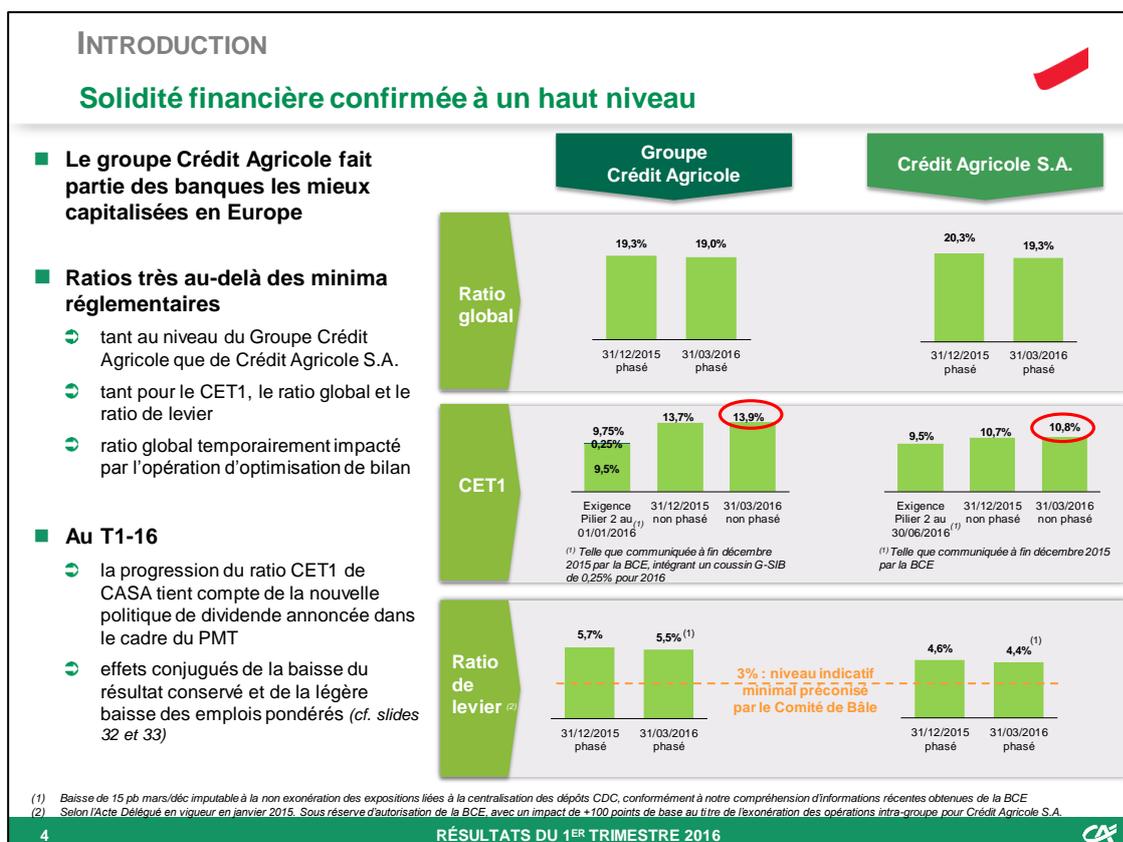
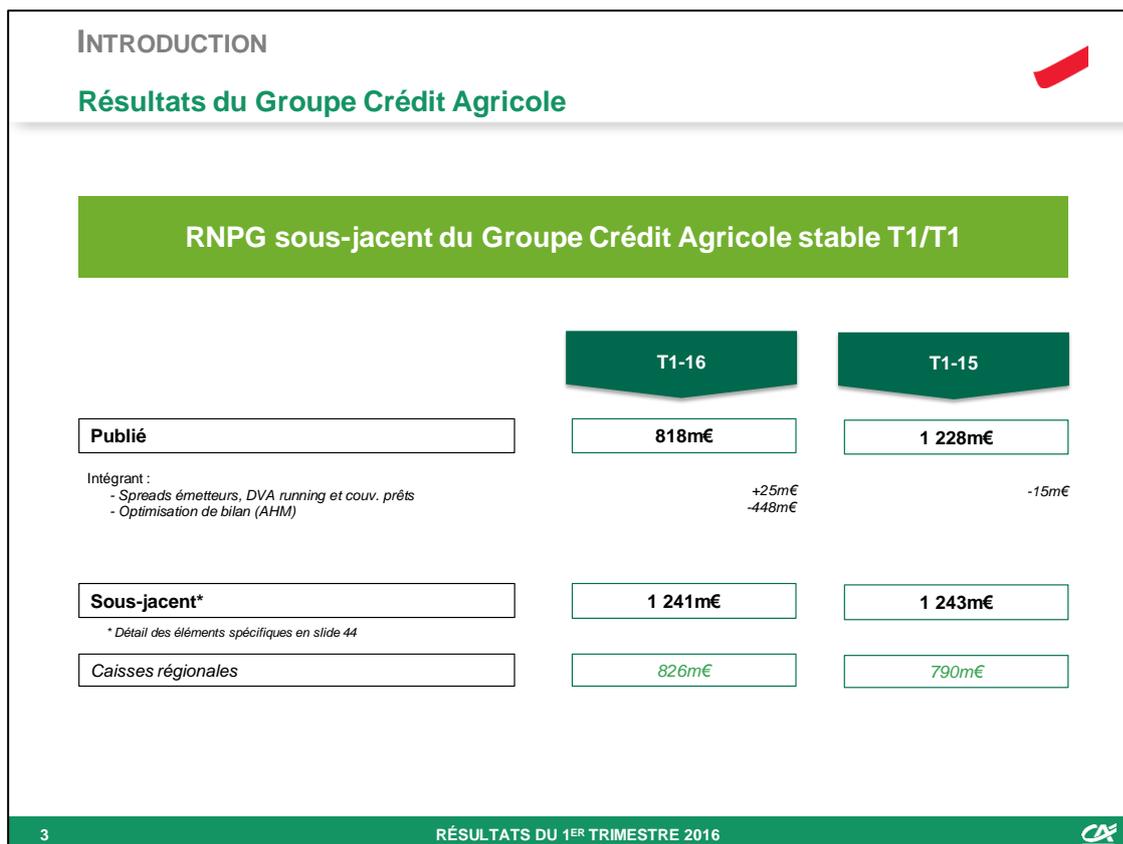
Les chiffres présentés au titre de la période de trois mois close au 31 mars 2016 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, et avec la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et n'ont pas été auditées.

Dans l'ensemble du document, les données du compte de résultat 2015 sont présentées pro forma : transfert de CACEIS du pôle Gestion de l'épargne et Assurances au pôle Grandes clientèles, transfert du Switch Assurances de AHM au métier Assurances, passage de la contribution des Caisses régionales en IFRS5. Au sein de Crédit Agricole S.A., le terme « Banque de proximité » ne couvre désormais que LCL et la Banque de proximité à l'international.

Note :

Le périmètre **Groupe Crédit Agricole** comprend : les Caisses régionales, les Caisses locales, Crédit Agricole S.A. et leurs filiales. Il s'agit du périmètre qui a été privilégié par les autorités compétentes notamment lors des exercices de *Balance sheet assessment* (2015) pour apprécier la situation du Groupe.

Crédit Agricole S.A. est l'entité cotée, qui détient notamment les filiales métier (Banque de proximité en France et à l'international, Gestion de l'épargne et Assurances, Services financiers spécialisés, ainsi que Grandes Clientèles). Crédit Agricole S.A. détient également environ 25% des Caisses régionales jusqu'à la réalisation de l'opération de reclassement intragroupe des CCI/CCA détenus par Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales, attendue au cours du troisième trimestre 2016.



(1) Baisse de 15 pb mars/déc imputable à la non exonération des expositions liées à la centralisation des dépôts CDC, conformément à notre compréhension d'informations récentes obtenues de la BCE

(2) Selon l'Acte Délégué en vigueur en janvier 2015. Sous réserve d'autorisation de la BCE, avec un impact de +100 points de base au titre de l'exonération des opérations intra-groupe pour Crédit Agricole S.A.

INTRODUCTION

Résultats de Crédit Agricole S.A.

Un trimestre dont la lisibilité est perturbée par la mise en œuvre du projet de simplification de la structure du Groupe

RNPG publié : 227m€ RNPG sous-jacent : 394m€

- 1** **Projet de simplification de la structure du Groupe*** : déroulement conforme aux annonces de la mise en œuvre de l'opération annoncée le 17 février 2016
- 2** **Bonne résistance du business model de Crédit Agricole S.A. dans un contexte difficile, permettant de limiter la baisse du PNB sous-jacent à -4,3% T1/T1 et du RNPG sous-jacent à -9,3%**
Les bonnes performances de GEA et SFS permettent de compenser les résultats de LCL, en baisse comme attendu au niveau de la marge nette d'intérêt, et de CACIB, pénalisés par l'environnement de marché du début d'année
- 3** **Les chantiers de mise en œuvre du PMT présenté le 9 mars 2016 ont été lancés conformément au calendrier, mettant notamment l'accent sur le renforcement des synergies de revenus et les économies de coût**

** cf. slide 46 pour une description de cette opération*

5

RÉSULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2016



SOMMAIRE

| | | |
|----------|---|-------|
| 1 | Faits marquants du trimestre | p. 6 |
| 2 | Crédit Agricole S.A. : activités et résultats | p. 12 |
| 3 | Groupe Crédit Agricole | p. 28 |
| 4 | Solidité financière | p. 31 |
| 5 | Lancement du PMT | p. 38 |
| 6 | Annexes | p. 41 |

6

RÉSULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2016



FAITS MARQUANTS DU TRIMESTRE

① Un premier trimestre marqué par la mise en œuvre de l'opération de simplification de la structure du capital du Groupe

■ **La lisibilité des résultats du T1-16 est rendue difficile par divers éléments spécifiques :**

- ➡ Il intègre les impacts négatifs non récurrents de l'opération de simplification de la structure du capital du Groupe* (optimisation de bilan) pour -448m€
- ➡ Il n'intègre pas les impacts positifs récurrents de l'opération de simplification de la structure du Groupe pour ~150m€ par trimestre*, qui seront comptabilisés à partir du T3-16
- ➡ Il intègre la cotisation annuelle du FRU pour 201m€

Crédit Agricole S.A.
Passage du RNPG publié au RNPG sous-jacent (m€)

| | T1-15 | T1-16 |
|----------------------------|------------|-------------------|
| RNPG publié | 784 | 227 |
| Dont éléments comptables** | (15) | +25 |
| Dont Caisses régionales | +364 | +256 |
| <i>contribution</i> | | <i>dividendes</i> |
| Dont optimisation de bilan | 0 | (448) |
| RNPG sous-jacent** | 435 | 394 |
| dont FRU | (175) | (201) |

* Détails slide 8
** Détail des éléments spécifiques en slide 44

7
RÉSULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2016

FAITS MARQUANTS DU TRIMESTRE

① Un premier trimestre marqué par la mise en œuvre de l'opération de simplification de la structure du capital du Groupe

■ **Reclassement en IFRS 5 de la contribution des Caisses régionales à compter du 01/01/2016**

■ **Obtention de l'approbation définitive de l'AMF en date du 06/04/2016**

Optimisation de bilan
- 683 m€ en PNB
- 448 m€ en RNPG

Dividendes
+ 256 m€ en RNPG

Dividendes
+ 31 m€ en RNPG

Déconsolidation de la contribution des CCI/CCA
~ - 207 m€ (sur la base de leur contribution à 100% au T1-16), puis ~ - 270 m€ en moyenne par trimestre (base 2015)

Optimisation du bilan
+ 53 m€ de PNB par trimestre sur 2016

Arrêt du paiement des intérêts sur le Switch 1
+ 461 m€ de PNB par an (soit + 230 m€ sur 2016)

Intérêts sur le prêt accordé aux Caisses régionales et placement du solde de la liquidité nette²
+ 261 m€ de PNB par an (soit + 130 m€ sur 2016)

Plus-value + 725 m€
+ 833 m€ en résultat net des activités arrêtées¹
- 108 m€ au titre du dividende versé au S1

Impact au T1-16
-399 m€ en RNPG

Impact estimé au T2-16
-204 m€ en RNPG

Impact estimé au T3-16
+608 m€ en RNPG

Impact estimé au T4-16
- 117 m€ en RNPG

Note : les calculs de RNPG sont faits sur base du taux d'impôt 2016 de 34,43% / 1. Estimation sur la base des données au 31/12/2015. 2. Hors ajustement de prix

8
RÉSULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2016

FAITS MARQUANTS DU TRIMESTRE

❶ Succès de l'opération d'optimisation de bilan

- **Restructuration de dettes réalisée au T1-16, permettant l'allègement du coût de la dette comptabilisée dans le pôle AHM**
 - Rachat de 1,235 Md€ de *Tier 2* avec un coupon moyen pondéré de 5,4%
 - Rachat de 3,061 Mds€ de *Covered Bonds* avec un coupon moyen pondéré de 3,3%
 - Pas de remplacement du *Tier 2* racheté par de nouvelles émissions, compte tenu de la position très favorable du Groupe Crédit Agricole en matière de capital et de TLAC
 - Remplacement des *Covered Bonds* rachetés par une émission de 3,25 Mds€ avec un coupon moyen pondéré de 0,8%
 - Rachat d'un montant de dette privée pour 500m€
- **Impacts en PNB meilleurs que les indications présentées le 17/02/2016 (en m€)**

Estimation des impacts trimestriels en 2016

* +165m€ / 4 par trimestre de PNB

Estimation des gains annuels sur l'horizon du PMT

9 RÉSULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2016

FAITS MARQUANTS DU TRIMESTRE

❷ Bonne résistance des métiers

Evolution du RNPG sous-jacent de Crédit Agricole S.A. (m€)

* Détail des éléments spécifiques en slide 44

- **Un environnement opérationnel difficile**
 - Baisse des marchés et forte hausse de la volatilité, ayant conduit à un important attentisme des clients corporates
 - Nouvelle vague de baisse des taux depuis janvier 2016
 - Baisse des prix du pétrole, ayant généré une réduction du volume des opérations de trade finance
- **Baisse limitée du PNB sous-jacent : -4,3%, grâce à une bonne activité commerciale**
 - Baisse des revenus dans la banque de détail (sous l'effet des renégociations) et dans la BFI (contexte de marché très médiocre en janvier et février puis net redressement en mars)
 - Bonne tenue des revenus de la Gestion de l'épargne et Assurances et des SFS
- **Des charges maîtrisées, malgré l'alourdissement des taxes et la poursuite des investissements dans les métiers de gestion de l'épargne et de l'assurance**
- **Poursuite de la baisse du coût du risque**

➔ La performance globale témoigne de la pertinence du business model de Crédit Agricole S.A.

10 RÉSULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2016

| FAITS MARQUANTS DU TRIMESTRE | |
|---|---|
| 2 Bonne performance commerciale | |
| <p>Banque de proximité</p> <p>► LCL :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Collecte bilan : +8,9% dont +11,2% sur les DAV mars/mars - Encours de crédits : +5,9% mars/mars <p>► Cariparma :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Encours crédits aux particuliers : +4,0% mars/mars - Encours crédits aux grandes entreprises: +2,4% mars/mars | <p>Gestion de l'Épargne et Assurances</p> <p>► Asset management :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Collecte nette de 13,8 Mds€ sur le T1-16 - Encours gérés à 987 Mds€ <p>► Assurances :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Epargne-retraite : plus de 260 Mds€ d'encours - Dommages : production en hausse de 11,8% T1/T1 <p>► Gestion de fortune :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Encours gérés : 148 Mds€ |
| <p>Services financiers spécialisés</p> <p>► Crédit à la consommation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Production record de 9 Mds€ au T1-16 <p>► Leasing/Factoring :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Crédit-bail : encours ~+2% mars/mars - Chiffre d'affaires factoré France : +4,4% T1/T1 | <p>Grandes Clientèles</p> <p>► Banque de marché et d'investissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Hausse marquée du marché primaire obligataire sur les corporates en Europe en mars. <p>► Financements structurés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bonne performance et maintien de nos positions concurrentielles (aéronautique et rail notamment) <p>► Services financiers aux institutionnels :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bonne dynamique des activités liés aux dérivés listés et aux fonds de Private Equity, immobilier et infrastructure |
| <p>Caisses régionales</p> <ul style="list-style-type: none"> - Collecte bilan : +4,4% mars/mars dont +11,1% sur les DAV - Encours de crédits : +3,1% mars/mars, dont +6,2% sur les crédits à la consommation et +10,6% de réalisation de crédits (T1/T1) - Stock de contrats d'assurances : +4,1% mars/mars | |
| 11 | RÉSULTATS DU 1 ^{ER} TRIMESTRE 2016  |

| SOMMAIRE | | |
|----------|---|-------|
| 1 | Faits marquants du trimestre | p. 6 |
| 2 | Crédit Agricole S.A. : activités et résultats | p. 12 |
| 3 | Groupe Crédit Agricole | p. 28 |
| 4 | Solidité financière | p. 31 |
| 5 | Lancement du PMT | p. 38 |
| 6 | Annexes | p. 41 |
| 12 | RÉSULTATS DU 1 ^{ER} TRIMESTRE 2016  | |

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Compte de résultat T1-16

| En m€ | T1-16 | T1-16 sous-jacent ⁽¹⁾ | T1-15 | T1-15 sous-jacent ⁽²⁾ | Δ T1/T1 du sous-jacent | Δ T1/T1 des métiers retraités ⁽³⁾ |
|--|------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|------------------------|--|
| Produit net bancaire | 3 799 | 4 194 | 4 359 | 4 384 | (4,3%) | (6,2%) |
| Charges d'exploitation hors FRU | (2 975) | (2 975) | (2 978) | (2 978) | (0,1%) | +0,2% |
| Contribution au Fonds de résolution unique (FRU) | (201) | (201) | (175) | (175) | +14,9% | +24,5% |
| Résultat brut d'exploitation | 623 | 1 018 | 1 206 | 1 230 | (17,2%) | (17,4%) |
| Coût du risque | (402) | (402) | (477) | (477) | (15,6%) | (20,1%) |
| Sociétés mises en équivalence | 123 | 123 | 112 | 112 | +9,7% | +1,8% |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | - | - | (2) | (2) | ns | ns |
| Résultat avant impôt | 344 | 739 | 839 | 864 | (14,4%) | (15,1%) |
| Impôts | (12) | (238) | (288) | (297) | (20,0%) | (26,2%) |
| Rés. net des activités arrêtées ou en cours de cession | - | - | 347 | (18) | ns | ns |
| Résultat net | 332 | 501 | 898 | 549 | (8,7%) | (7,4%) |
| Résultat net part du Groupe | 227 | 394 | 784 | 435 | (9,3%) | (10,4%) |

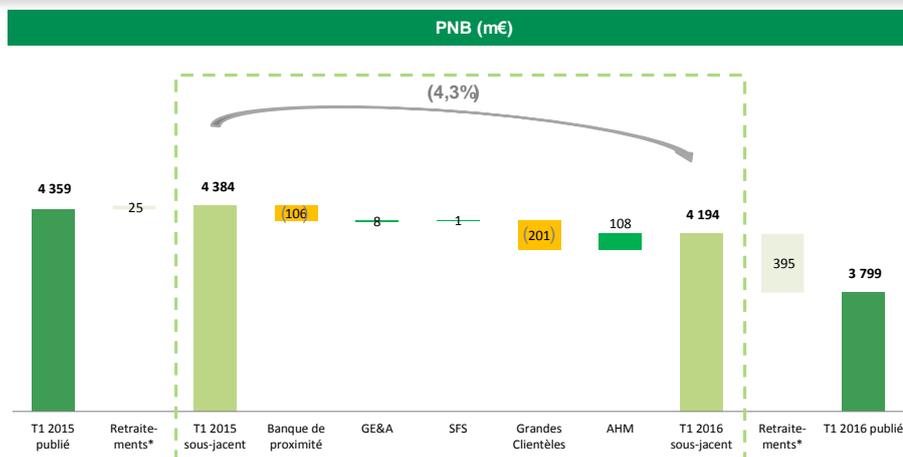
(1) Sous-jacent retraité des spreads émetteurs, de la DVA running, des couvertures de prêt, de l'opération d'optimisation de bilan et des dividendes reçus des Caisses régionales
 (2) Sous-jacent retraité des spreads émetteurs, DVA running, couvertures de prêt, et de la contribution des Caisses régionales
 (3) Retraité du DVA courant et des couvertures de prêt (BFI)

- PNB intégrant l'impact de l'opération d'optimisation de bilan et les dividendes reçus des Caisses régionales
 - ↳ Baisse du PNB sous-jacent limitée à 4,3% T1/T1
- Charges stables hors FRU
- Coût du risque en baisse de 15,6%



CRÉDIT AGRICOLE S.A.

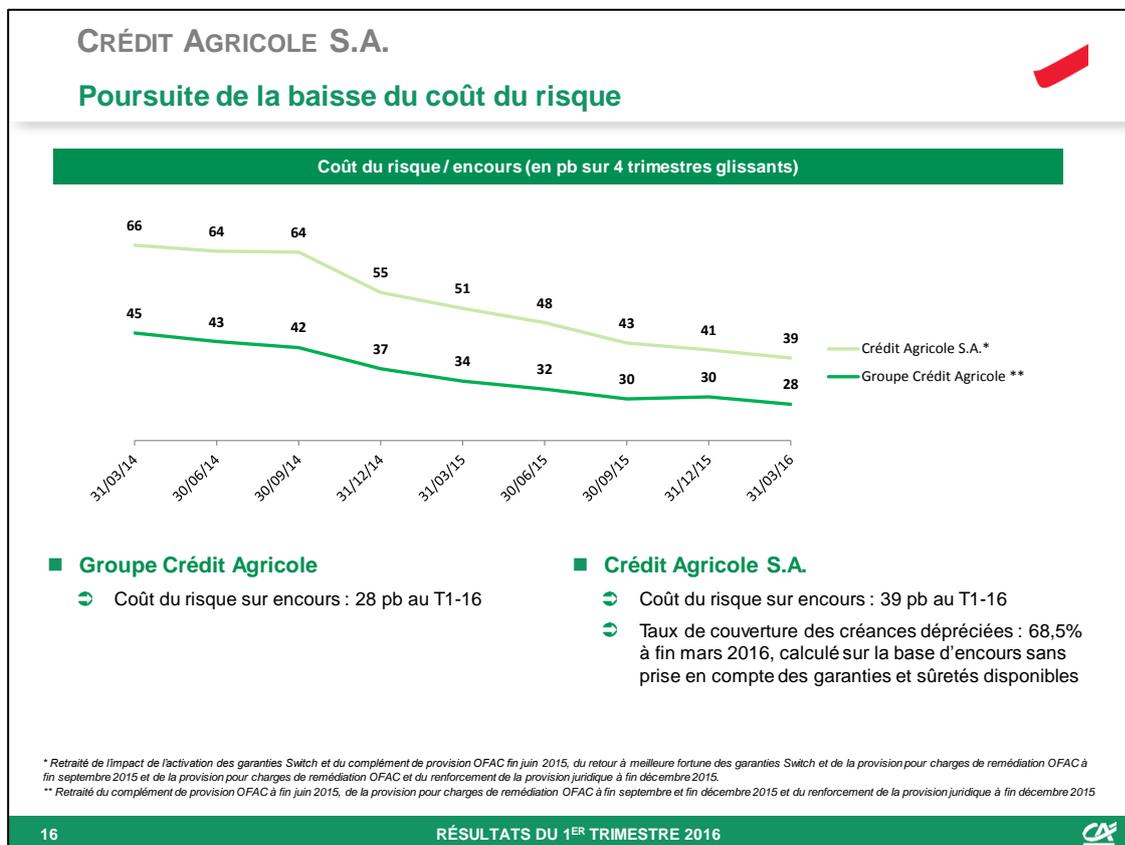
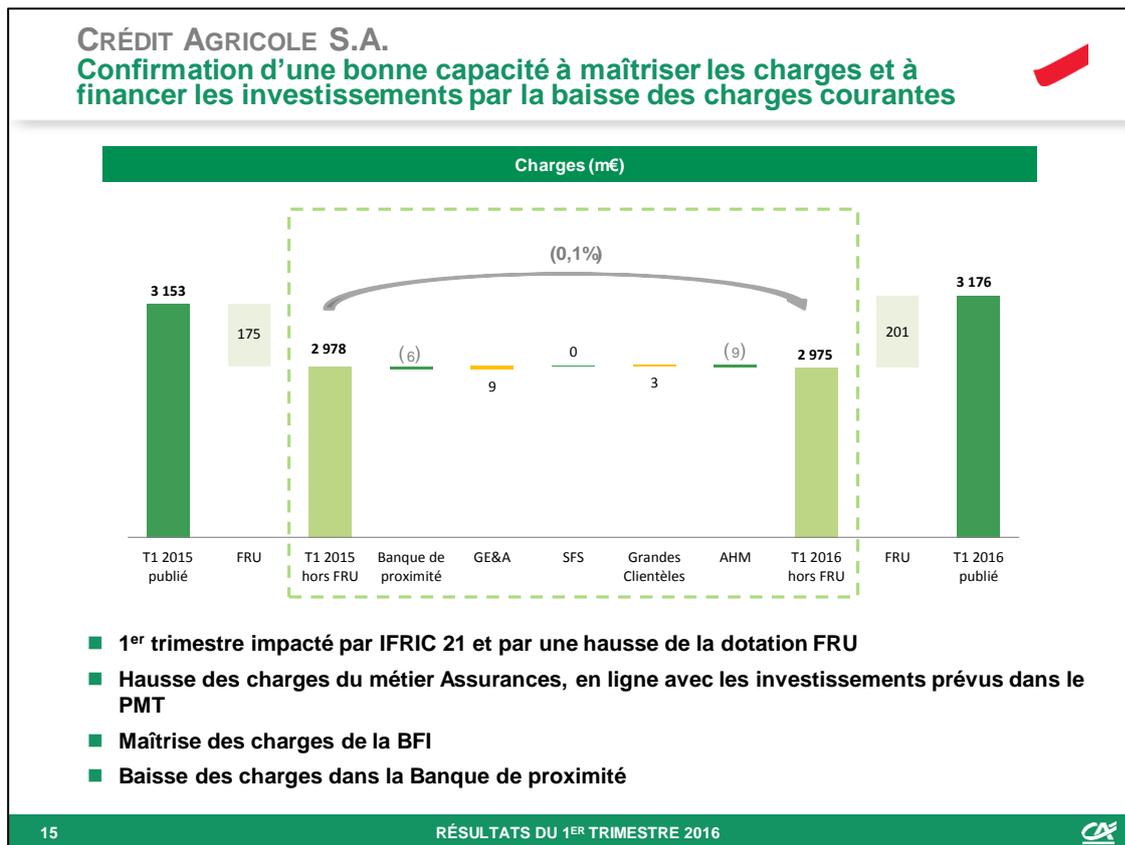
Bonne résistance du PNB dans un contexte de taux bas et de marchés difficile

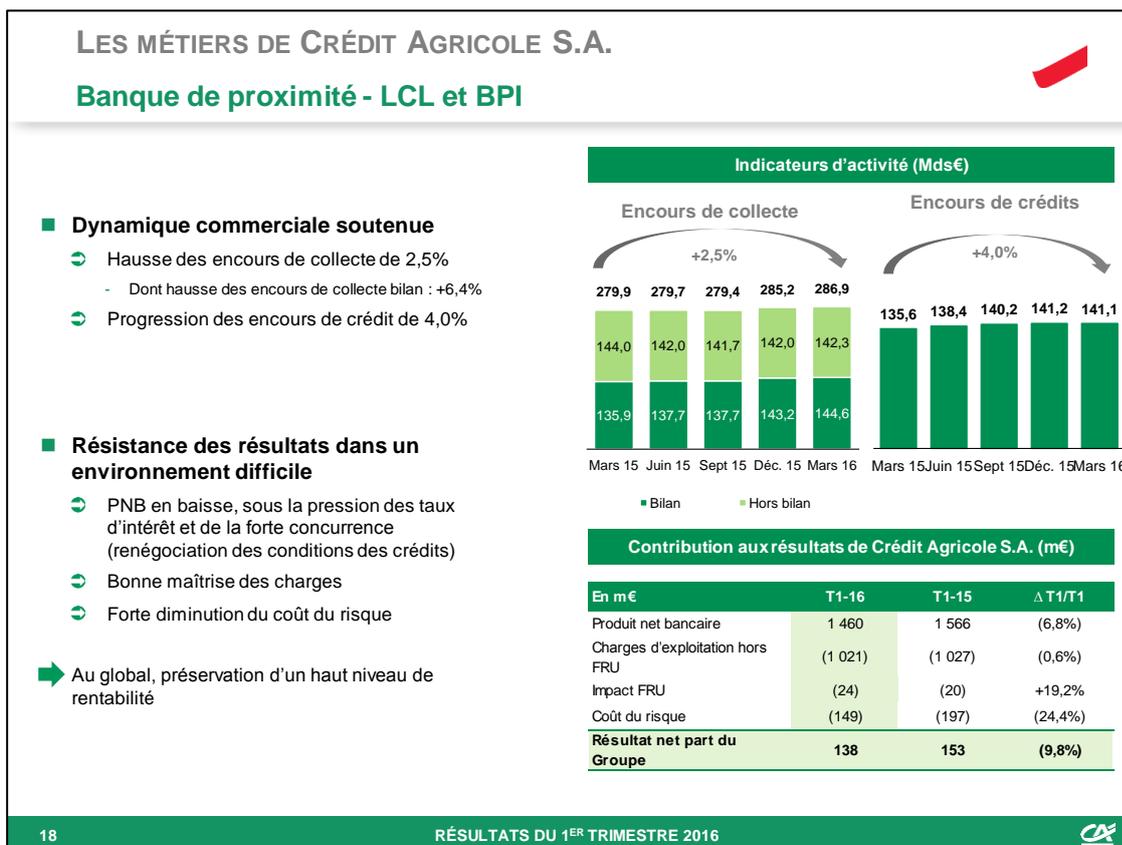
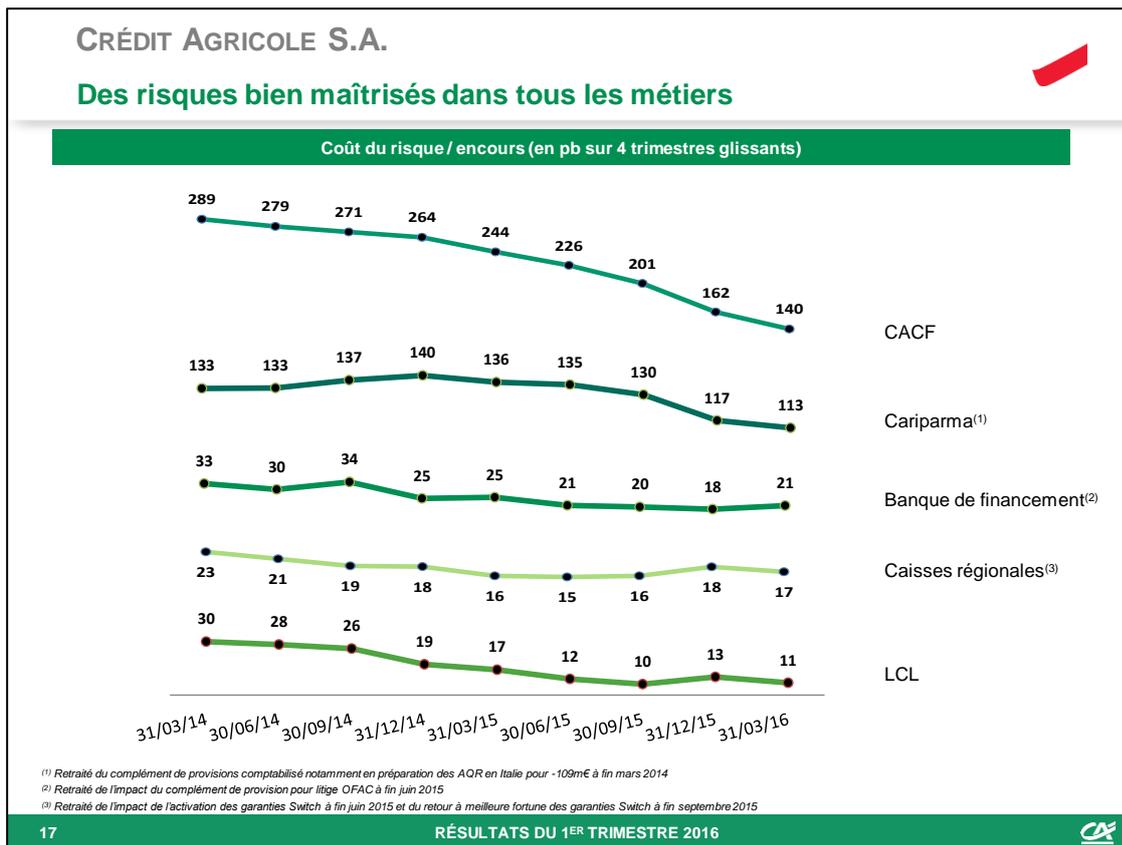


- Produit net bancaire sous pression dans la Banque de proximité
- Impact d'un contexte de marchés difficile sur les revenus de la BFI
- Forte amélioration du résultat sous-jacent du pôle AHM

* Spread émetteur, DVA et couvertures de prêts au T1-15 et T1-16, opération d'optimisation de bilan et dividendes des Caisses régionales au T1-16







LES MÉTIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de proximité en France - LCL

Très forte dynamique commerciale depuis deux ans

- **Politique volontariste d'augmentation des parts de marché sur la clientèle des particuliers**
 - Forte progression des encours de crédit : +8,9% entre mars 2014 et mars 2016
 - +6,1% sur l'habitat sur un an et +11,2% sur deux ans
 - +7,0% sur les entreprises et professionnels sur un an
 - Progression des encours de collecte : +7,0% entre mars 2014 et mars 2016
 - Collecte Bilan : +12,9% sur deux ans, soutenue sur les Entreprises
- **Depuis 2014, une vague de remboursements anticipés et de renégociations exceptionnelle**
 - Depuis le début du mouvement de baisse des taux en 2014, près de la moitié du portefeuille de crédits immobiliers a été renégocié ou fait l'objet d'un remboursement anticipé
- **Durant toute cette période, des efforts de conquête importants**
 - Une croissance des encours de crédits habitat de LCL près de deux fois supérieure à celle du marché⁽²⁾
 - +0,3 point de part de marché sur les encours habitat des ménages sur 2 ans (à 6% fin décembre 2015)
 - +1,5% de clients particuliers actifs sur un an

⇒ **Un potentiel de fidélisation que le PMT vise à concrétiser grâce aux synergies du Groupe**

Indicateurs d'activité (Mds€)⁽¹⁾

Encours de collecte

+7,0%

| Trimestre | Bilan | Hors bilan | Total |
|-----------|-------|------------|-------|
| Mars 14 | 85,7 | 78,9 | 164,6 |
| Mars 15 | 88,9 | 81,9 | 170,8 |
| Juin 15 | 90,9 | 81,2 | 172,1 |
| Sept 15 | 90,9 | 80,4 | 171,3 |
| Déc 15 | 94,8 | 80,3 | 175,1 |
| Mars 16 | 96,8 | 79,3 | 176,1 |

Encours de crédits

+8,9%

| Trimestre | Encours de crédits |
|-----------|--------------------|
| Mars 14 | 89,4 |
| Mars 15 | 91,9 |
| Juin 15 | 94,1 |
| Sept 15 | 96,1 |
| Déc 15 | 97,3 |
| Mars 16 | 97,4 |

Volume d'encours renégociés ou ayant fait l'objet de remboursement anticipé

| Trimestre | Encours renégociés (Mds€) | Encours Remboursement Anticipé (Mds€) |
|-----------|---------------------------|---------------------------------------|
| T1-14 | 0,5 | 0,7 |
| T2-14 | 0,4 | 0,6 |
| T3-14 | 0,6 | 0,7 |
| T4-14 | 1,5 | 0,8 |
| T1-15 | 3,2 | 1,1 |
| T2-15 | 4,7 | 1,3 |
| T3-15 | 4,6 | 2,0 |
| T4-15 | 1,7 | 1,7 |
| T1-16 | 0,9 | 1,0 |

(1) Activité intégrant la Banque Commerciale Antilles Guyane (BFCAG) à compter du 30 juin 2015
 (2) Source : Banque de France, données entre décembre 2013 et décembre 2015

LES MÉTIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de proximité en France - LCL

Au T1-16, un résultat impacté par cette dynamique commerciale dans le contexte de taux actuel

- **Comme anticipé, un PNB pénalisé par la forte baisse de la marge nette d'intérêt**
 - Un rendement moyen des crédits affecté par la baisse des taux client et par la croissance des encours : --40pb T1/T1
 - Un coût des passifs qui diminue progressivement (hausse des encours de DAV : +11,2% mars/mars et abaissement des taux sur livrets et des comptes rémunérés)
 - Sur 2016, un impact qui va se poursuivre sur la marge nette d'intérêt avec une inflexion attendue en 2017
 - Des commissions en léger recul de 0,5% T1/T1
 - Des commissions sur titres qui subissent l'impact du marché
 - Progression des commissions d'assurances (+3,8% T1/T1) et des commissions sur gestion de comptes, services et moyens de paiement (+4,2% T1/T1)
- **Une bonne maîtrise des charges d'exploitation : -0,2% T1/T1, hors FRU et plan de transformation**
- **Toujours une bonne gestion des risques avec un net recul du coût du risque : -53,1% T1/T1**

⇒ **Réaffirmation des objectifs définis dans le cadre du PMT**

- Coefficient d'exploitation cible 2019 : -63,5% (-6 pts)
- Rentabilité supérieure à 16%

Contribution aux résultats de Crédit Agricole S.A. (m€)

| En m€ | T1-16 | T1-15 | Δ T1/T1 |
|---|------------|------------|----------------|
| Produit net bancaire | 835 | 922 | (9,3%) |
| Charges d'exploitation hors FRU, plan de transformation | (642) | (644) | (0,2%) |
| Impact FRU | (16) | (12) | +32,5% |
| Impact plan de transformation | (12) | (8) | +50,0% |
| Coût du risque | (22) | (48) | (53,1%) |
| Impôt | (53) | (78) | (32,6%) |
| Résultat net part du Groupe | 85 | 126 | (31,8%) |

LES MÉTIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de proximité à l'international - Cariparma

Résultats solides, avec un coût du risque en baisse

■ **Bonne activité commerciale**

- ➔ Des encours de crédits tirés par l'habitat : +5,2% mars/mars
- ➔ Une solide progression des encours de collecte
 - Encours de collecte bilan : +4,2% mars/mars
 - Bonne progression des encours de collecte hors-bilan : +2,3% mars/mars (+6,3% pour assurance-vie et OPCVM) malgré le ralentissement du T1 lié au contexte de marché et l'effet de base du T1-15
- ➔ Maintien des excédents de liquidité

■ **RNPG du T1-16 : 38m€**

- ➔ PNB : -4,7% T1/T1
 - Marge nette d'intérêts en diminution
 - Impact de l'environnement de taux négatifs
 - Concurrence accrue sur les meilleures contreparties
 - Commissions : -9%, principalement lié à un effet de base (volume élevé de collecte hors bilan au S1-15)
- ➔ Charges maîtrisées : +0,5% T1/T1 (hors FRU)
 - Coex maintenu à un niveau satisfaisant (56,6%⁽¹⁾)
- ➔ Coût du risque à nouveau en baisse : 85m€ (-13,5% T1/T1)
 - Taux de créances dépréciées stable à 13,9%, et maintien d'un bon niveau de couverture (y compris provisions collectives) à 45,6% (vs 45,5% au 31/12/15)
 - Poursuite de la baisse des entrées en défaut : -17% T1/T1

Indicateurs d'activité (Mds€)

| Encours de collecte | | | | | Encours de crédits | | | | |
|---------------------|---------|----------|---------|---------|--------------------|---------|----------|---------|---------|
| +3,0% | | | | | +1,5% | | | | |
| Mars 15 | Juin 15 | Sept. 15 | Déc. 15 | Mars 16 | Mars 15 | Juin 15 | Sept. 15 | Déc. 15 | Mars 16 |
| 95,9 | 94,7 | 94,9 | 97,0 | 98,8 | 33,3 | 34,0 | 33,8 | 33,7 | 33,8 |
| 60,5 | 59,2 | 59,5 | 60,2 | 61,9 | | | | | |
| 35,4 | 35,5 | 35,4 | 36,8 | 36,9 | | | | | |
| ■ Bilan | | | | | ■ Hors bilan | | | | |

Contribution aux résultats de Crédit Agricole S.A. (m€)

| En m€ | T1-16 | T1-15 | Δ T1/T1 |
|-------------------------------------|------------|------------|----------------|
| Produit net bancaire | 398 | 418 | (4,7%) |
| Charges d'exploitation hors FRU | (225) | (224) | +0,5% |
| FRU | (8) | (7) | +13,5% |
| Résultat brut d'exploitation | 165 | 187 | (11,6%) |
| Coût du risque | (85) | (99) | (13,5%) |
| Résultat net | 51 | 54 | (5,6%) |
| Résultat net part du Groupe | 38 | 39 | (4,3%) |

Résultat net du Groupe Cariparma⁽²⁾ : 53m€ au T1-16
RNPG de Crédit Agricole S.A. en Italie : 120m€ au T1-16

⁽¹⁾ Hors FRU
⁽²⁾ Selon le périmètre local

LES MÉTIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de proximité à l'international - hors Cariparma

Résultats toujours soutenus

■ **Activité commerciale**

- ➔ Encours de collecte : stabilité mars/mars, hors effet change
 - Progression en Pologne
 - Diminution des ressources chères en Egypte
- ➔ Encours de crédits : en progression mars/mars hors effets change
- ➔ Excédent de collecte bilan de 1,8 Md€ au 31 mars 2016

■ **RNPG : 15m€ au T1-16**

- ➔ Egypte : dynamisme toujours soutenu, activité *retail* en progression
- ➔ Pologne : bonne activité commerciale mais résultats pénalisés par l'environnement réglementaire
- ➔ Ukraine : bonne rentabilité, avec un RNPG en hausse, et large excédent de liquidité, dans un secteur bancaire fragilisé
- ➔ Crédit du Maroc : progression du RBE et baisse du coût du risque
- ➔ Pour mémoire, T1-15 impacté par le passage en IFRS5 de CA Albanie

Indicateurs d'activité (Mds€)

| Encours de collecte | | | | | Encours de crédits | | | | |
|---------------------|---------|----------|---------|---------|--------------------|---------|----------|---------|---------|
| +0,6%* | | | | | +1,9%* | | | | |
| Mars 15 | Juin 15 | Sept. 15 | Déc. 15 | Mars 16 | Mars 15 | Juin 15 | Sept. 15 | Déc. 15 | Mars 16 |
| 13,2 | 13,0 | 13,1 | 13,0 | 12,1 | 10,4 | 10,3 | 10,3 | 10,2 | 9,9 |
| 1,6 | 1,6 | 1,7 | 1,5 | 1,1 | | | | | |
| 11,6 | 11,4 | 11,4 | 11,5 | 11,0 | | | | | |
| ■ Bilan | | | | | ■ Hors bilan | | | | |

* Variations hors effet de change

Contribution aux résultats de Crédit Agricole S.A. (m€)

| En m€ | T1-16 | T1-15 | Δ T1/T1 |
|---|-----------|-------------|---------------|
| Produit net bancaire | 227 | 226 | +0,4% |
| Charges d'exploitation | (142) | (152) | (6,6%) |
| Résultat brut d'exploitation | 85 | 74 | +14,9% |
| Coût du risque | (42) | (50) | (16,0%) |
| Gains ou pertes nets des activités arrêtées | - | (15) | ns |
| Résultat net | 29 | (3) | ns |
| Résultat net part du Groupe | 15 | (12) | ns |

LES MÉTIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Gestion de l'épargne et Assurances

Dynamisme confirmé du pôle au T1-16

- **Encours gérés stables traduisant une performance commerciale satisfaisante dans un environnement de marché adverse**
 - ➔ **Amundi** : poursuite de la forte dynamique commerciale dans un contexte de marché plus difficile
 - ➔ **Assurances** : bonne dynamique de l'activité prévoyance et dommages
 - ➔ **Gestion de fortune** : encours à 148,3 Mds€ pénalisés par des effets de change et de marché défavorables

- **Hausse du RNPG T1/T1 de 10,9% hors FRU**
 - ➔ **Amundi** : résultat à 100% en hausse de 2,5% T1/T1 hors FRU
 - ➔ **Assurances** : forte hausse du RNPG T1/T1
 - ➔ **Gestion de fortune** : positionnement attentiste de la clientèle conduisant à un niveau moindre de commissions

Encours gérés (Mds€)

* Y compris actifs conseillés et distribués

| Contribution du pôle au RNPG de Crédit Agricole S.A. (m€) | | | | |
|---|------------|------------|---------------|------------------|
| m€ | T1-16 | T1-15 | Δ T1/T1 | Δ T1/T1 hors FRU |
| Gestion d'actifs* | 92 | 98 | (5,6%) | (4,5%) |
| Assurances | 267 | 220 | +21,1% | ns |
| Gestion de fortune | 20 | 25 | (21,8%) | (18,7%) |
| Total | 379 | 343 | +10,3% | +10,9% |

* Evolution du RNPG affectée par la baisse du taux de détenion de 78,6% au T1-15 à 74,2% au T1-16

| m€ | T1-16 | T1-15 | Δ T1/T1 | Δ T1/T1 hors FRU |
|--------------------------------|------------|------------|--------------|------------------|
| Résultat net d'Amundi** | 127 | 125 | +1,4% | +2,5% |

** à 100%

23
RÉSULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2016

LES MÉTIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Gestion d'actifs - Amundi

Une collecte nette élevée et des résultats stables malgré un contexte de marché défavorable

- **Très bon niveau de collecte nette : +13,8 Mds€**
 - ➔ Portée par le segment Institutionnel : 12,0 Mds€
 - ➔ Equilibrée entre actifs MLT (obligations, multi-actifs et actions pour 6,8 Mds€) et produits de trésorerie (7,0 Mds€)
 - ➔ Toujours tirée par l'international : deux tiers de la collecte totale

- **Une rentabilité toujours élevée : résultat net +1,4% T1/T1**
 - ➔ PNB stable T1/T1 hors effet de marché négatif (-14m€)
 - ➔ Baisse des coûts de 1,5% T1/T1 traduisant l'évolution des rémunérations variables
 - ➔ Coefficient d'exploitation toujours très performant : 54,8% vs. 53,9% au T1-15
 - ➔ RNPG en baisse de 5,6% en raison de la baisse du taux de détenion suite à la cotation

Actifs sous gestion* (Mds€)

* Y compris actifs conseillés et distribués
** Institutionnels, souverains et entreprises, y compris épargne entreprise

| Contribution aux résultats de Crédit Agricole S.A. (m€) | | | |
|---|------------|------------|---------------|
| En m€ | T1-16 | T1-15 | Δ T1/T1 |
| Produit net bancaire | 395 | 408 | (3,2%) |
| Charges d'exploitation hors FRU | (216) | (218) | (1,2%) |
| FRU | (1) | (2) | ns |
| Résultat brut d'exploitation | 178 | 188 | (5,2%) |
| Résultat net | 127 | 125 | +1,4% |
| Résultat net part du Groupe* | 92 | 98 | (5,6%) |

* Evolution du RNPG affectée par la baisse du taux de détenion de 78,6% au T1-15 à 74,2% au T1-16

| Contribution aux résultats de Crédit Agricole S.A. (m€) | | | |
|---|------------|------------|---------------|
| En m€ | T1-16 | T1-15 | Δ T1/T1 |
| Produit net bancaire | 395 | 408 | (3,2%) |
| Charges d'exploitation hors FRU | (216) | (218) | (1,2%) |
| FRU | (1) | (2) | ns |
| Résultat brut d'exploitation | 178 | 188 | (5,2%) |
| Résultat net | 127 | 125 | +1,4% |
| Résultat net part du Groupe* | 92 | 98 | (5,6%) |

* Evolution du RNPG affectée par la baisse du taux de détenion de 78,6% au T1-15 à 74,2% au T1-16

24
RÉSULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2016

LES MÉTIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Assurances

Une activité en forte croissance, dynamisme marqué de la prévoyance et du dommage

- **Un chiffre d'affaires solide à 8,9 Mds€, en hausse de 2,5%**
 - ➔ Epargne / retraite : 6,7 Mds€ (+1,7% T1/T1)
 - Activité en légère progression
 - Collecte UC à 19,2%, stable par rapport au T4-15
 - ➔ Assurance dommages : 1,4 Md€ (+4,9% T1/T1)
 - 1^{er} bancassureur non-vie et santé en France (source : Argus de l'assurance du 8 avril 2016)
 - Hausse des affaires nouvelles sur tous les segments¹ : +10% T1/T1 en Auto, +8% T1/T1 en MRH, +24% T1/T1 en santé individuelle et +29% T1/T1 en Agri & Pro
 - Ratio combiné⁵ à 94,8%, en amélioration d'1,3 point confirmant la bonne maîtrise de la sinistralité
 - ➔ Prévoyance / Emprunteur / Assurances collectives : 0,8 Md€ (+5,6% T1/T1)
 - Prévoyance / Assurances collectives : hausse de 18,9% T1/T1 portée notamment par les assurances collectives
 - Emprunteur : bonne tenue de l'activité en France et ralentissement à l'international
- **Des encours en épargne / retraite de 261,3 Mds€**
 - ➔ Progression de 2,7% sur un an
 - ➔ Part des UC à 18,6%
- **Un RNPG proforma de l'affectation du Switch 2 en forte hausse, à 267m€ (+21,1% T1/T1)**

Evolution du chiffre d'affaires (m€)
(format normes IFRS)

Collecte nette² +2,0 Mds€ dont +1,4 Md€ en France au T1-16

Contribution aux résultats de Crédit Agricole S.A.

| En m€ | T1-16 | T1-15 ³ | Δ T1/T1 |
|--|------------|--------------------|---------------|
| Produit net bancaire | 607 | 566 | +7,2% |
| Charges d'exploitation | (230) | (216) | +6,3% |
| Résultat avant impôt | 377 | 350 | +7,8% |
| Résultat net part du Groupe | 267 | 220 | +21,1% |
| Résultat net part du Groupe retraité du coût du Switch 2 | 314 | 264 | +18,9% |

(1) Proforma 2015 : décomposition du chiffre d'affaires en IFRS par nouvelles lignes métiers avec transfert de la santé individuelle et de la GAV de « Prévoyance / santé / emprunteur » vers « Assurance dommages »
 (2) Epargne / retraite
 (3) Proforma y compris coût du Switch 2
 (4) Périmètre Pacifica
 (5) Ratio (Sinistralité + frais généraux + commissions) / Cotisations, net de réassurance. Périmètre Pacifica

LES MÉTIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Services financiers spécialisés

Production record, quasi-doublement de la contribution au RNPG

- **Crédit à la consommation : production de 9 Mds€ au T1-16**
 - ➔ Production +15,9% T1/T1 tirée par tous les segments, et principalement par les JV automobiles (+29,2%) et les réseaux France du Groupe (+15,6%)
 - ➔ Encours gérés +4,1% mars/mars grâce à l'activité commerciale des réseaux France (+10,5%) et des partenariats auto (+12,0%)
 - ➔ Refinancement externe : lancement de la collecte en Espagne en mars 16
- **Leasing & Factoring : bon niveau d'activité**
 - ➔ Crédit-bail : encours +1,9% mars/mars, bon niveau de production en Pologne
 - ➔ Affacturage : progression du chiffre d'affaires factoré de 2,8% T1/T1, dont France +4,4%
- **RNPG +89% T1/T1 à 129m€**
 - ➔ Coût du risque toujours en baisse, notamment chez Agos
 - Agos : amélioration structurelle de la qualité du portefeuille (taux de créances dépréciées en amélioration de 1,7 pt mars/mars à 8,4% et taux de couverture des créances dépréciées (y compris provisions collectives) de 99,2%)
 - ➔ Très bonnes performances des JV automobiles (MEQ)
 - FCA Bank finalise l'achat de FFSAG (captive financière de Ferrari)

Encours bruts gérés Crédit consommation – CACF (Mds€)

Contribution aux résultats de Crédit Agricole S.A. (m€)

| En m€ | T1-16 | T1-15 | Δ T1/T1 |
|-------------------------------------|------------|------------|---------------|
| Produit net bancaire | 647 | 646 | +0,2% |
| dont CACF | 517 | 519 | (0,4%) |
| dont CAL&F | 130 | 127 | +2,5% |
| Charges d'exploitation hors FRU | (349) | (349) | +0,0% |
| FRU | (9) | (17) | (43,3%) |
| Résultat brut d'exploitation | 289 | 280 | +3,0% |
| Coût du risque | (119) | (205) | (41,9%) |
| Sociétés mises en équivalence | 46 | 43 | +6,7% |
| Impôt | (57) | (35) | +60,3% |
| Résultat net part du Groupe | 129 | 68 | +88,7% |
| dont CACF | 106 | 53 | +98,5% |
| dont CAL&F | 23 | 15 | +53,4% |

(1) 38% en France, 32% en Italie et 30% autres pays
 (2) Cession de 579m€ de créances douteuses chez Agos

LES MÉTIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Pôle Grandes Clientèles

Activité commerciale satisfaisante dans un environnement de marché volatil

■ **PNB¹ : en baisse T1/T1, en reprise depuis 2 trimestres**

➔ **Banque de financement et d'investissement** : -16% en comparaison d'un excellent T1-15, -13% hors xVA

- **Banque de marché** : affectée par un environnement de marché difficile, PNB¹ -26% T1/T1 et -20% T1/T1 hors xVA, le T1-15 ayant bénéficié de conditions de marché très favorables (Quantitative Easing principalement)

- **Banque d'investissement** : activité satisfaisante

- **Financements structurés** : bon niveau de production, notamment sur les activités de financement d'infrastructures, de transports aériens et ferroviaires : PNB +4% T1/T1 (y compris effet change)

- **Banque commerciale** : volumes d'activités en recul, toujours pénalisée par le cours du pétrole pour le Trade Finance

➔ **Services financiers aux investisseurs** : Activité globalement stable dans un contexte de marchés atone et d'une nouvelle baisse des taux d'intérêts

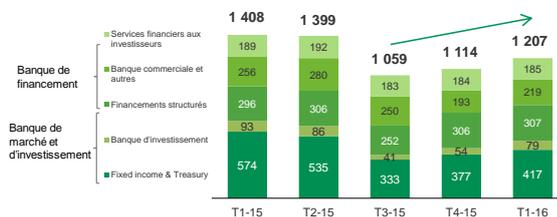
■ **Hors augmentation des coûts liés au FRU, charges d'exploitation stables** grâce à l'efficacité opérationnelle

■ **Coût du risque en hausse**, intégrant des compléments de provisions sur le secteur *Oil & Gas*

- **82% des expositions** du secteur sur des contreparties Investment grade

- **Baisse de 8%** des expositions en \$ depuis décembre 2015

Revenus du pôle Grandes Clientèles⁽¹⁾ (m€)



Contribution aux résultats de Crédit Agricole S.A. (m€)

| En m€ | T1-16 | T1-15 | ΔT1/T1 |
|---|--------------|--------------|---------------|
| Produit net bancaire | 1 220 | 1 414 | -13,7% |
| dont DVA courant (BFI) | 0 | 0 | ns |
| dont couvertures de prêts (BFI) | 0 | (4) | ns |
| Produit net bancaire retraité⁽¹⁾ | 1 207 | 1 408 | -14,3% |
| Charges d'exploitation hors FRU | (786) | (783) | +0,5% |
| FRU | (125) | (90) | +38,1% |
| Coût du risque | (122) | (81) | +50,6% |
| Sociétés mises en équivalence | 62 | 64 | -3,1% |
| Résultat net | 169 | 344 | -50,9% |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 6 | 10 | -40,0% |
| Résultat net part du Groupe | 163 | 334 | -51,2% |
| Résultat net part du Groupe retraité⁽¹⁾ | 154 | 330 | -53,5% |
| dont BFI | 138 | 315 | -56,3% |
| dont Services financiers aux investisseurs | 16 | 15 | +7,5% |

⁽¹⁾ retraité des impacts comptables (couvertures de prêts, DVA courant) en PNB

SOMMAIRE

| | | |
|----------|---|-------|
| 1 | Faits marquants du trimestre | p. 6 |
| 2 | Crédit Agricole S.A. : activités et résultats | p. 12 |
| 3 | Groupe Crédit Agricole | p. 28 |
| 4 | Solidité financière | p. 31 |
| 5 | Lancement du PMT | p. 38 |
| 6 | Annexes | p. 41 |

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Compte de résultat T1-16

| En m€ | T1-16 | T1-16 sous-jacent ⁽¹⁾ | T1-15 | T1-15 sous-jacent ⁽²⁾ | Δ T1/T1 du sous-jacent | Δ T1/T1 des métiers retraités ⁽³⁾ |
|--|--------------|----------------------------------|--------------|----------------------------------|------------------------|--|
| Produit net bancaire | 7 159 | 7 810 | 8 035 | 8 060 | (3,1%) | (4,4%) |
| Charges d'exploitation hors FRU | (5 122) | (5 122) | (5 104) | (5 104) | +0,3% | +0,4% |
| Contribution au Fonds de résolution unique (FRU) | (238) | (238) | (226) | (226) | +5,4% | +10,0% |
| Résultat brut d'exploitation | 1 799 | 2 450 | 2 705 | 2 730 | (10,3%) | (12,1%) |
| Coût du risque | (554) | (554) | (683) | (683) | (18,9%) | (21,9%) |
| Sociétés mises en équivalence | 126 | 126 | 113 | 113 | +11,8% | +4,6% |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 25 | 25 | (4) | (4) | ns | ns |
| Résultat avant impôt | 1 396 | 2 047 | 2 131 | 2 156 | (5,1%) | (8,0%) |
| Impôts | (488) | (714) | (790) | (799) | (10,7%) | (16,5%) |
| Rés. net des activités arrêtées ou en cours de cession | - | - | (17) | (17) | ns | ns |
| Résultat net | 908 | 1 333 | 1 324 | 1 340 | (0,5%) | (2,2%) |
| Résultat net part du Groupe | 818 | 1 241 | 1 228 | 1 243 | (0,2%) | (3,8%) |

(1) Sous-jacent retraité des spreads émetteurs, de la DVA running, des couvertures de prêt, des soutes d'optimisation de bilan et des dividendes reçus des Caisses régionales
 (2) Sous-jacent retraité des spreads émetteurs, DVA running, couvertures de prêt, et de la contribution des Caisses régionales
 (3) Retraité du DVA courant et des couvertures de prêt (BFI)

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Caisses régionales du Crédit Agricole

- **Bonnes performances commerciales, notamment en crédit à la consommation et en assurances**
 - ➔ Accélération de la croissance des encours de crédits : +3,1% mars/mars, dont crédit habitat (+4,6%) et crédits à la consommation (+6,2%)
 - ➔ Bonne dynamique de la collecte globale (+1,8% mars/mars), portée par les DAV (+11,1%)
 - ➔ Hausse du nombre de contrats d'assurance en stock (+4,1% par rapport à fin mars 2015)
- **PNB : -5,6% hors EL T1/T1**
 - ➔ Marge nette d'intérêt : -11,4% T1/T1 hors EL
 - Impacts positifs de la baisse des taux de refinancement (baisse des taux de l'épargne réglementée T1/T1) et du réadossement du passif
 - Poursuite de la baisse des renégociations (-65% d'encours renégociés T1/T1), les remboursements anticipés restant à des niveaux élevés (-11% d'encours remboursés par anticipation T1/T1)
 - Marges à la production en baisse T1/T1 mais en croissance T1/T4
 - Impact négatif du portefeuille de placement des CR
 - ➔ Commissions : +2,5% T1/T1, portées notamment par le dynamisme des contrats d'assurance-vie
 - ➔ Pas de variation de la provision EL au T1-16 (-139m€ au T1-15)
- **Charges d'exploitation : stables T1/T1**
- **Coût du risque : en baisse marquée T1/T1**
 - ➔ 17pb sur encours au T1-16

Indicateurs d'activité (Mds€)

Encours de collecte

+1,8%

Encours de crédits

+3,1%

Contribution aux résultats du groupe Crédit Agricole* (m€)

| En m€ | T1-16 | T1-15 | Δ T1/T1 |
|-------------------------------------|--------------|--------------|---------------|
| Produit net bancaire | 3 563 | 3 636 | (2,0%) |
| Charges d'exploitation hors FRU | (2 109) | (2 092) | +0,8% |
| FRU | (37) | (52) | (28,0%) |
| Résultat brut d'exploitation | 1 417 | 1 492 | (5,1%) |
| Coût du risque | (148) | (200) | (26,0%) |
| Impôts | (470) | (500) | (6,1%) |
| Résultat net | 827 | 790 | +4,6% |
| Résultat net part du Groupe | 826 | 790 | +4,6% |

* Pôle Banque de proximité en France, 38 Caisses régionales à 100%, leurs Caisses locales et filiales en France

| SOMMAIRE | | |
|----------|---|-------|
| 1 | Faits marquants du trimestre | p. 6 |
| 2 | Crédit Agricole S.A. : activités et résultats | p. 12 |
| 3 | Groupe Crédit Agricole | p. 28 |
| 4 | Solidité financière | p. 31 |
| 5 | Lancement du PMT | p. 38 |
| 6 | Annexes | p. 41 |

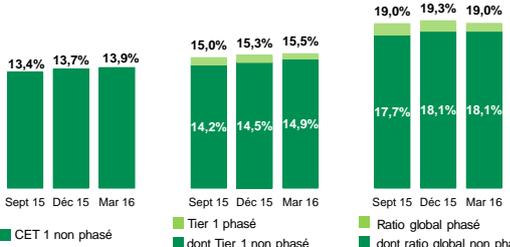
31 RÉSULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2016 

SOLVABILITÉ ET LIQUIDITÉ

Groupe Crédit Agricole : nouvelle progression des ratios de solvabilité

Ratios* de solvabilité (Bâle 3)

- **Ratio global phasé* : 19,0% au 31/03/2016**
- **Ratio CET1 non phasé* : 13,9% au 31/03/2016, en hausse de 20 pb sur un trimestre**
 - ➔ **Capacité significative récurrente de génération de capital** : au T1-16, +12 pb de résultat attribuable conservé malgré l'impact d'optimisation de bilan
 - ➔ **Accroissement des plus values latentes AFS** : +7 pb
 - ➔ **Maîtrise des emplois pondérés au T1-16**
 - Hausse de la VME des assurances, compensée par un impact favorable de l'effet change



| Composant | Déc 15 | Mars 16 |
|--|--------|---------|
| CET 1 non phasé | 13,7% | 13,9% |
| Résultat attribuable net de distribution | | +12 pb |
| Plus et moins-values AFS | | +7 pb |
| Autres | | -2 pb |

* Y compris résultat du T1-16 non audité

32 RÉSULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2016 

SOLVABILITÉ ET LIQUIDITÉ

Crédit Agricole S.A. : nouvelle progression des ratios de solvabilité

■ **Ratio global phasé* : 19,3% au 31/03/2016**

■ **Ratio CET1 non phasé* : 10,8% au 31/03/2016, en hausse de 10 pb par rapport au T4-15**

➔ **Résultat net de distribution : +3 pb**

- Intégrant les impacts de l'opération de simplification du capital du Groupe au T1-16 (soulte d'optimisation de bilan : -448m€ en RNP)
- Prise en compte de la nouvelle politique de dividende annoncée dans le cadre du PMT : pay-out de 50%, intégralement en cash

➔ **Hausse des plus-values latentes AFS : +13 pb**

➔ **Emplois pondérés : -1,3 Md€ au T1-16**

- Hausse des emplois pondérés liés la VME des assurances, compensée par un impact favorable de l'effet change

■ **Ratio* CET1 pro forma de l'opération de simplification capitalistique du Groupe > 11%**

Ratios* de solvabilité (Bâle 3)

| Période | CET 1 non phasé | Tier 1 phasé | Ratio global phasé | dont ratio global non phasé |
|---------|-----------------|--------------|--------------------|-----------------------------|
| Sept 15 | 10,3% | 11,7% | 19,8% | 17,1% |
| Déc 15 | 10,7% | 12,2% | 20,3% | 17,9% |
| Mars 16 | 10,8% | 12,6% | 19,3% | 17,6% |

Evolution du ratio* CET 1 non phasé - déc.15 à mars 16

| Événement | Impact (pb) |
|--|-------------|
| Déc 15 | 10,7 % |
| Résultat attribuable au T1 net de distribution | +3 pb |
| Réserves AFS | +13 pb |
| Autres | +6 pb |
| Mars 16 | 10,8 % |

* Y compris résultat du T1-16 non audité

SOLVABILITÉ ET LIQUIDITÉ

Groupe Crédit Agricole : ratios TLAC & MREL

■ **TLAC au 31/03/2016**

- ➔ 19,4% hors dette senior éligible, post opération de restructuration de dettes au T1-16
- ➔ >19,5% à fin avril avec l'émission réseau Tier 2 du mois
- ➔ Exigence 2019 minimale* respectée
- ➔ Le Groupe entend protéger ses créanciers senior existants et envisage d'émettre, en substitution partielle de dette Tier 2 qui arrive à maturité, une nouvelle catégorie de dette telle que prévue dans le projet de loi française

■ **MREL au 31/03/2016**

- ➔ 8,0%** hors dette senior potentiellement éligible > 1 an, post opération de restructuration de dettes au T1-16
- ➔ Engagement 2016 de 8% pour le Groupe déjà respecté
- ➔ Niveau atteint permettant un recours potentiel au Fonds de résolution unique (FRU), sous réserve de la décision de l'autorité de résolution

Exigence TLAC (Term Sheet finale du FSB)

TLAC estimé au 31/03/16 (selon Term Sheet finale du FSB)

MREL permettant le recours au FRU**

MREL estimé au 31/03/16**

* Exigence minimale de 19,5% en 2019 (y compris TLAC additionnel de 8%) et de 21,5% en 2022 (y compris TLAC additionnel de 10%) ; cousin contra-cyclique fixé à 0%

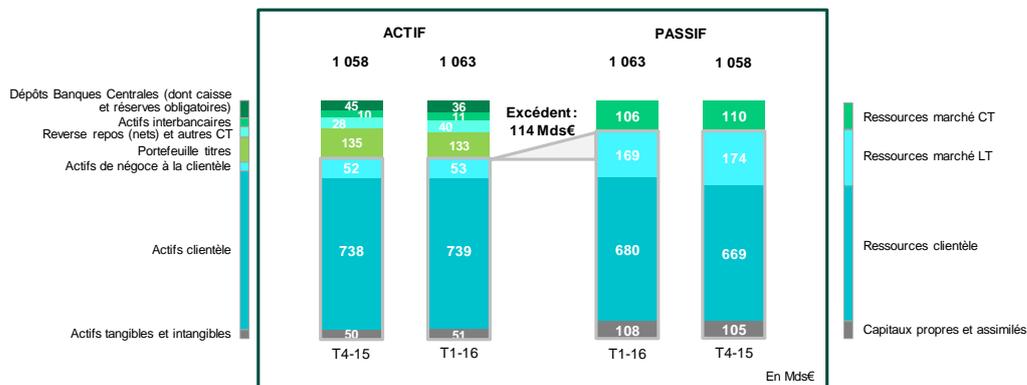
** Niveau basé sur l'état actuel de notre compréhension des textes et recours potentiel au FRU sous réserve de la décision de l'autorité de résolution

SOLVABILITÉ ET LIQUIDITÉ

Groupe Crédit Agricole : excédent de ressources stables en hausse

■ Augmentation de l'excédent de ressources stables : +6Mds€ au T1-16 à 114 Mds€

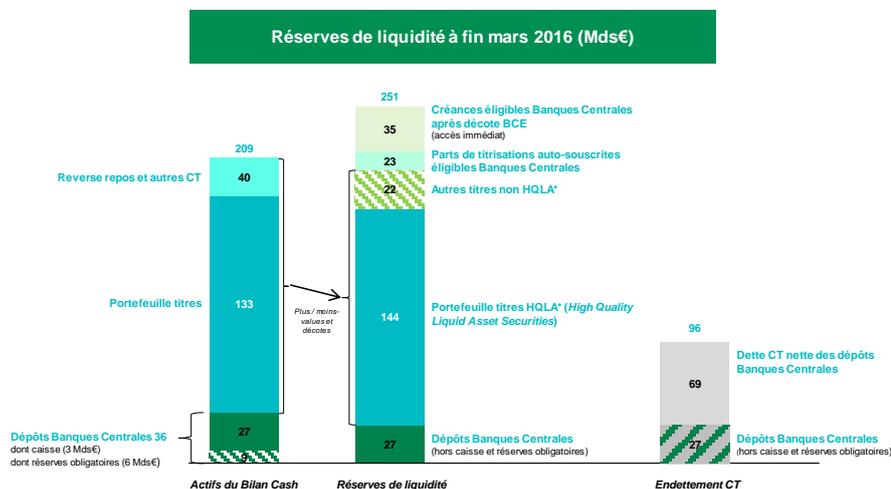
➡ Ratio passifs stables / actifs durables stable à 113,5%



Les ressources de marché LT intègrent les tirages sur le T-LTRO

SOLVABILITÉ ET LIQUIDITÉ

Groupe Crédit Agricole : des réserves de liquidité solides



➡ Un endettement CT net des dépôts Banques centrales couvert plus de 2 fois par les titres HQLA

➡ Liquidity Coverage Ratio (LCR) au 31/03/2016 supérieur à 110% sur le groupe Crédit Agricole et Crédit Agricole S.A.

* Titres disponibles, liquéfiables sur le marché, valorisés après décote de liquéfaction

SOLVABILITÉ ET LIQUIDITÉ

Groupe Crédit Agricole : des ressources de marché diversifiées

■ Groupe Crédit Agricole

➔ **Au 31 mars, 8,7 Mds€ de dette senior* à MLT** émise dans le marché et les réseaux par les principaux émetteurs du groupe Crédit Agricole, permettant d'accéder à des bases investisseurs très diversifiées par les instruments utilisés et les zones géographiques visées

■ Crédit Agricole S.A.

➔ **Au 30 avril, programme 2016 de financement MLT de marché** (senior + subordonné de 14 Mds€) réalisé à 63%

- Dette senior : 7,6 Mds€ éq.
 - EMTN : 1,5 Md€ à 10 ans
 - USMTN : 1,4 MdUS\$ (1,2 Md€ éq.) à 5 ans
 - Covered Bonds : 4,9 Mds€ éq. à 5, 7, 10 et 15 ans
- Additional Tier 1 : 1,25Md US\$ (1,15 Md€ éq.)

* Hors les tirages sur le T-LTRO qui sont cependant classés en ressources de marché LT

Levées MLT senior + sub. 2016 - groupe Crédit Agricole
 Ventilation par principaux émetteurs : 10,4 Mds€ au 31/03/2016

| Émetteur | Pourcentage |
|-----------------------------|-------------|
| Crédit Agricole S.A. marché | 58% |
| CACIB | 16% |
| Cariparma réseau | 6% |
| Crédit Agricole S.A. réseau | 12% |
| CACF | 7% |
| EFL | 1% |

Levées MLT senior + sub. de marché 2016 - Crédit Agricole S.A.
 Ventilation levées par segment : 6,1 Mds€ au 31/03/2016

Senior : 4,9 Mds€ (durée moyenne : 8,8 ans ; spread vs. mid-swap : 19,6pb)

| Segment | Pourcentage |
|----------------------------|-------------|
| Emissions de Covered Bonds | 81% |
| Emissions Subordonnées | 19% |

37
RÉSULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2016

SOMMAIRE

| | | |
|---|---|-------|
| 1 | Faits marquants du trimestre | p. 6 |
| 2 | Crédit Agricole S.A. : activités et résultats | p. 12 |
| 3 | Groupe Crédit Agricole | p. 28 |
| 4 | Solidité financière | p. 31 |
| 5 | Lancement du PMT | p. 38 |
| 6 | Annexes | p. 41 |

38
RÉSULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2016

MISE EN ŒUVRE DU PMT

Ambition stratégique 2020 : déclinaison opérationnelle

Lancement dès mars 2016 de la mise en œuvre du plan

- 66 chantiers de mise en œuvre lancés conformément au calendrier
 - mettant notamment l'accent sur le renforcement des synergies de revenus et les économies de coût
 - ⇒ Une grande granularité permettant une approche très ciblée

- Responsables opérationnels désignés pour chaque chantier

- Validation des plans de marche, calendriers d'exécution et budgets, en cohérence avec les annonces du PMT (4,4 Mds€ d'investissements cumulés sur la période du plan 2016-2019, 900m€ d'économies de charges à horizon 2019)

39 RÉSULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2016 

MISE EN ŒUVRE DU PMT

Ambition stratégique 2020 : premiers résultats

Mise en œuvre des 4 priorités stratégiques

| | | |
|--|---|--|
| <p>Mettre en œuvre une simplification de l'organisation capitalistique du Groupe</p> | ➔ | <ul style="list-style-type: none"> • Obtention de l'approbation de l'AMF • En ligne avec le calendrier présenté |
| <p>Déployer un Projet Client ambitieux, amplifié par la révolution du digital</p> | ➔ | <ul style="list-style-type: none"> • Nouvelle signature « Toute une banque pour vous » • Concrétisation du nouveau projet CRM Multicanal de Cariparma avec plusieurs campagnes interactives |
| <p>Renforcer la dynamique de croissance du Groupe sur ses métiers cœurs</p> | ➔ | <ul style="list-style-type: none"> • Avancement du programme de synergies additionnelles entre les métiers du Groupe : <ul style="list-style-type: none"> • Internalisation de l'ADE • Réseaux Groupe en France : production Crédit conso +15,6% |
| <p>Transformer notre Groupe pour améliorer durablement notre efficacité industrielle</p> | ➔ | <ul style="list-style-type: none"> • Lancement d'une démarche de rationalisation des fonctions supports du Groupe • Arrivée de CACIB sur le site d'Evergreen à partir de mai 2016 |

40 RÉSULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2016 

| SOMMAIRE | | |
|----------|---|-------|
| 1 | Faits marquants du trimestre | p. 6 |
| 2 | Crédit Agricole S.A. : activités et résultats | p. 12 |
| 3 | Groupe Crédit Agricole | p. 28 |
| 4 | Solidité financière | p. 31 |
| 5 | Lancement du PMT | p. 38 |
| 6 | Annexes | p. 41 |

41 **RÉSULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2016** 

| SOMMAIRE DES ANNEXES | | |
|--|----|--|
| Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. | | |
| Compte de résultat détaillé par pôle – trimestre | 43 | |
| Éléments spécifiques – trimestre et année | 44 | |
| Résultat du pôle AHM | 45 | |
| Rappel du périmètre de l'opération de simplification de la structure du Groupe | 46 | |
| Répartition du capital et données par action | 47 | |
| Données complémentaires sur les pôles de Crédit Agricole S.A. | | |
| LCL : Encours de collecte et de crédit | 49 | |
| LCL : Détail du produit net bancaire | 50 | |
| BPI : Indicateurs d'activité de Cariparma | 51 | |
| BPI : Indicateurs d'activité et compte de résultat (hors Cariparma) | 52 | |
| Gestion de l'épargne et Assurances : encours gérés | 53 | |
| Gestion de l'épargne et Assurances : encours Epargne-Retraite | 54 | |
| Services financiers spécialisés : Indicateurs d'activité | 55 | |
| BFI : Secteur Oil & Gas | 56 | |
| BFI : Analyse des résultats – trimestre | 57 | |
| BFI : Classements | 58 | |
| BFI : Mandats significatifs | 59 | |
| Caisses régionales : Encours de collecte et de crédit | 60 | |
| Caisses régionales : Données du compte de résultat | 61 | |
| Evolution du risque | | |
| Evolution des encours de risque de crédit | 62 | |
| Risques par zone géographique et par secteur d'activité | 63 | |
| Exposition aux risques de marché | 64 | |
| Emplois pondérés Bâle 3 non phasé par métier | 65 | |
| Fonds propres alloués par métier | 66 | |
| Structure financière | | |
| Ratios et fonds propres prudentiels du groupe Crédit Agricole | 67 | |
| Ratios et fonds propres prudentiels de Crédit Agricole S.A. | 68 | |
| Liquidité : construction du bilan cash du groupe Crédit Agricole | 69 | |
| Bilan consolidé | | |
| Capitaux propres et dettes subordonnées | 70 | |
| Bilan consolidé : Groupe Crédit Agricole | 71 | |
| Bilan consolidé : Crédit Agricole S.A. | 72 | |

42 **RÉSULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2016** 

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Compte de résultat consolidé détaillé du T1-16

| En m€ | Banque de proximité - Caisses régionales | | Banque de proximité en France - LCL | | Banque de proximité à l'international | | Gestion de l'épargne et Assurances | | Services financiers spécialisés | | Grandes Clientèles | | Activités hors métiers | | Total | |
|--|--|-------|-------------------------------------|------------|---------------------------------------|------------|------------------------------------|------------|---------------------------------|------------|--------------------|------------|------------------------|--------------|--------------|------------|
| | T1-15 | T1-16 | T1-15 | T1-16 | T1-15 | T1-16 | T1-15 | T1-16 | T1-15 | T1-16 | T1-15 | T1-16 | T1-15 | T1-16 | T1-15 | T1-16 |
| Produit net bancaire | - | | 922 | 835 | 644 | 625 | 1 170 | 1 178 | 646 | 647 | 1 414 | 1 220 | (437) | (706) | 4 359 | 3 799 |
| Charges d'exploitation | - | | (664) | (670) | (383) | (375) | (584) | (593) | (366) | (358) | (873) | (911) | (283) | (269) | (3 153) | (3 176) |
| Résultat brut d'exploitation | - | | 258 | 165 | 261 | 250 | 586 | 585 | 280 | 289 | 541 | 309 | (720) | (975) | 1 206 | 623 |
| Coût du risque | - | | (48) | (22) | (149) | (127) | (8) | (2) | (205) | (119) | (81) | (122) | 14 | (10) | (477) | (402) |
| Sociétés mises en équivalence | - | | - | - | - | - | 6 | 7 | 43 | 46 | 64 | 62 | (1) | 8 | 112 | 123 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | - | | - | - | - | - | (3) | - | - | - | 1 | - | - | - | (2) | - |
| Variation de valeur des écarts d'acquisition | - | | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Résultat avant impôts | - | | 210 | 143 | 112 | 123 | 581 | 590 | 118 | 216 | 525 | 249 | (707) | (977) | 839 | 344 |
| Impôts | - | | (78) | (53) | (46) | (43) | (205) | (172) | (35) | (57) | (181) | (80) | 257 | 393 | (288) | (12) |
| Gains ou pertes nets des activités arrêtées ou en cours de cession | 363 | | - | - | (15) | - | - | - | (1) | - | - | - | - | - | 347 | - |
| Résultat net | 363 | | 132 | 90 | 51 | 80 | 376 | 418 | 82 | 159 | 344 | 169 | (450) | (584) | 898 | 332 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | - | | 6 | 5 | 24 | 27 | 33 | 39 | 14 | 30 | 10 | 6 | 27 | (2) | 114 | 105 |
| Résultat net part du Groupe | 363 | | 126 | 85 | 27 | 53 | 343 | 379 | 68 | 129 | 334 | 163 | (477) | (582) | 784 | 227 |

43

RÉSULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2016



RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Éléments spécifiques T1-16

| En m€ | T1-15 | |
|--|--------------------|----------------|
| | Impact avant impôt | Impact en RNPG |
| DVA courant (BFI) - PNB | +10 | +7 |
| Couverture de prêts (BFI) - PNB | (4) | (3) |
| Spreads émetteurs (AHM) - PNB | (31) | (19) |
| Caisses régionales (CR et BPI) - Act. Arrêtées | +364 | +364 |
| Impact total des retraitements | +339 | +349 |

| En m€ | T1-16 | |
|--|--------------------|----------------|
| | Impact avant impôt | Impact en RNPG |
| DVA courant (BFI) - PNB | +13 | +9 |
| Couverture de prêts (BFI) - PNB | - | - |
| Spreads émetteurs (AHM) - PNB | +19 | +16 |
| Dividendes versés par les Caisses régionales (AHM) - PNB | +256 | +256 |
| Soules de Liability Management (AHM) - PNB | (683) | (448) |
| Impact total des retraitements | (395) | (167) |

44

RÉSULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2016



| ACTIVITÉS HORS MÉTIERS | | | |
|--|--------------------|--------------|--|
| Compte de résultat | | | |
| En m€ | T1-16 retraité* | T1-15 | |
| ■ Gestion du capital et de la liquidité impactée par les opérations liées au projet de simplification de la structure du Groupe | | | |
| ➔ Optimisation de bilan : -683m€ en PNB | | | |
| - Rachat de souches de titres sur le marché | | | |
| ➔ Dividendes des Caisses Régionales au titre de 2015 : 256m€ non imposables | | | |
| ■ Autres points notables du trimestre | | | |
| ➔ Baisse des coûts nets alloués aux participations : 31m€ T1/T1 | | | |
| - Effets assiette et taux | | | |
| ➔ Pour mémoire transfert du Switch assurances au métier Assurances à compter du 1 ^{er} janvier 2016 | | | |
| ■ RNPG : -406m€ au T1-16 hors spreads émetteurs et opérations liées au projet de simplification de la structure du Groupe | | | |
| | (279) | (437) | |
| Produit net bancaire | (279) | (437) | |
| dont gestion du capital et de la liquidité** | (361) | (504) | |
| dont coûts nets alloués aux participations et à la subordination | (297) | (328) | |
| dont Switch | (115) | (114) | |
| dont spreads émetteurs | 19 | (31) | |
| dont autres | 63 | 98 | |
| Charges d'exploitation hors FRU et taxes*** | (211) | (211) | |
| Impact FRU et taxes *** | (58) | (72) | |
| Résultat brut d'exploitation | (548) | (720) | |
| Coût du risque | (10) | 14 | |
| Résultat d'exploitation | (558) | (706) | |
| Sociétés mises en équivalence | 8 | (1) | |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | - | - | |
| Résultat avant impôts | (550) | (707) | |
| Impôts | 158 | 257 | |
| Résultat net part du Groupe | (390) | (477) | |
| RNPG hors spreads émetteurs | (406) | (458) | |

* T1-16 retraité de l'opération d'optimisation de bilan (-683m€ en PNB, -448m€ en RNPG) et de la perception des dividendes des Caisses Régionales au titre de 2015 (+256m€ en PNB et en RNPG)
 ** Coûts de gestion du capital, de taux, de la liquidité et de la dette en tant qu'Organe Central et Trésorier
 *** Au T1-16, FRU (40m€), taxes BCE, CRU et CCS (18m€).

| RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A. | | | |
|--|--|--|--|
| Périmètre de l'opération de simplification de la structure du Groupe | | | |
| ■ L'opération de simplification de la structure du Groupe, annoncée le 17 février 2016, comprend : | | | |
| ➔ Le reclassement intragroupe via le transfert des CCI/CCA ⁽¹⁾ détenus par Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales à une entité intégralement détenue par les Caisses régionales, SACAM Mutualisation | | | |
| ➔ Le débouclage du Switch associé à la détention des CCI/CCA ("Switch 1") | | | |
| ➔ La mise en place d'un prêt octroyé aux Caisses régionales pour financer l'opération | | | |
| ➔ Une série de mesures d'optimisation de bilan (réalisée au cours du T1-16) | | | |
| (1) Le périmètre de l'opération inclut la totalité des CCI/CCA détenus par CASA à l'exception (i) des titres détenus par Predica, (ii) de la part des CCI/CCA excédant 50% du capital de quatre Caisses régionales (Brie Picardie, Loire Haute-Loire, Nord de France et Toulouse31). Cette part du capital sera conservée par Crédit Agricole S.A. pour se conformer à la réglementation sur la structure de capital des Caisses régionales qui autorise l'émission de titres de CCI/CCA au-dessus de 50% uniquement s'ils sont détenus par l'Organe central (au total, valeur résiduelle de l'ordre de 0,5 Md€) et (iii) des CCI éventuellement détenus dans le cadre de contrats de liquidité. Elle n'inclut par la CR Corse, détenue à 99,9% par Crédit Agricole S.A. | | | |

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Répartition du capital et données par action (1/2)

| Répartition du capital | Mars 2015 | Décembre 2015 | Mars 2016 |
|---|----------------------|----------------------|----------------------|
| SAS Rue La Boétie | 1 454 590 012 | 1 496 459 967 | 1 496 459 967 |
| Titres d'auto-contrôle* | 3 162 269 | 4 027 798 | 5 411 362 |
| Employés (FCPE, PEE) | 97 035 950 | 96 687 650 | 96 293 148 |
| Public | 1 021 577 543 | 1 042 151 542 | 1 041 162 480 |
| Nombre d'actions (fin de période) | 2 576 365 774 | 2 639 326 957 | 2 639 326 957 |
| Résultat net et dividende par action | Mars 2015 | Décembre 2015 | Mars 2016 |
| Nombre moyen d'actions (retenu pour la détermination du résultat net par action) | 2 572 328 523 | 2 609 187 553 | 2 633 826 906 |
| Résultat net part du Groupe (m€) | 784 | 3 516 | 227 |
| Intérêts bruts d'impôt sur AT1 y compris frais d'émission (m€) | (82) | (353) | (144) |
| Résultat net part du Groupe attribuable aux porteurs d'actions ordinaires (m€) | 702 | 3 163 | 83 |
| Résultat net par action | 0,27 € | 1,21 € | 0,032 € |
| Dividende par action | - | 0,60€** | - |

*Actions détenues directement au bilan de Crédit Agricole S.A. dans le cadre du programme de rachat en couverture des engagements vis-à-vis des salariés et au sein du contrat de liquidité
 ** Proposé à l'Assemblée générale du 19 mai 2016

47

RÉSULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2016



RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Données par action (2/2)

| Actif net par action | Décembre 2015 | Mars 2016 | Δ Mars 16/ Déc. 15 |
|---|---------------|---------------|-----------------------|
| Nombre d'actions (fin de période) | 2 639 326 957 | 2 639 326 957 | |
| Actif net comptable (m€) | 53 813 | 55 346 | |
| - hypothèse de distribution du résultat 2015 (m€) | 692 | 692 | |
| - hypothèse de distribution du résultat 2016 (m€) | 0 | 42 | |
| - AT1 (m€) | 3 861 | 5 011 | |
| Actif net comptable attribuable aux porteurs d'actions ordinaires (m€) | 49 260 | 49 601 | |
| - Écarts d'acquisition & incorporels* (m€) | (16 354) | (16 209) | |
| Actif net tangible attribuable aux porteurs d'actions ordinaires (m€) | 32 906 | 33 393 | |
| Actif net par action | 18,7 € | 18,8 € | 0,7% |
| Actif net tangible par action | 12,5 € | 12,7 € | 1,5% |

* Y compris les écarts d'acquisition dans les Participations ne donnant pas le contrôle

48

RÉSULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2016



| BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE - LCL | | | | | | | | | | | |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-----------------------|--------------|--------------|--------------|----------------------------|--|
| Encours de collecte et de crédit | | | | | | | | | | | |
| Encours de collecte (Mds€) ⁽¹⁾ | Mars 14 | Jun 14 | Sept. 14 | Déc. 14 | Mars 15 | Jun 15 ⁽¹⁾ | Sept. 15 | Déc. 15 | Mars 2016 | Δ Mars/Mars ⁽¹⁾ | Δ Mars 2016 / Mars 2014 ⁽¹⁾ |
| Titres | 9,3 | 9,2 | 8,9 | 8,8 | 9,7 | 9,3 | 9,1 | 9,2 | 8,9 | (7,9%) | (3,8%) |
| OPCVM | 15,2 | 14,5 | 14,4 | 14,2 | 15,0 | 14,3 | 13,8 | 13,5 | 12,2 | (18,6%) | (19,5%) |
| Assurance-vie | 54,4 | 55,2 | 55,6 | 56,0 | 57,2 | 57,6 | 57,5 | 57,6 | 58,2 | +1,7% | +6,9% |
| Collecte Hors bilan | 78,9 | 78,9 | 78,9 | 79,0 | 81,9 | 81,2 | 80,4 | 80,3 | 79,3 | (3,2%) | +0,6% |
| Dépôts à vue | 27,3 | 28,2 | 29,3 | 29,9 | 30,1 | 31,9 | 33,2 | 34,1 | 33,5 | +11,2% | +22,7% |
| Épargne logement | 8,1 | 8,1 | 8,1 | 8,1 | 8,6 | 8,7 | 8,7 | 8,8 | 9,1 | +6,2% | +12,2% |
| Obligations | 2,3 | 2,2 | 2,4 | 2,4 | 2,4 | 2,7 | 2,4 | 2,7 | 2,8 | +17,6% | +20,8% |
| Livrets ⁽²⁾ | 33,5 | 33,5 | 34,5 | 33,9 | 35,2 | 35,3 | 34,9 | 36,4 | 37,9 | +7,6% | +13,0% |
| CAT, PEP | 14,5 | 14,2 | 14,1 | 14,0 | 12,6 | 12,3 | 11,7 | 12,8 | 13,6 | +7,4% | (6,4%) |
| Collecte Bilan | 85,7 | 86,2 | 88,4 | 88,3 | 88,9 | 90,9 | 90,9 | 94,8 | 96,8 | +8,9% | +12,9% |
| TOTAL | 164,6 | 165,1 | 167,3 | 167,3 | 170,8 | 172,1 | 171,3 | 175,1 | 176,1 | +3,1% | +7,0% |

| ⁽¹⁾ Livrets, dont | Mars 14 | Jun 14 | Sept. 14 | Déc. 14 | Mars 15 | Jun 15 ⁽¹⁾ | Sept. 15 | Déc. 15 | Mars 2016 | Δ Mars/Mars ⁽¹⁾ | Δ Mars 2016 / Mars 2014 ⁽¹⁾ |
|------------------------------|---------|--------|----------|---------|---------|-----------------------|----------|---------|-----------|----------------------------|--|
| Livret A | 7,2 | 7,3 | 7,3 | 7,3 | 7,5 | 7,6 | 7,5 | 7,5 | 7,6 | +2,3% | +6,6% |
| LEP | 1,2 | 1,2 | 1,2 | 1,1 | 1,2 | 1,2 | 1,2 | 1,1 | 1,2 | (0,9%) | +0,2% |
| LDD | 7,6 | 7,7 | 7,7 | 7,6 | 7,7 | 7,8 | 7,7 | 7,6 | 7,8 | +0,2% | +2,7% |

| Encours de crédit (Mds€) | Mars 14 | Jun 14 | Sept. 14 | Déc. 14 | Mars 15 | Jun 15 ⁽¹⁾ | Sept. 15 | Déc. 15 | Mars 2016 | Δ Mars/Mars ⁽¹⁾ | Δ Mars 2016 / Mars 2014 ⁽¹⁾ |
|-------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-----------------------|-------------|-------------|-------------|----------------------------|--|
| Entreprises et professionnels | 26,3 | 26,3 | 26,1 | 26,1 | 26,0 | 26,6 | 27,1 | 27,7 | 27,9 | +7,0% | +6,0% |
| Consommation | 6,5 | 6,5 | 6,5 | 6,7 | 6,6 | 6,7 | 6,6 | 6,7 | 6,6 | (0,2%) | +0,8% |
| Habitat | 56,6 | 57,0 | 57,8 | 58,5 | 59,3 | 60,8 | 62,4 | 62,9 | 62,9 | +6,1% | +11,2% |
| TOTAL | 89,4 | 89,8 | 90,4 | 91,3 | 91,9 | 94,1 | 96,1 | 97,3 | 97,4 | +5,9% | +8,9% |

⁽¹⁾ Y compris les encours de la BFCAG à compter du T2-15
⁽²⁾ Y compris épargne liquide entreprise

| BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE - LCL | | | | | | | | | | |
|---|------------|------------|------------|------------|------------|----------------------|------------|------------|------------|------------------------|
| Détail du produit net bancaire | | | | | | | | | | |
| Produit net bancaire (m€) | T1-14 | T2-14 | T3-14 | T4-14 | T1-15 | T2-15 ⁽¹⁾ | T3-15 | T4-15 | T1-16 | Δ T1/T1 ⁽¹⁾ |
| Marge d'intérêt | 587 | 554 | 529 | 520 | 538 | 556 | 520 | 496 | 453 | (15,7%) |
| Commissions | 369 | 381 | 370 | 367 | 384 | 388 | 372 | 377 | 382 | (0,5%) |
| - Gestion mobilière | 43 | 45 | 40 | 43 | 47 | 46 | 36 | 36 | 32 | (32,8%) |
| - Assurance | 139 | 138 | 132 | 136 | 151 | 140 | 136 | 143 | 157 | +3,8% |
| - Gestion de comptes services et moyens de paiement | 187 | 198 | 198 | 188 | 186 | 202 | 200 | 198 | 194 | +4,2% |
| TOTAL | 956 | 935 | 899 | 887 | 922 | 944 | 892 | 873 | 835 | (9,3%) |

⁽¹⁾ Y compris la BFCAG à compter du T2-15 (intégration des deux premiers trimestres de résultats 2015 de BFCAG dans les comptes du T2-15 de LCL)

BANQUE DE PROXIMITÉ À L'INTERNATIONAL

Indicateurs d'activité de Cariparma

| Cariparma (m€) | Mars 14 | Jun 14 | Sept. 14 | Déc. 14 | Mars 15 | Jun 15 | Sept. 15 | Déc. 15 | Mars 16 | Δ Mars/Mars |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| dont Crédits aux particuliers* | 14 482 | 14 689 | 14 817 | 15 027 | 15 054 | 15 462 | 15 559 | 15 619 | 15 660 | +4,0% |
| dont Crédits aux professionnels et PME* | 14 426 | 14 363 | 15 955** | 15 819 | 15 852 | 16 040 | 15 829 | 15 701 | 15 697 | (1,0%) |
| dont Crédits aux grandes entreprises* | 4 092 | 4 052 | 2 374** | 2 279 | 2 288 | 2 368 | 2 243 | 2 343 | 2 342 | +2,4% |
| Total encours de crédits | 33 166 | 33 269 | 33 288 | 33 328 | 33 323 | 34 023 | 33 761 | 33 694 | 33 814 | +1,5% |
| Total encours de collecte bilan | 35 951 | 35 652 | 35 274 | 35 868 | 35 376 | 35 439 | 35 357 | 36 848 | 36 858 | +4,2% |
| Total encours de collecte hors bilan | 52 162 | 54 149 | 56 171 | 56 917 | 60 511 | 59 215 | 59 536 | 60 199 | 61 902 | +2,3% |
| Emplois pondérés (en Mds€) | 21,0 | 20,4 | 20,5 | 20,2 | 20,1 | 20,5 | 20,2 | 19,8 | 19,9 | (0,9%) |

* Y compris Sofferenze
 ** Transfert en Sept. 14 de ~ 1,7 Md€ des crédits aux grandes entreprises vers les crédits aux PME, le seuil ayant été relevé à 250 m€ de chiffre d'affaires

Cariparma – répartition des encours de crédits à fin mars 2016

| Catégorie | Pourcentage |
|-----------------------------------|-------------|
| Crédits aux particuliers | 47% |
| Crédits aux professionnels et PME | 46% |
| Crédits aux grandes entreprises | 7% |

51 RÉSULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2016

BANQUE DE PROXIMITÉ À L'INTERNATIONAL

Indicateurs d'activité et produit net bancaire - BPI

| Autres entités BPI hors Cariparma (m€) | Mars 14 | Jun 14 | Sept. 14 | Déc. 14 | Mars 15 | Jun 15 | Sept. 15 | Déc. 15 | Mars 16 | Δ Mars/Mars |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| dont Crédits aux particuliers* | 5 051 | 5 028 | 5 205 | 5 146 | 5 383 | 5 318 | 5 331 | 5 309 | 5 236 | (2,7%) |
| dont Crédits aux professionnels et PME* | 1 093 | 1 075 | 1 109 | 1 140 | 1 249 | 1 255 | 1 187 | 1 137 | 929 | (25,7%) |
| dont Crédits aux grandes entreprises* | 3 847 | 3 717 | 3 767 | 3 702 | 3 772 | 3 734 | 3 823 | 3 756 | 3 751 | (0,6%) |
| Total encours de crédits | 9 991 | 9 822 | 10 082 | 9 988 | 10 405 | 10 310 | 10 342 | 10 203 | 9 917 | (4,7%) |
| Total encours de collecte bilan | 10 727 | 10 457 | 10 703 | 11 181 | 11 629 | 11 421 | 11 412 | 11 525 | 10 979 | (5,6%) |
| Total encours de collecte hors bilan | 1 398 | 1 225 | 1 168 | 1 180 | 1 574 | 1 570 | 1 741 | 1 457 | 1 092 | (30,6%) |
| Emplois pondérés (en Mds€) | 16,2 | 13,7 | 15,0 | 15,5 | 14,7 | 14,5 | 14,5 | 14,2 | 13,3 | (9,6%) |

* 2014 retraités suite à la modification de la définition des segments clientèle pour Crédit du Maroc suite à la réorganisation commerciale

Banque de proximité à l'international – Répartition du produit net bancaire par zone géographique au T1-16

| Zone géographique | Pourcentage |
|-------------------------|-------------|
| Cariparma | 64% |
| Europe (hors Cariparma) | 18% |
| Afrique et Moyen-Orient | 18% |

52 RÉSULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2016

GESTION DE L'ÉPARGNE ET ASSURANCES

Indicateurs d'activité - Evolution des encours gérés

Encours gérés du Pôle

| En Mds€ | Mars 14 | Jun 14 | Sept.14 | Déc. 14 | Mars 15 | Jun 15 | Sept.15 | Déc. 15 | Mars 16 | Δ Mars / Mars |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------|
| Gestion d'actifs – Amundi* | 808,6 | 833,7 | 854,1 | 877,5 | 954,2 | 954,0 | 952,0 | 985,0 | 987,2 | +3,5% |
| Épargne/retraite | 238,6 | 242,0 | 245,1 | 248,9 | 254,4 | 255,5 | 256,1 | 259,7 | 261,3 | +2,7% |
| Banque privée | 133,0 | 135,5 | 139,7 | 141,5 | 151,9 | 151,2 | 146,9 | 151,1 | 148,3 | (2,4%) |
| Encours gérés - Total* | 1 180,2 | 1 211,2 | 1 238,9 | 1 267,9 | 1 360,5 | 1 360,7 | 1 355,0 | 1 395,8 | 1 396,8 | +2,7% |
| Encours gérés hors double comptes* | 945,2 | 968,8 | 990,8 | 1 013,1 | 1 096,2 | 1 104,0 | 1 095,7 | 1 134,7 | 1 135,7 | +3,6% |

* Intégrant Smith Breeden à partir du 30/09/13 et Bawag Invest à partir du 31/3/2015 - Données 2013 et 2014 pro forma, intégrant les actifs conseillés et distribués

Encours gérés en Banque privée

| En Mds€ | Mars 14 | Jun 14 | Sept.14 | Déc. 14 | Mars 15 | Jun 15 | Sept.15 | Déc. 15 | Mars 16 | Δ Mars / Mars |
|---------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| LCL Private Banking | 39,3 | 39,6 | 39,7 | 39,9 | 41,2 | 41,2 | 41,0 | 41,4 | 41,0 | -0,4% |
| CA Private Banking | 93,7 | 95,9 | 100,0 | 101,6 | 110,7 | 110,0 | 105,9 | 109,6 | 107,3 | -3,1% |
| dont France | 23,3 | 23,6 | 23,9 | 24,0 | 26,0 | 26,2 | 26,1 | 27,2 | 27,1 | 4,3% |
| dont International | 70,4 | 72,3 | 76,1 | 77,6 | 84,7 | 83,8 | 79,8 | 82,4 | 80,2 | -5,4% |
| Total | 133,0 | 135,5 | 139,7 | 141,4 | 151,9 | 151,2 | 146,9 | 151,1 | 148,3 | -2,4% |

GESTION DE L'ÉPARGNE ET ASSURANCES

Indicateurs d'activité - Epargne / retraite

Encours gérés en Epargne / retraite

| Mds € | Mars 14 | Jun 14 | Sept.14 | Déc. 14 | Mars 15 | Jun 15 | Sept. 15 | Déc. 15 | Mars 16 | Δ Mars / Mars |
|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| en UC | 44.2 | 45.5 | 46.3 | 46.5 | 50.1 | 49.9 | 48.6 | 49.2 | 48.6 | (3.0%) |
| en Euros | 194.4 | 196.5 | 198.8 | 202.4 | 204.3 | 205.6 | 207.5 | 210.5 | 212.7 | +4.1% |
| Total | 238.6 | 242.0 | 245.1 | 248.9 | 254.4 | 255.5 | 256.1 | 259.7 | 261.3 | +2.7% |
| Taux d'UC | 18.5% | 18.8% | 18.9% | 18.7% | 19.7% | 19.5% | 19.0% | 19.0% | 18.6% | (1.1pp) |

Ventilation des placements (hors unités de comptes)

| Valeur Marché | Autres actions nettes de couverture | Produits de taux (obligations, etc.) | Placements court terme | Autres (private equity, obligations convertibles, etc.) | Immobilier (immeubles, actions immo, parts de SCI) | Gestion alternative |
|-----------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|------------------------|---|--|---------------------|
| Valeur Marché Mar.14 | 81,6% | 3,9% | 1,8% | 3,9% | 5,3% | 1,7% |
| Valeur Marché Mar. 15 | 82,6% | 1,9% | 1,6% | 5,7% | 1,4% | 6,8% |
| Valeur Marché Mar. 16 | 81,6% | 3,3% | 1,3% | 6,2% | 1,1% | 5,9% |

SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS

Indicateurs d'activité

Encours CACF (Mds€)

| Mds € | Mars 14 | Jun 14 ⁽¹⁾ | Sept 14 | Déc. 14 ⁽²⁾ | Mars 15 | Jun 15 | Sept 15 | Déc. 15 ⁽²⁾ | Mars 16 | Δ Mars/Mars | Δ Mars/Déc |
|--------------------------|-------------|-----------------------|-------------|------------------------|-------------|-------------|-------------|------------------------|-------------|----------------|---------------|
| Encours consolidés | 34,9 | 34,4 | 34,1 | 33,2 | 33,1 | 33,0 | 32,8 | 32,2 | 32,2 | (2,5%) | (0,1%) |
| Partenariats automobiles | 17,5 | 18,1 | 18,1 | 18,9 | 19,3 | 20,0 | 19,9 | 21,1 | 21,7 | +12,0% | +2,8% |
| Groupe Crédit Agricole | 12,2 | 12,3 | 12,2 | 12,5 | 12,5 | 13,0 | 13,2 | 13,5 | 13,7 | +9,9% | +1,6% |
| Autres | 4,5 | 4,2 | 4,3 | 4,2 | 4,2 | 4,2 | 4,2 | 4,4 | 4,3 | +2,7% | (2,1%) |
| Total | 69,1 | 69,0 | 68,7 | 68,8 | 69,1 | 70,2 | 70,1 | 71,2 | 71,9 | +4,1% | +1,0% |

dont Agos total géré 17,0 17,0 16,8 15,8 15,8 15,8 15,8 15,2 15,2 (4,0%) (0,3%)

(1) Les encours des entités nordiques créées sont sortis des encours gérés au T2-14 (0,4 Md€)

(2) Cession de 872 m€ de créances douteuses par Agos (encours consolidés) en décembre 2014, et de 579 m€ en décembre 2015

Encours CAL&F (Mds€)

| Mds € | Mars 14 | Jun 14 | Sept 14 | Déc. 14 ⁽¹⁾ | Mars 15 | Jun 15 | Sept 15 | Déc. 15 | Mars 16 | Δ Mars/Mars | Δ Mars/Déc |
|------------------------------------|---------|--------|---------|------------------------|---------|--------|---------|---------|---------|----------------|---------------|
| Encours Crédit-bail ⁽¹⁾ | 15,9 | 15,8 | 15,7 | 14,9 | 14,9 | 14,8 | 14,9 | 15,0 | 15,1 | +1,9% | +0,9% |
| dont France | 11,9 | 11,8 | 11,7 | 11,3 | 11,2 | 11,1 | 11,1 | 11,2 | 11,3 | +0,9% | +1,0% |
| Chiffre d'affaires factoré | 14,6 | 15,9 | 15,1 | 16,4 | 15,8 | 17,0 | 15,9 | 18,0 | 16,3 | +2,8% | (9,6%) |
| dont France | 9,3 | 10,4 | 9,5 | 10,7 | 10,1 | 10,9 | 10,0 | 11,7 | 10,5 | +4,4% | (10,4%) |

(1) Sortie des encours de CAL Hellas en crédit-bail international (0,4 Md€) en octobre 2014 et syndication LCL en crédit-bail France sur le T4-14 (0,3 Md€)

POLE GRANDES CLIENTELES

Secteur Oil & Gas : un portefeuille de qualité et résilient

- **82% des expositions du secteur (EAD⁽¹⁾) sur des contreparties Investment grade⁽²⁾**

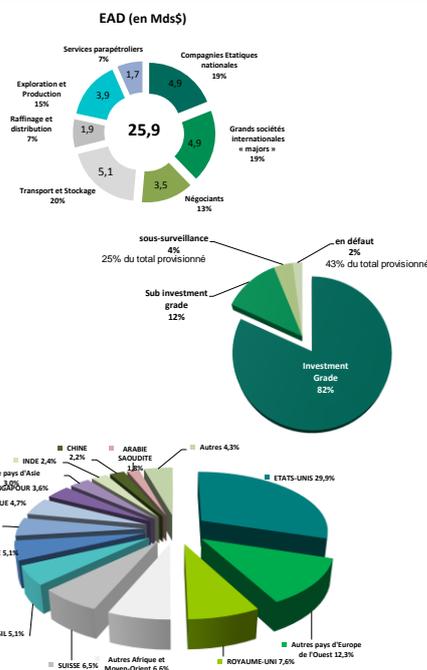
- EAD⁽¹⁾ : 25,9 Mds\$ YTD 2016, soit 1,7% de l'EAD de Crédit Agricole S.A.
- Une exposition diversifiée en termes d'acteurs, de type d'activité, d'engagements et de géographie

- **78% des EAD sur segments peu ou pas impactés par la baisse du prix du pétrole**

- 22% des EAD sur segments Exploration & Production et Services parapétroliers, impactés plus directement par la baisse du prix du pétrole
- Impact plus marqué des dégradations de notation sur le segment Exploration-Production aux Etats-Unis suite à la revue de février du SNC (Federal Reserve Bank)
- Sûretés de premier rang sur la très grande majorité des contreparties du segment Exploration & Production

- **Baisse de 8% des expositions en \$ depuis Décembre 2015**

- La baisse s'inscrit dans le cadre du suivi rapproché des expositions mis en place sur le secteur.
- Forte réduction conjoncturelle de l'exposition sur les négociants



(1) EAD : Exposure at default. L'EAD de 25,9 Mds\$ au 31/03/2016 correspond à une exposition de 33,4 Mds\$ avant application des facteurs de conversion

(2) En équivalent notation interne

| POLE GRANDES CLIENTELES | | | | | | | |
|--|-----------------|---------------------------------------|-----------------------|-------------------|-------------------------------|---|--|
| Analyse des résultats du T1-16 et encours chez SFI | | | | | | | |
| En m € | T1-16 Publié | Impact des couvertures de prêts | Impact DVA courant | T1-16 Retraité | Dont banque de financement | Dont banque de marchés et d'invest. | Dont services financiers aux investisseurs |
| Produit Net Bancaire | 1 220 | 0 | 13 | 1 207 | 526 | 496 | 185 |
| Charges d'exploitation | (911) | 0 | 0 | (911) | (278) | (474) | (159) |
| Résultat brut d'exploitation | 309 | 0 | 13 | 296 | 248 | 22 | 26 |
| Coût du risque | (122) | 0 | 0 | (122) | (111) | (11) | 0 |
| Résultat d'exploitation | 187 | 0 | 13 | 174 | 137 | 11 | 26 |
| Sociétés mises en équivalence | 62 | 0 | 0 | 62 | 62 | 0 | 0 |
| Impôts | (80) | 0 | (4) | (76) | (45) | (24) | (7) |
| Résultat net | 169 | 0 | 9 | 160 | 154 | (13) | 19 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 6 | 0 | 0 | 6 | 3 | 0 | 3 |
| Résultat net part du Groupe | 163 | 0 | 9 | 154 | 151 | (13) | 16 |

| Activité CACEIS | | | | |
|---------------------|----------|---------|----------|-------------|
| Mds€ | Mars. 15 | Déc. 15 | Mars. 16 | Δ Mars/Mars |
| Encours conservés | 2 516 | 2 327 | 2 323 | (7,7%) |
| Encours administrés | 1 497 | 1 477 | 1 477 | (1,3%) |

| POLE GRANDES CLIENTELES | |
|---|--|
| Classements | |
| <p>Positions commerciales solides pour CACIB et franchises reconnues dans ses métiers d'expertise</p> | |
| <p>■ Banque de marché et d'investissement</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➔ Sur les émissions obligataires : <ul style="list-style-type: none"> ➔ CACIB conserve sa 1^{er} place sur les émissions d'ABCP en Europe⁽¹⁾. ➔ CACIB maintient sa 2^{ème} position en tant que teneur de livres sur toutes les émissions d'agences en euros⁽²⁾. ➔ CACIB se positionne à la 4^{ème} place mondiale en tant que teneur de livres sur les Jumbo Covered Bonds⁽²⁾. ➔ CACIB se place en 2^{ème} position sur le marché mondial des green bonds avec 10 opérations réalisées sur le T1-16⁽³⁾. ➔ CACIB devient leader en M&A pour les opérations impliquant une contrepartie française⁽²⁾. |
| <p>■ Banque de financement</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➔ CACIB reste leader mondial sur le financement aéronautique⁽⁴⁾. ➔ Sur les activités de syndication, CACIB est le 1^{er} teneur de livres en France⁽²⁾. ➔ CACIB passe de la 13^{ème} à la 3^{ème} place en tant que teneur de livres sur le financement des télécoms⁽²⁾. ➔ CACIB passe de la 6^{ème} à la 4^{ème} place mondiale en tant qu'arrangeur dans les financements de projet⁽²⁾. |
| <p>(1) Source : CPWare (2) Source : Thomson Financial (3) Source : CACIB (4) Source : Air Finance Database</p> | |

POLE GRANDES CLIENTELES

Mandats significatifs

■ Banque de marché et d'investissement

FEBRUARY 2016

TOYOTA MOTOR CREDIT CORP
USD 1,250,000,000
1.700% Senior Notes Due 2019
USD 500,000,000
Floating Rate Notes Due 2019
Joint Bookrunner

JANUARY 2016

CADES
EUR 4,500,000,000
0.050% Senior Unsecured Notes Due 2020
Joint Bookrunner

FEBRUARY 2016

Korea Eximbank
THE EXPORT/IMPORT BANK OF KOREA
USD 400,000,000
2.125% Green Bond Due 2021
Joint Lead Manager & Joint Bookrunner

JANUARY 2016

ALSTOM GROUPE
EUR 3 200 000 000
Share Repurchase Program
Financial adviser
Sponsoring bank

JANUARY 2016

GROUPE SAFRAN
EUR 650 000 000
Issue of Convertible Bonds (OCEANE)
Global co-ordinator
Joint bookrunner

JANUARY 2016

TECHNIP
EUR 375,000,000
Non-dilutive equity-linked bonds
Global Coordinator
Joint Bookrunner

■ Métiers de financement

MARCH 2016

SAVERGLASS
THE CARLYLE GROUP
SAVERGLASS FRANCE
EUR 371,000,000
Senior Secured Facilities
Sector: Glass packaging
MLA, Bookrunner, Global coordinator & Agent

MARCH 2016

CPV TOWANTIC USA
USD 753,300,000
Project Financing
Coordinating Lead Arranger
Joint Bookrunner

FEBRUARY 2016

ACCIPITER
USD 1,200,000,000
44 Aircraft Portfolio Refinancing
Debt Coordinator & MLA
Agent & Security Trustee

FEBRUARY 2016

Lundin
LUNDIN NORWAY
Up to USD 5,000,000,000
Revolving Reducing Borrowing Base Facility
MLA & Model Bank

MARCH 2016

TRANSDEV FRANCE
EUR 1,200,000,000
Term Loan & Revolving Credit Facilities
Coordinator, MLA & Bookrunner

JANUARY 2016

COMSA FRANCE
EUR 1,000,000,000
Revolving Credit Facility
MLA & Bookrunner, Coordinator, Facility & Doc Agent

59
RÉSULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2016

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE - CAISSES RÉGIONALES

Encours de collecte et de crédit

| Encours de collecte (Mds€)* | Mars 14 | Juin 14 | Sept. 14 | Déc. 14 | Mars 15 | Juin 15 | Sept. 15 | Déc. 15 | Mars 16 | Δ Mars/Mars | Δ Mars/Déc. |
|-----------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|
| Titres | 45,4 | 45,3 | 44,8 | 44,4 | 46,2 | 42,4 | 42,0 | 42,9 | 42,5 | (8,0%) | (1,0%) |
| OPCVM | 33,3 | 34,6 | 32,7 | 32,1 | 33,2 | 32,8 | 31,5 | 31,3 | 28,1 | (15,4%) | (10,4%) |
| Assurance-vie | 167,3 | 168,3 | 169,1 | 172,7 | 174,8 | 175,1 | 174,9 | 178,6 | 179,0 | +2,4% | +0,2% |
| Collecte Hors bilan | 246,0 | 248,2 | 246,6 | 249,2 | 254,2 | 250,3 | 248,4 | 252,9 | 249,6 | (1,8%) | (1,3%) |
| Dépôts à vue | 85,6 | 86,8 | 89,1 | 93,0 | 93,2 | 98,3 | 100,7 | 104,4 | 103,5 | +11,1% | (0,8%) |
| Epargne logement | 77,7 | 78,0 | 79,2 | 81,8 | 83,8 | 84,7 | 85,9 | 88,6 | 90,4 | +7,9% | +2,1% |
| Livrets | 111,4 | 111,9 | 112,1 | 112,2 | 112,6 | 112,5 | 112,4 | 112,3 | 114,1 | +1,3% | +1,6% |
| Comptes et dépôts à terme | 70,5 | 69,5 | 69,4 | 68,8 | 66,1 | 64,3 | 64,2 | 63,9 | 63,4 | (4,1%) | (0,7%) |
| Collecte Bilan | 345,2 | 346,2 | 349,8 | 355,8 | 355,7 | 359,8 | 363,2 | 369,1 | 371,4 | +4,4% | +0,6% |
| TOTAL | 591,2 | 594,4 | 596,4 | 605,0 | 609,9 | 610,1 | 611,6 | 622,0 | 621,0 | +1,8% | (0,2%) |

| Livrets, dont (Mds€) | Mars 14 | Juin 14 | Sept. 14 | Déc. 14 | Mars 15 | Juin 15 | Sept. 15 | Déc. 15 | Mars 16 | Δ Mars/Mars | Δ Mars/Déc. |
|----------------------|---------|---------|----------|---------|---------|---------|----------|---------|---------|-------------|-------------|
| Livret A | 34,8 | 35,1 | 34,5 | 34,7 | 34,7 | 34,8 | 34,5 | 34,8 | 35,0 | +1,0% | +0,7% |
| LEP | 12,2 | 12,2 | 12,2 | 12,3 | 12,3 | 12,2 | 12,1 | 12,3 | 12,3 | +0,1% | +0,1% |
| LDD | 30,7 | 30,7 | 30,6 | 30,5 | 30,4 | 30,2 | 30,0 | 30,0 | 29,9 | (1,5%) | (0,4%) |
| Livrets sociétaires | 4,7 | 5,5 | 6,3 | 6,6 | 7,1 | 7,4 | 7,7 | 7,9 | 8,1 | +15,0% | +3,5% |

* Y compris épargne liquide entreprise

| Encours de crédit (Mds€) | Mars 14 | Juin 14 | Sept. 14 | Déc. 14 | Mars 15 | Juin 15 | Sept. 15 | Déc. 15 | Mars 16 | Δ Mars/Mars | Δ Mars/Déc. |
|-------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Habitat | 225,1 | 226,5 | 228,1 | 229,3 | 230,8 | 233,4 | 236,4 | 239,4 | 241,4 | +4,6% | +0,8% |
| Consommation | 14,6 | 14,7 | 14,5 | 14,9 | 14,7 | 15,0 | 15,1 | 15,5 | 15,6 | +6,2% | +0,2% |
| Entreprises et professionnels | 80,2 | 79,7 | 78,6 | 78,7 | 82,2 | 82,5 | 82,6 | 83,5 | 84,0 | +2,2% | +0,5% |
| Agriculture | 35,9 | 36,7 | 37,4 | 36,3 | 36,7 | 37,7 | 38,0 | 37,0 | 37,8 | +2,9% | +2,1% |
| Collectivités locales | 41,7 | 41,6 | 41,2 | 40,9 | 37,2 | 37,0 | 36,4 | 36,0 | 35,2 | (5,3%) | (2,1%) |
| TOTAL | 397,5 | 399,2 | 399,8 | 400,1 | 401,6 | 405,6 | 408,5 | 411,5 | 413,9 | +3,1% | +0,6% |

60
RÉSULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2016

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE - CAISSES RÉGIONALES

Données du compte de résultat

Périmètre : 38 Caisses régionales à 100%, leurs Caisses locales et filiales en France

Commissions clientèle par trimestre (en m€)

| m€ | T1-14 | T2-14 | T3-14 | T4-14 | T1-15 | T2-15 | T3-15 | T4-15 | T1-16 | Δ T1/T1 |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Services et autres opérations bancaires* | 180 | 177 | 177 | 171 | 193 | 186 | 190 | 180 | 197 | +2,1% |
| Valeurs mobilières | 89 | 78 | 73 | 83 | 88 | 88 | 84 | 86 | 80 | (8,5%) |
| Assurances | 635 | 532 | 526 | 629 | 724 | 561 | 546 | 658 | 757 | +4,6% |
| Gestion de comptes et moyens de paiement** | 572 | 563 | 558 | 566 | 573 | 581 | 579 | 575 | 583 | +1,6% |
| TOTAL* ** | 1 475 | 1 350 | 1 333 | 1 449 | 1 578 | 1 416 | 1 400 | 1 499 | 1 617 | +2,5% |

*Données 2014 et 2015 proforma le transfert des profits et les pertes sur opérations d'achats ventes de devises de marge nette d'intérêt à commissions (~25m€ par an)
** Données 2014 et 2015 intégrant désormais la contribution des filiales de Caisses régionales

61 RÉSULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2016

EVOLUTION DU RISQUE

Evolution des encours de risque de crédit

Crédit Agricole S.A.

| En m€ | Mars. 15 | Déc. 15 | Mars 16 |
|--|----------|---------|---------|
| Encours bruts de créances clientèle et établissements de crédit | 426 152 | 418 985 | 434 131 |
| dont créances dépréciées | 15 318 | 14 769 | 15 380 |
| Dépréciations constituées (y compris provisions collectives) | 11 157 | 10 561 | 10 533 |
| Taux des créances dépréciées sur encours bruts | 3,6% | 3,5% | 3,5% |
| Taux de couverture des créances dépréciées* (hors provisions collectives) | 54,6% | 53,9% | 52,6% |
| Taux de couverture des créances dépréciées* (y compris provisions collectives) | 72,8% | 71,5% | 68,5% |

Encours de créances en principal, hors opérations de location financement avec la clientèle, hors opérations internes au Crédit Agricole et créances rattachées

*Calculé sur la base d'encours sans prise en compte des garanties et sûretés disponibles

Caisses régionales (données sociales cumulées – normes françaises)

| En m€ | Mars 15 | Déc. 15 | Mars 16 |
|--|---------|---------|---------|
| Encours bruts de créances clientèle | 399 865 | 399 700 | 402 178 |
| dont créances dépréciées | 10 305 | 9 938 | 9 990 |
| Dépréciations constituées (y compris provisions collectives) | 10 333 | 10 196 | 10 186 |
| Taux des créances dépréciées sur encours bruts | 2,6% | 2,5% | 2,5% |
| Taux de couverture des créances dépréciées* (hors provisions collectives) | 64,3% | 64,4% | 63,9% |
| Taux de couverture des créances dépréciées* (y compris provisions collectives) | 100,3% | 102,6% | 102,0% |

* Calculé sur la base d'encours sans prise en compte des garanties et sûretés disponibles

62 RÉSULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2016

EVOLUTION DU RISQUE

Crédit Agricole S.A. : répartition des risques

| Par zone géographique | Mars 16 | Déc.15 | Par secteur d'activité | Mars 16 | Déc.15 |
|--------------------------------|---------------|---------------|---|-------------|-------------|
| France (hors banque de détail) | 32,5% | 33,2% | Cliantèle de banque de détail | 28,5% | 28,1% |
| France (banque de détail) | 16,8% | 16,5% | Services non marchands / secteur public / collectivités | 13,3% | 12,2% |
| Europe de l'Ouest hors Italie | 13,6% | 14,1% | Energie | 8,0% | 8,4% |
| Italie | 11,9% | 11,5% | Banques | 6,0% | 6,7% |
| Amérique du Nord | 9,5% | 9,2% | Autres activités financières non bancaires | 6,2% | 5,9% |
| Asie et Océanie hors Japon | 4,9% | 4,9% | Divers | 3,8% | 4,0% |
| Afrique et Moyen-Orient | 3,8% | 3,8% | Immobilier | 4,0% | 4,0% |
| Japon | 2,9% | 2,8% | Automobile | 3,9% | 3,6% |
| Europe de l'Est | 2,3% | 2,2% | Industrie lourde | 3,1% | 3,1% |
| Amérique centrale et du Sud | 1,8% | 1,8% | BTP | 2,7% | 2,8% |
| Autre | - | - | Maritime | 2,8% | 2,8% |
| Total | 100,0% | 100,0% | Aéronautique / aérospatial | 2,7% | 2,7% |
| | | | Agriculture / Agroalimentaire | 2,6% | 2,7% |
| | | | Distribution / Biens de consommation | 2,1% | 2,1% |
| | | | Autres industries | 1,6% | 2,0% |
| | | | Telecom | 1,9% | 1,9% |
| | | | Autres transports | 1,7% | 1,7% |
| | | | Assurance | 1,4% | 1,4% |
| | | | Tourisme / hôtels / restauration | 1,1% | 1,2% |
| | | | Santé / Pharmacie | 1,0% | 1,1% |
| | | | Informatique / Technologie | 1,0% | 1,0% |
| | | | Media / Edition | 0,6% | 0,6% |
| | | | Total | 100% | 100% |

63

RÉSULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2016



EVOLUTION DU RISQUE

Crédit Agricole S.A. : exposition aux risques de marché

- La VaR (99% - 1 jour) de Crédit Agricole S.A. est mesurée en prenant en compte les effets de diversification entre les différentes entités du Groupe
- VaR (99% - 1 jour) au 31 mars 2016 : 13m€ pour Crédit Agricole S.A.

Evolution de l'exposition aux risques des activités de marché de Crédit Agricole S.A.

| En m€ | VAR (99% -1 jour) | | | | 31 déc. 15 |
|---|---|-----------|-----------|--------------|------------|
| | 1 ^{er} janvier au 31 mars 2016 | | | 31 mars 2016 | |
| | Minimum | Maximum | Moyenne | | |
| Taux | 5 | 15 | 10 | 10 | 7 |
| Crédit | 3 | 8 | 5 | 4 | 7 |
| Change | 2 | 5 | 4 | 4 | 3 |
| Actions | - | 4 | 1 | 1 | 1 |
| Matières premières | - | - | - | - | - |
| VaR mutualisée de Crédit Agricole S.A. | 9 | 17 | 12 | 13 | 15 |

64

RÉSULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2016



EVOLUTION DU RISQUE

Crédit Agricole S.A. : emplois pondérés Bâle 3 non phasé par métier

■ Les emplois pondérés Bâle 3 non phasé intègrent, pour chacun des métiers :

- le risque de crédit, de marché et opérationnel
- La pondération à 250% des IDA sur différences temporaires et des participations financières supérieures à 10%
 - Imputation sur le pôle Activités hors métiers de la part de ces emplois pondérés en excédent de franchise

| En Mds€ | Mars 16 | Décembre 15 retraité* |
|--|--------------|--------------------------|
| Banque de proximité en France | 50,6 | 51,4 |
| - Caisses régionales** | 10,9 | 11,0 |
| - LCL | 39,7 | 40,4 |
| Banque de proximité à l'international | 33,2 | 34,0 |
| Gestion de l'épargne et Assurances | 19,6 | 18,4 |
| - Gestion de l'épargne | 8,5 | 8,9 |
| - Assurances*** | 11,1 | 9,5 |
| Services financiers spécialisés | 54,0 | 54,3 |
| Grandes clientèles | 131,6 | 131,6 |
| - Banque de financement | 75,7 | 77,3 |
| - Banque de marchés et d'investissement | 44,3 | 43,0 |
| - Services financiers aux institutionnels | 11,6 | 11,3 |
| Activités hors métiers | 15,3 | 15,9 |
| TOTAL | 304,3 | 305,6 |
| dont risque de crédit | 265,4 | 267,9 |
| dont risque d'ajustement de l'évaluation de crédit | 4,7 | 4,0 |
| dont risque de marché | 7,6 | 7,6 |
| dont risque opérationnel | 26,6 | 26,1 |

* 31/12/15 proforma du transfert de CACEIS du pôle Gestion de l'épargne et Assurances au pôle Grandes clientèles, du transfert du Switch Assurances de AHM au métier Assurances

** Mise en œuvre des garanties Switch au 23/12/2011 transférant aux Caisses régionales 53Mds€ d'emplois pondérés au titre de la participation de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales

*** Mise en œuvre des garanties Switch au 02/01/2014 transférant aux Caisses régionales 34Mds€ d'emplois pondérés au titre de la participation de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances

65
RÉSULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2016

EVOLUTION DU RISQUE

Crédit Agricole S.A. : allocation des fonds propres aux métiers

■ **9,5% des emplois pondérés** pour les pour tous les métiers sauf les métiers Gestion d'actifs et Assurances

■ **Gestion d'actifs** : 9,5% des RWA, augmenté des besoins en Seed Money et des participations et investissements

■ **Assurances** : 80% des exigences de capital au titre de Solvency 2 diminuées de 9,5% des RWA transférés au titre de la garantie Switch 2 aux Caisses régionales

| En Mds€ | Mars 16 | Décembre 15 ⁽¹⁾ |
|--|-------------|----------------------------|
| Banque de proximité en France⁽²⁾ | 3,8 | 3,8 |
| Banque de proximité à l'international | 3,2 | 3,2 |
| Gestion de l'épargne et Assurances | 6,9 | 7,0 |
| - Gestion de l'épargne | 1,9 | 2,0 |
| - Assurances ⁽³⁾ | 5,0 | 5,0 |
| Services financiers spécialisés | 5,1 | 5,2 |
| Grandes Clientèles | 12,5 | 12,5 |
| - Banque de financement | 7,2 | 7,3 |
| - Banque de marchés et d'investissement | 4,2 | 4,1 |
| - Services financiers aux institutionnels | 1,1 | 1,1 |

(1) 31/12/15 proforma du transfert de CACEIS du pôle Gestion de l'épargne et Assurances au pôle Grandes clientèles et de la méthodologie décrite ci-dessus

(2) Fonds propres alloués à LCL

(3) Exigences Solvency 2 au 31/12/15

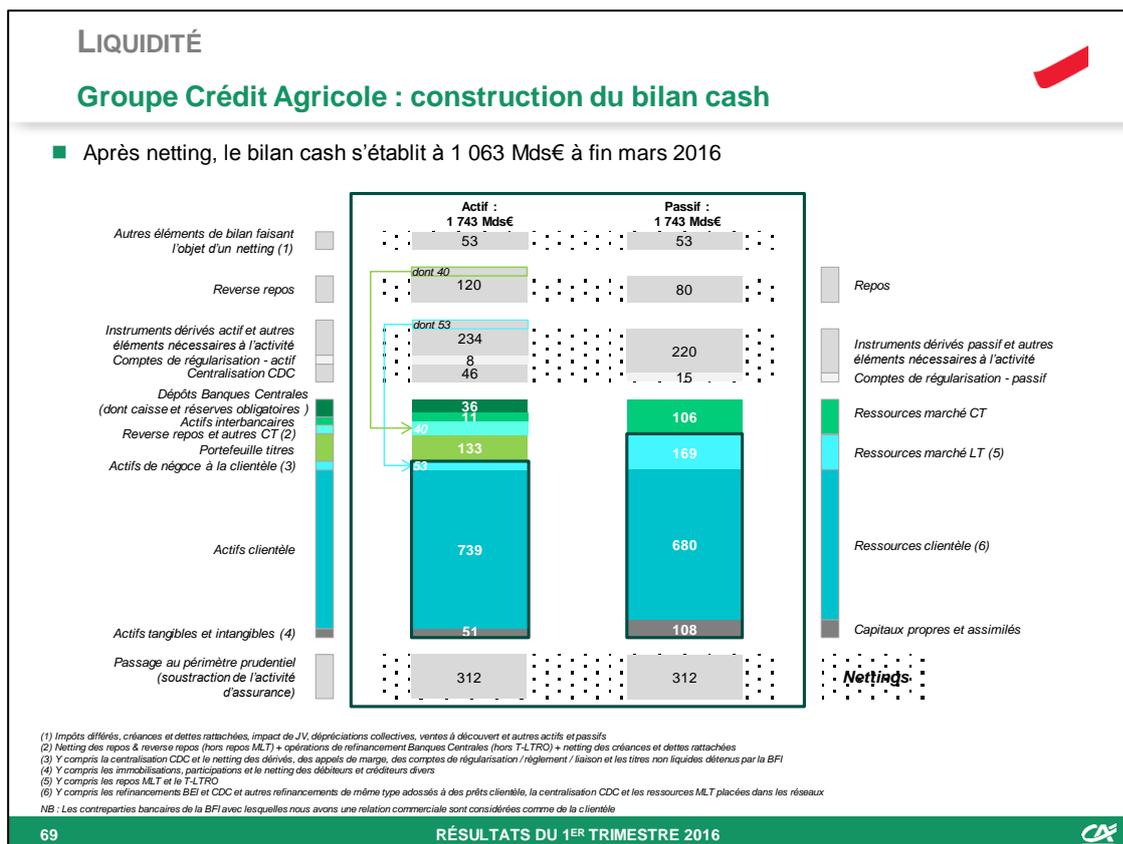
66
RÉSULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2016

| STRUCTURE FINANCIÈRE | | | | |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Groupe Crédit Agricole | | | | |
| En Mds€ | Non phasé | | Phasé | |
| | 31/03/2016 | 31/12/2015 | 31/03/2016 | 31/12/2015 |
| CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE (VALEUR COMPTABLE) | 94,8 | 92,9 | 94,8 | 92,9 |
| Distribution de résultat anticipée sur résultat N | (0,2) | (1,1) | (0,2) | (1,1) |
| Filtres prudentiels sur les gains et pertes latents (<i>spread</i> émetteur, <i>cash flow hedge</i>) | (0,9) | (0,7) | (0,8) | (0,6) |
| Traitement transitoire des gains et pertes latents sur titres AFS | - | 0,0 | (1,7) | (2,0) |
| Instruments AT1 inclus dans les capitaux propres comptables | (5,0) | (3,9) | (5,0) | (3,9) |
| Autres retraitements prudentiels | (1,0) | (0,3) | (1,0) | (0,3) |
| CAPITAL ET RÉSERVES PART DU GROUPE (PRUDENTIEL) | 87,7 | 86,9 | 86,1 | 85,0 |
| Intérêts minoritaires (après écrêtage) | 1,2 | 1,2 | 1,8 | 1,9 |
| <i>Prudent valuation</i> | (0,8) | (0,8) | (0,8) | (0,8) |
| Déduction du goodwill et des autres immobilisations incorporelles | (16,1) | (16,1) | (16,1) | (16,1) |
| Dépassement de franchise sur IDA liés à des différences temporaires et sur participations financières > 10% ou MEQ | - | 0,0 | - | 0,0 |
| Autres ajustements réglementaires ¹ | (1,6) | (1,5) | (1,4) | (1,2) |
| FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1) | 70,4 | 69,7 | 69,6 | 68,8 |
| FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATÉGORIE 1 (AT1) | 5,2 | 4,4 | 9,2 | 8,9 |
| FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 1 (Tier 1) | 75,6 | 74,1 | 78,8 | 77,7 |
| FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 2 (Tier 2) | 16,4 | 18,4 | 17,7 | 20,5 |
| FONDS PROPRES GLOBAUX | 92,0 | 92,5 | 96,5 | 98,2 |
| TOTAL DES EMPLOIS PONDÉRÉS | 509,0 | 509,4 | 509,0 | 509,4 |
| Ratio CET1 | 13,9% | 13,7% | 13,7% | 13,5% |
| Ratio Tier 1 | 14,9% | 14,5% | 15,5% | 15,3% |
| Ratio global | 18,1% | 18,1% | 19,0% | 19,3% |

¹ IDA liés à des déficits reportables, expected loss, traitement par transparence des OPCVM et autres ajustements transitoires

| STRUCTURE FINANCIÈRE | | | | |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Crédit Agricole S.A. | | | | |
| En Mds€ | Non phasé | | Phasé | |
| | 31/03/2016 | 31/12/2015 | 31/03/2016 | 31/12/2015 |
| CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE (VALEUR COMPTABLE) | 55,3 | 53,8 | 55,3 | 53,8 |
| Distribution de résultat anticipée sur résultat N | 0,0 | (0,7) | 0,0 | (0,7) |
| Filtres prudentiels sur les gains et pertes latents (<i>spread</i> émetteur, <i>cash flow hedge</i>) | (1,0) | (0,6) | (0,9) | (0,6) |
| Traitement transitoire des gains et pertes latents sur titres AFS | 0,0 | - | (1,2) | (1,3) |
| Instruments AT1 inclus dans les capitaux propres comptables | (5,0) | (3,9) | (5,0) | (3,9) |
| Autres retraitements | (0,8) | (0,2) | (0,8) | (0,2) |
| CAPITAL ET RÉSERVES PART DU GROUPE (PRUDENTIEL) | 48,5 | 48,4 | 47,4 | 47,1 |
| Intérêts minoritaires (après écrêtage) | 1,9 | 1,8 | 2,6 | 2,8 |
| <i>Prudent valuation</i> | (0,5) | (0,5) | (0,5) | (0,5) |
| Déduction du goodwill et des autres immobilisations incorporelles | (15,4) | (15,4) | (15,4) | (15,4) |
| Dépassement de franchise sur IDA liés à des différences temporaires et sur participations financières > 10% ou MEQ | (0,5) | (0,5) | (0,3) | (0,2) |
| Autres ajustements réglementaires ¹ | (1,1) | (1,0) | (1,0) | (0,8) |
| FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1) | 32,9 | 32,8 | 32,8 | 33,0 |
| FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATÉGORIE 1 (AT1) | 5,3 | 4,4 | 9,3 | 8,8 |
| FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 1 (Tier 1) | 38,2 | 37,2 | 42,1 | 41,8 |
| FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 2 (Tier 2) | 15,3 | 17,5 | 16,5 | 20,2 |
| FONDS PROPRES GLOBAUX | 53,5 | 54,7 | 58,6 | 62,0 |
| TOTAL DES EMPLOIS PONDÉRÉS | 304,3 | 305,6 | 304,3 | 305,6 |
| Ratio CET1 | 10,8% | 10,7% | 10,8% | 10,8% |
| Ratio Tier 1 | 12,6% | 12,2% | 13,9% | 13,7% |
| Ratio global | 17,6% | 17,9% | 19,3% | 20,3% |

¹ IDA liés à des déficits reportables, expected loss, traitement par transparence des OPCVM et autres ajustements transitoires



STRUCTURE FINANCIÈRE

Crédit Agricole S.A. : Capitaux propres et dettes subordonnées

| En m€ | Part du Groupe | Part des Minoritaires | Total | Dettes subordonnées |
|--|----------------|-----------------------|---------------|---------------------|
| Au 31 décembre 2015 | 53 813 | 5 622 | 59 435 | 29 424 |
| Augmentation de capital | - | - | - | - |
| Dividendes versés en 2016 | - | (31) | (31) | - |
| Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales | - | - | - | - |
| Émissions de titres super subordonnés <i>Additional Tier 1</i> à durée indéterminée net des frais d'émission | 1 142 | - | 1 142 | - |
| Rémunération des titres super subordonnés <i>Additional Tier 1</i> à durée indéterminée | (135) | (1) | (136) | - |
| Effets des acquisitions/cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle | (1) | (3) | (4) | - |
| Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | 395 | (49) | 346 | - |
| Variation de la quote-part de réserve des sociétés mises en équivalence | (94) | (2) | (96) | - |
| Résultat de la période | 227 | 105 | 332 | - |
| Autres | (1) | 1 | - | - |
| Au 31 mars 2016 | 55 346 | 5 642 | 60 988 | 28 044 |

70 RÉSULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2016

BILAN CONSOLIDE AU 31/12/15 ET 31/03/16

Groupe Crédit Agricole

En Mds€

| Actif | 31/03/16 | 31/12/15 | Passif | 31/03/16 | 31/12/15 |
|--|----------------|----------------|--|----------------|----------------|
| Caisse, banques centrales | 31,8 | 39,3 | Banques centrales | 4,1 | 3,9 |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | 403,7 | 371,6 | Passifs financiers à la juste valeur par résultat | 308,5 | 280,0 |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 325,9 | 322,9 | Dettes envers les établissements de crédit | 96,3 | 92,9 |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 105,0 | 89,4 | Dettes envers la clientèle | 672,6 | 663,1 |
| Prêts et créances sur la clientèle | 743,1 | 740,4 | Dettes représentées par un titre | 164,8 | 167,8 |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 31,6 | 30,6 | Comptes de régularisation et passifs divers | 65,6 | 63,5 |
| Comptes de régularisation et actifs divers | 68,7 | 68,9 | Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés | 0,4 | 0,4 |
| Actifs non courant destinés à être cédés | 0,4 | 0,4 | Provisions techniques des contrats d'assurance | 300,1 | 294,8 |
| Participations dans les entreprises mises en équivalence | 6,6 | 6,6 | Provisions pour risques et charges et dettes subordonnées | 33,6 | 35,1 |
| Valeurs immobilisées | 14,3 | 14,6 | Capitaux propres part du Groupe | 94,8 | 92,9 |
| Ecart d'acquisition | 14,2 | 14,2 | Participations ne donnant pas le contrôle | 4,5 | 4,5 |
| Total actif | 1 745,3 | 1 698,9 | Total passif | 1 745,3 | 1 698,9 |

- Le total de bilan augmente de 46Mds€ entre le 31 décembre 2015 et le 31 mars 2016, principalement en raison de la valorisation des actifs financiers
- Le bilan cash financé (activité bancaire) augmente de 5Mds€ sur le premier trimestre 2016 (cf. slide 69)

71 RÉSULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2016

BILAN CONSOLIDE AU 31/12/15 ET 31/03/16

Crédit Agricole S.A.

En Mds€

| Actif | 31/03/16 | 31/12/15 retraité* | Passif | 31/03/16 | 31/12/15 retraité* |
|--|----------------|--------------------|--|----------------|--------------------|
| Caisse, banques centrales | 28,9 | 36,2 | Banques centrales | 3,9 | 3,7 |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | 404,1 | 373,1 | Passifs financiers à la juste valeur par résultat | 304,9 | 278,2 |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 302,1 | 298,1 | Dettes envers les établissements de crédit | 142,5 | 139,5 |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 386,3 | 367,1 | Dettes envers la clientèle | 514,2 | 505,7 |
| Prêts et créances sur la clientèle | 331,1 | 331,1 | Dettes représentées par un titre | 156,4 | 158,5 |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 16,4 | 16,2 | Comptes de régularisation et passifs divers | 62,2 | 56,8 |
| Comptes de régularisation et actifs divers | 58,4 | 58,0 | Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés | 0,4 | 0,4 |
| Actifs non courants destinés à être cédés | 17,8 | 17,9 | Provisions techniques des contrats d'assurance | 298,8 | 293,6 |
| Participations dans les entreprises mises en équivalence | 7,1 | 7,2 | Provisions pour risques et charges et dettes subordonnées | 32,0 | 33,5 |
| Valeurs immobilisées | 10,6 | 10,9 | Capitaux propres part du Groupe | 55,4 | 53,8 |
| Ecart d'acquisition | 13,5 | 13,6 | Participations ne donnant pas le contrôle | 5,6 | 5,6 |
| Total actif | 1 576,3 | 1 529,3 | Total passif | 1 576,3 | 1 529,3 |

* Retraité de l'opération de simplification de la structure du capital du Groupe

72 RÉSULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2016

➤ **Séries trimestrielles des résultats par métier (en anglais, uniquement)**

| Business lines | Year | Restatements |
|------------------|------|--|
| Regional Banks | 2015 | 2015 series have been restated from the reclassification of the stake in the Regional Banks under IFRS 5 |
| Asset gathering | 2015 | 2015 series have been restated from the reclassifications of 1/ Asset servicing from Asset gathering to Large customers and 2/Switch 2 impacts are now in the Insurance business line (instead of AHM) |
| Large customers | 2015 | Asset servicing is now part of Large customers business line (instead of Asset gathering) |
| Corporate Centre | 2015 | Switch 2 impacts are now presented in the Insurance business line (instead of AHM) |

Crédit Agricole S.A.

| €m | Q1-15 | Q2-15 | Q3-15 | Q4-15 | Q1-16 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Revenues | 4,359 | 4,628 | 3,918 | 4,289 | 3,799 |
| Operating expenses | (3,153) | (2,786) | (2,738) | (2,906) | (3,176) |
| Gross operating income | 1,206 | 1,842 | 1,180 | 1,383 | 623 |
| Cost of risk | (477) | (601) | (600) | (615) | (402) |
| Equity affiliates | 112 | 6 | 300 | 37 | 123 |
| Net income on other assets | (2) | 3 | 1 | 36 | 0 |
| Change in value of goodwill | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pre-tax income | 839 | 1,250 | 881 | 841 | 344 |
| Tax | (288) | (429) | (93) | (88) | (12) |
| Net gain/(loss) from held-for-sale operations | 347 | 231 | 247 | 233 | 0 |
| Net income | 898 | 1,052 | 1,035 | 986 | 332 |
| Non-controlling interests | 114 | 132 | 105 | 104 | 105 |
| Net income Group share | 784 | 920 | 930 | 882 | 227 |

French retail banking - Regional Banks (~ 25%)

| €m | Q1-15 | Q2-15 | Q3-15 | Q4-15 | Q1-16 |
|---|------------|------------|------------|------------|----------|
| Revenues | | | | | |
| Operating expenses | | | | | |
| Gross operating income | | | | | |
| Cost of risk | | | | | |
| Equity affiliates | | | | | |
| Net income on other assets | | | | | |
| Change in value of goodwill | | | | | |
| Pre-tax income | | | | | |
| Tax | | | | | |
| Net gain/(loss) from held-for-sale operations | 363 | 230 | 250 | 229 | 0 |
| Net income | 363 | 230 | 250 | 229 | 0 |
| Non-controlling interests | | | | | |
| Net income Group share | 363 | 230 | 250 | 229 | 0 |
| <i>o/w HPSP</i> | (22) | (7) | 2 | 26 | 0 |

French retail banking - LCL

| €m | Q1-15 | Q2-15 | Q3-15 | Q4-15 | Q1-16 |
|---|------------|------------|------------|------------|------------|
| Revenues | 922 | 944 | 891 | 874 | 835 |
| <i>o/w HPSP</i> | 0 | 9 | 4 | (3) | 0 |
| Operating expenses | (664) | (638) | (634) | (625) | (670) |
| Gross operating income | 258 | 306 | 257 | 249 | 165 |
| Cost of risk | (48) | (16) | (19) | (51) | (22) |
| Equity affiliates | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Net income on other assets | 0 | (1) | 0 | (1) | 0 |
| Change in value of goodwill | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pre-tax income | 210 | 289 | 238 | 197 | 143 |
| Tax | (78) | (107) | (82) | (73) | (53) |
| Net gain/(loss) from held-for-sale operations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Net income | 132 | 182 | 156 | 124 | 90 |
| Non-controlling interests | 6 | 10 | 7 | 6 | 5 |
| Net income Group share | 126 | 172 | 149 | 118 | 85 |
| <i>o/w HPSP</i> | 0 | 5 | 3 | (2) | 0 |

International retail banking

| €m | Q1-15 | Q2-15 | Q3-15 | Q4-15 | Q1-16 |
|---|------------|------------|------------|------------|------------|
| Revenues | 644 | 693 | 636 | 649 | 625 |
| Operating expenses | (383) | (365) | (354) | (430) | (375) |
| Gross operating income | 261 | 328 | 282 | 219 | 250 |
| Cost of risk | (149) | (149) | (146) | (145) | (127) |
| Equity affiliates | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Net income on other assets | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 |
| Change in value of goodwill | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pre-tax income | 112 | 179 | 138 | 74 | 123 |
| Tax | (46) | (57) | (40) | (18) | (43) |
| Net gain/(loss) from held-for-sale operations | (15) | 1 | (2) | 2 | 0 |
| Net income | 51 | 123 | 96 | 58 | 80 |
| Non-controlling interests | 24 | 32 | 27 | 19 | 27 |
| Net income Group share | 27 | 91 | 69 | 39 | 53 |

Cariparma

| €m | Q1-15 | Q2-15 | Q3-15 | Q4-15 | Q1-16 |
|---|------------|------------|------------|------------|------------|
| Revenues | 418 | 449 | 406 | 416 | 398 |
| Operating expenses | (231) | (235) | (230) | (279) | (233) |
| Gross operating income | 187 | 214 | 176 | 137 | 165 |
| Cost of risk | (99) | (99) | (95) | (96) | (85) |
| Equity affiliates | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Net income on other assets | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Change in value of goodwill | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pre-tax income | 88 | 115 | 81 | 41 | 80 |
| Tax | (34) | (41) | (29) | (11) | (29) |
| Net gain/(loss) from held-for-sale operations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Net income | 54 | 74 | 52 | 30 | 51 |
| Non-controlling interests | 15 | 20 | 14 | 8 | 13 |
| Net income Group share | 39 | 54 | 38 | 22 | 38 |

Other IRB entities

| €m | Q1-15 | Q2-15 | Q3-15 | Q4-15 | Q1-16 |
|---|-------------|------------|------------|------------|------------|
| Revenues | 226 | 244 | 230 | 233 | 227 |
| Operating expenses | (152) | (130) | (124) | (151) | (142) |
| Gross operating income | 74 | 114 | 106 | 82 | 85 |
| Cost of risk | (50) | (50) | (51) | (49) | (42) |
| Equity affiliates | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Net income on other assets | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 |
| Change in value of goodwill | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pre-tax income | 24 | 64 | 57 | 35 | 43 |
| Tax | (12) | (16) | (11) | (7) | (14) |
| Net gain/(loss) from held-for-sale operations | (15) | 1 | (2) | 2 | 0 |
| Net income | (3) | 49 | 44 | 28 | 29 |
| Non-controlling interests | 9 | 12 | 13 | 11 | 14 |
| Net income Group share | (12) | 37 | 31 | 17 | 15 |

Specialised financial services

| €m | Q1-15 | Q2-15 | Q3-15 | Q4-15 | Q1-16 |
|---|------------|------------|------------|------------|------------|
| Revenues | 646 | 665 | 661 | 657 | 647 |
| Operating expenses | (366) | (320) | (318) | (332) | (358) |
| Gross operating income | 280 | 345 | 343 | 325 | 289 |
| Cost of risk | (205) | (183) | (156) | (113) | (119) |
| Equity affiliates | 43 | 45 | 44 | 32 | 46 |
| Net income on other assets | 0 | 0 | 0 | 4 | 0 |
| Change in value of goodwill | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pre-tax income | 118 | 207 | 231 | 248 | 216 |
| Tax | (35) | (55) | (60) | (63) | (57) |
| Net gain/(loss) from held-for-sale operations | (1) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Net income | 82 | 152 | 171 | 185 | 159 |
| Non-controlling interests | 14 | 27 | 28 | 37 | 30 |
| Net income Group share | 68 | 125 | 143 | 148 | 129 |

Consumer credit

| €m | Q1-15 | Q2-15 | Q3-15 | Q4-15 | Q1-16 |
|---|------------|------------|------------|------------|------------|
| Revenues | 519 | 534 | 531 | 515 | 517 |
| Operating expenses | (283) | (253) | (248) | (272) | (279) |
| Gross operating income | 236 | 281 | 283 | 243 | 238 |
| Cost of risk | (188) | (168) | (140) | (85) | (105) |
| Equity affiliates | 43 | 45 | 44 | 32 | 46 |
| Net income on other assets | 0 | 0 | 0 | 4 | 0 |
| Change in value of goodwill | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pre-tax income | 91 | 158 | 187 | 194 | 179 |
| Tax | (23) | (39) | (45) | (49) | (43) |
| Net gain/(loss) from held-for-sale operations | (1) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Net income | 67 | 119 | 142 | 145 | 136 |
| Non-controlling interests | 14 | 27 | 28 | 37 | 30 |
| Net income Group share | 53 | 92 | 114 | 108 | 106 |

Leasing and factoring

| €m | Q1-15 | Q2-15 | Q3-15 | Q4-15 | Q1-16 |
|---|------------|------------|------------|------------|------------|
| Revenues | 127 | 131 | 130 | 142 | 130 |
| Operating expenses | (83) | (67) | (70) | (60) | (79) |
| Gross operating income | 44 | 64 | 60 | 82 | 51 |
| Cost of risk | (17) | (15) | (16) | (28) | (14) |
| Equity affiliates | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Net income on other assets | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Change in value of goodwill | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pre-tax income | 27 | 49 | 44 | 54 | 37 |
| Tax | (12) | (16) | (15) | (14) | (14) |
| Net gain/(loss) from held-for-sale operations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Net income | 15 | 33 | 29 | 40 | 23 |
| Non-controlling interests | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Net income Group share | 15 | 33 | 29 | 40 | 23 |

Asset gathering (Asset management, insurance and private banking)

| €m | Q1-15 | Q2-15 | Q3-15 | Q4-15 | Q1-16 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Revenues | 1,170 | 1,177 | 1,121 | 1,146 | 1,178 |
| Operating expenses | (584) | (537) | (501) | (534) | (593) |
| Gross operating income | 586 | 640 | 620 | 612 | 585 |
| Cost of risk | (8) | 52 | (66) | (7) | (2) |
| Equity affiliates | 6 | 6 | 7 | 6 | 7 |
| Net income on other assets | (3) | 10 | 0 | 3 | 0 |
| Change in value of goodwill | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pre-tax income | 581 | 708 | 561 | 614 | 590 |
| Tax | (205) | (247) | (203) | (189) | (172) |
| Net gain/(loss) from held-for-sale operations | 0 | 1 | 0 | 2 | 0 |
| Net income | 376 | 462 | 358 | 427 | 418 |
| Non-controlling interests | 33 | 35 | 31 | 36 | 39 |
| Net income Group share | 343 | 427 | 327 | 391 | 379 |

Asset management: Amundi

| €m | Q1-15 | Q2-15 | Q3-15 | Q4-15 | Q1-16 |
|---|------------|------------|------------|------------|------------|
| Revenues | 408 | 440 | 377 | 431 | 395 |
| Operating expenses | (220) | (233) | (206) | (240) | (217) |
| Gross operating income | 188 | 207 | 171 | 191 | 178 |
| Cost of risk | (3) | (2) | 0 | (1) | 0 |
| Equity affiliates | 6 | 6 | 7 | 6 | 7 |
| Net income on other assets | 0 | 10 | 0 | 3 | 0 |
| Change in value of goodwill | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pre-tax income | 191 | 221 | 178 | 199 | 185 |
| Tax | (66) | (78) | (59) | (77) | (58) |
| Net gain/(loss) from held-for-sale operations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Net income | 125 | 143 | 119 | 122 | 127 |
| Non-controlling interests | 27 | 30 | 26 | 31 | 35 |
| Net income Group share | 98 | 113 | 93 | 91 | 92 |

Crédit Agricole Private Banking

| €m | Q1-15 | Q2-15 | Q3-15 | Q4-15 | Q1-16 |
|---|------------|------------|------------|------------|------------|
| Revenues | 196 | 196 | 188 | 189 | 176 |
| Operating expenses | (148) | (152) | (146) | (150) | (146) |
| Gross operating income | 48 | 44 | 42 | 39 | 30 |
| Cost of risk | (5) | (12) | 0 | (6) | (2) |
| Equity affiliates | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Net income on other assets | (3) | 0 | 0 | 5 | 0 |
| Change in value of goodwill | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pre-tax income | 40 | 32 | 42 | 38 | 28 |
| Tax | (10) | (7) | (14) | (9) | (5) |
| Net gain/(loss) from held-for-sale operations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Net income | 30 | 25 | 28 | 29 | 23 |
| Non-controlling interests | 5 | 4 | 4 | 4 | 3 |
| Net income Group share | 25 | 21 | 24 | 25 | 20 |

Insurance

| €m | Q1-15 | Q2-15 | Q3-15 | Q4-15 | Q1-16 |
|---|------------|------------|------------|------------|------------|
| Revenues | 566 | 541 | 556 | 526 | 607 |
| Operating expenses | (216) | (152) | (149) | (144) | (230) |
| Gross operating income | 350 | 389 | 407 | 382 | 377 |
| Cost of risk | 0 | 66 | (66) | 0 | 0 |
| Equity affiliates | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Net income on other assets | 0 | 0 | 0 | (5) | 0 |
| Change in value of goodwill | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pre-tax income | 350 | 455 | 341 | 377 | 377 |
| Tax | (129) | (162) | (130) | (103) | (109) |
| Net gain/(loss) from held-for-sale operations | 0 | 1 | 0 | 2 | 0 |
| Net income | 221 | 294 | 211 | 276 | 268 |
| Non-controlling interests | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Net income Group share | 220 | 293 | 210 | 275 | 267 |

Large customers (Corporate and investment banking, asset servicing)

| €m | Q1-15 | Q2-15 | Q3-15 | Q4-15 | Q1-16 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Revenues | 1,414 | 1,481 | 1,109 | 1,053 | 1,220 |
| <i>o/w loan hedges and CVA/DVA and FVA</i> | 6 | 82 | 50 | (922) | 13 |
| Operating expenses | (873) | (720) | (713) | (830) | (911) |
| Gross operating income | 541 | 761 | 396 | 223 | 309 |
| Cost of risk | (81) | (384) | (78) | (112) | (122) |
| Equity affiliates | 64 | (45) | 59 | (18) | 62 |
| Net income on other assets | 1 | 0 | 0 | (8) | 0 |
| Change in value of goodwill | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pre-tax income | 525 | 332 | 377 | 85 | 249 |
| Tax | (181) | (217) | (53) | (3) | (80) |
| Net gain/(loss) from held-for-sale operations | 0 | (1) | (1) | 0 | (0) |
| Net income | 344 | 114 | 323 | 82 | 169 |
| Non-controlling interests | 10 | 6 | 11 | 6 | 6 |
| Net income Group share | 334 | 108 | 312 | 76 | 163 |

Corporate and investment banking

| €m | Q1-15 | Q2-15 | Q3-15 | Q4-15 | Q1-16 |
|---|--------------|--------------|------------|------------|--------------|
| Revenues | 1,225 | 1,289 | 926 | 868 | 1,035 |
| <i>o/w loan hedges and CVA/DVA and FVA</i> | 6 | 82 | 50 | (62) | 13 |
| Operating expenses | (711) | (575) | (570) | (686) | (752) |
| Gross operating income | 514 | 714 | 356 | 182 | 283 |
| Cost of risk | (81) | (384) | (78) | (112) | (122) |
| Equity affiliates | 64 | (45) | 59 | (18) | 62 |
| Net income on other assets | 1 | 0 | 0 | (8) | 0 |
| Change in value of goodwill | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pre-tax income | 498 | 285 | 337 | 44 | 223 |
| Tax | (171) | (201) | (42) | 7 | (73) |
| Net gain/(loss) from held-for-sale operations | 0 | (1) | (1) | 0 | (0) |
| Net income | 327 | 83 | 294 | 51 | 150 |
| Non-controlling interests | 7 | 1 | 7 | 1 | 3 |
| Net income Group share | 320 | 82 | 287 | 50 | 147 |

Financing activities

| €m | Q1-15 | Q2-15 | Q3-15 | Q4-15 | Q1-16 |
|---|------------|--------------|------------|------------|------------|
| Revenues | 548 | 611 | 538 | 490 | 526 |
| <i>o/w loan hedges</i> | (4) | 25 | 36 | (9) | 0 |
| Operating expenses | (266) | (221) | (217) | (236) | (278) |
| Gross operating income | 282 | 390 | 321 | 254 | 248 |
| Cost of risk | (79) | (351) | (79) | (70) | (111) |
| Equity affiliates | 64 | (45) | 59 | (18) | 62 |
| Net income on other assets | 1 | 0 | 0 | (8) | 0 |
| Change in value of goodwill | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pre-tax income | 268 | (6) | 301 | 158 | 199 |
| Tax | (81) | (110) | (26) | (32) | (45) |
| Net gain/(loss) from held-for-sale operations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Net income | 187 | (116) | 275 | 126 | 154 |
| Non-controlling interests | 4 | (3) | 6 | 3 | 3 |
| Net income Group share | 183 | (113) | 269 | 123 | 151 |

Capital markets and investment banking

| €m | Q1-15 | Q2-15 | Q3-15 | Q4-15 | Q1-16 |
|---|------------|------------|------------|--------------|------------|
| Revenues | 677 | 678 | 388 | 378 | 509 |
| <i>o/w CVA/DVA and FVA</i> | 10 | 57 | 14 | (53) | 13 |
| Operating expenses | (445) | (354) | (353) | (450) | (474) |
| Gross operating income | 232 | 324 | 35 | (72) | 35 |
| Cost of risk | (2) | (33) | 1 | (42) | (11) |
| Equity affiliates | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Net income on other assets | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Change in value of goodwill | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pre-tax income | 230 | 291 | 36 | (114) | 24 |
| Tax | (90) | (91) | (16) | 39 | (28) |
| Net gain/(loss) from held-for-sale operations | 0 | (1) | (1) | 0 | (0) |
| Net income | 140 | 199 | 19 | (75) | (4) |
| Non-controlling interests | 3 | 4 | 1 | (2) | (0) |
| Net income Group share | 137 | 195 | 18 | (73) | (4) |

Asset servicing

| €m | Q1-15 | Q2-15 | Q3-15 | Q4-15 | Q1-16 |
|---|------------|------------|------------|------------|------------|
| Revenues | 189 | 192 | 183 | 185 | 185 |
| Operating expenses | (162) | (145) | (143) | (144) | (159) |
| Gross operating income | 27 | 47 | 40 | 41 | 26 |
| Cost of risk | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Equity affiliates | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Net income on other assets | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Change in value of goodwill | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pre-tax income | 27 | 47 | 40 | 41 | 26 |
| Tax | (10) | (16) | (11) | (10) | (7) |
| Net gain/(loss) from held-for-sale operations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Net income | 17 | 31 | 29 | 31 | 19 |
| Non-controlling interests | 3 | 5 | 4 | 5 | 3 |
| Net income Group share | 14 | 26 | 25 | 26 | 16 |

Corporate centre

| €m | Q1-15 | Q2-15 | Q3-15 | Q4-15 | Q1-16 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Revenues | (437) | (332) | (500) | (90) | (706) |
| <i>o/w issuer spreads</i> | (31) | 229 | (26) | 100 | 19 |
| Operating expenses | (283) | (206) | (218) | (155) | (269) |
| Gross operating income | (720) | (538) | (718) | (245) | (975) |
| Cost of risk | 14 | 79 | (135) | (187) | (10) |
| Equity affiliates | (1) | 0 | 190 | 17 | 8 |
| Net income on other assets | 0 | (6) | (1) | 38 | 0 |
| Change in value of goodwill | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pre-tax income | (707) | (465) | (664) | (377) | (977) |
| Tax | 257 | 254 | 345 | 258 | 393 |
| Net gain/(loss) from held-for-sale operations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Net income | (450) | (211) | (319) | (119) | (584) |
| Non-controlling interests | 27 | 22 | 1 | 0 | (2) |
| Net income Group share | (477) | (233) | (320) | (119) | (582) |
| <i>o/w issuer spreads</i> | -19 | 148 | -17 | 65 | 16 |

Crédit Agricole Group

| €m | Q1-15 | Q2-15 | Q3-15 | Q4-15 | Q1-16 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Revenues | 8,035 | 8,257 | 7,513 | 8,031 | 7,159 |
| Operating expenses | (5,330) | (4,806) | (4,728) | (4,971) | (5,360) |
| Gross operating income | 2,705 | 3,451 | 2,785 | 3,060 | 1,799 |
| Cost of risk | (683) | (963) | (542) | (843) | (554) |
| Equity affiliates | 113 | 5 | 298 | 59 | 126 |
| Net income on other assets | (4) | 5 | 0 | (6) | 25 |
| Change in value of goodwill | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pre-tax income | 2,131 | 2,498 | 2,541 | 2,270 | 1,396 |
| Tax | (790) | (886) | (700) | (612) | (488) |
| Net gain/(loss) from held-for-sale operations | (17) | (1) | (5) | 2 | 0 |
| Net income | 1,324 | 1,611 | 1,836 | 1,660 | 908 |
| Non-controlling interests | 96 | 111 | 85 | 96 | 90 |
| Net income Group share | 1,228 | 1,500 | 1,751 | 1,564 | 818 |

French retail banking - Regional Banks (100%)

| €m | Q1-15 | Q2-15 | Q3-15 | Q4-15 | Q1-16 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Revenues | 3,636 | 3,610 | 3,548 | 3,699 | 3,563 |
| <i>o/w HPSP</i> | (139) | (42) | 12 | 170 | 0 |
| Operating expenses | (2,144) | (1,985) | (1,961) | (2,027) | (2,146) |
| Gross operating income | 1,492 | 1,625 | 1,587 | 1,672 | 1,417 |
| Cost of risk | (200) | (364) | 60 | (225) | (148) |
| Equity affiliates | 0 | 0 | (1) | 24 | 3 |
| Net income on other assets | (2) | 0 | 1 | (7) | 25 |
| Change in value of goodwill | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pre-tax income | 1,290 | 1,261 | 1,647 | 1,464 | 1,297 |
| Tax | (500) | (450) | (602) | (519) | (470) |
| Net gain/(loss) from held-for-sale operations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Net income | 790 | 811 | 1,045 | 945 | 827 |
| Non-controlling interests | 0 | 0 | 0 | 2 | 1 |
| Net income Group share | 790 | 811 | 1,045 | 943 | 826 |
| <i>o/w HPSP</i> | (86) | (26) | 7 | 105 | 0 |

Crédit Agricole S.A. - Fully-loaded Basel 3 ratios

| €bn | Mar-15 | Jun-15 | Sep-15 | Dec-15 | Mar-16 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Regulatory capital after adjustments | | | | | |
| Common Equity Tier 1 | 31.7 | 30.9 | 31.4 | 32.8 | 32.8 |
| Additional T1 | 4.5 | 4.4 | 4.4 | 4.4 | 5.4 |
| Tier 1 capital | 36.2 | 35.3 | 35.8 | 37.2 | 38.2 |
| Tier 2 capital | 16.7 | 15.0 | 16.4 | 17.5 | 15.3 |
| Total capital | 52.9 | 50.3 | 52.2 | 54.7 | 53.5 |
| RWAs | | | | | |
| Credit risk (incl. clearing houses) | 272.2 | 265.5 | 267.0 | 267.9 | 265.4 |
| Market risk | 10.9 | 11.9 | 9.3 | 7.6 | 7.6 |
| Operational risk | 22.1 | 22.1 | 23.8 | 26.1 | 26.6 |
| Credit Value Adjustment (CVA) | 5.9 | 4.7 | 4.6 | 4.0 | 4.7 |
| Total RWAs | 311.1 | 304.2 | 304.7 | 305.6 | 304.3 |
| Solvency ratios | | | | | |
| Common Equity Tier 1 ratio | 10.2% | 10.2% | 10.3% | 10.7% | 10.8% |
| Tier 1 ratio | 11.6% | 11.6% | 11.7% | 12.2% | 12.6% |
| Total solvency ratio | 17.0% | 16.5% | 17.1% | 17.9% | 17.6% |

Crédit Agricole Group - Fully-loaded Basel 3 ratios

| €bn | Mar-15 | Jun-15 | Sep-15 | Dec-15 | Mar-16 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Regulatory capital after adjustments | | | | | |
| Common Equity Tier 1 | 66.9 | 66.7 | 67.8 | 69.7 | 70.4 |
| Additional T1 | 4.5 | 4.4 | 4.4 | 4.4 | 5.2 |
| Tier 1 capital | 71.4 | 71.1 | 72.2 | 74.1 | 75.6 |
| Tier 2 capital | 17.6 | 16.0 | 17.4 | 18.4 | 16.4 |
| Total capital | 89.0 | 87.1 | 89.6 | 92.5 | 92.0 |
| RWAs | | | | | |
| Total RWAs | 513.4 | 506.5 | 507.0 | 509.4 | 509.0 |
| Solvency ratios | | | | | |
| Common Equity Tier 1 ratio | 13.0% | 13.2% | 13.4% | 13.7% | 13.9% |
| Tier 1 ratio | 13.9% | 14.0% | 14.2% | 14.5% | 14.9% |
| Total solvency ratio | 17.3% | 17.2% | 17.7% | 18.1% | 18.1% |

For 2014 data, stated figures.

AUTRES INFORMATIONS

Rapport annuel relatif à la politique et aux pratiques de rémunération des personnes définies à l'article L. 511-71 du code monétaire et financier et, le cas échéant, en application du règlement délégué (UE) no 604/2014 de la Commission du 4 mars 2014

Le présent rapport est établi conformément aux articles 266 et suivants de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif aux contrôles internes des établissements de crédit et des entreprises d'investissement qui transpose en droit français la directive européenne dite « CRD4 » et à l'article 450 du règlement (UE) N°575/2013 du 26 juin 2013.

Le document détaille les modalités et principes d'application au sein du groupe Crédit Agricole S.A. de ces règles.

1. Gouvernance du groupe Crédit Agricole S.A. en matière de politique de rémunération

La politique de rémunération du groupe Crédit Agricole S.A. est définie par le Conseil d'Administration de Crédit Agricole S.A. sur proposition de son Comité des Rémunérations avec l'appui dans l'élaboration et dans le contrôle de la mise en œuvre de cette politique des différentes fonctions de contrôle.

1.1 Composition et rôle du Comité des rémunérations

Le comité des rémunérations se compose, au 31 décembre 2015, de six membres :

- Mme Laurence Dors (Présidente du Comité), Administratrice indépendante ;
- M. Daniel Epron, Président de Caisse régionale de Crédit Agricole ;
- M. François Heyman, Administrateur représentant des salariés
- M. Jean-Louis Roveyaz, Président de Caisse régionale de Crédit Agricole ;
- M. Christian Streiff, Administrateur indépendant ;
- M. François Véverka, Administrateur indépendant.

Le Comité, dont la composition a été modifiée en 2014 pour intégrer un administrateur représentant des salariés et en 2015 pour intégrer M. Daniel Epron en remplacement de M. Dominique Lefebvre, est composé pour majorité d'administrateurs indépendants.

Le Directeur des ressources humaines Groupe participe aux réunions du comité des rémunérations. Le comité s'appuie dans ses travaux sur des études, s'il le juge nécessaire, et des benchmarks fournis par des cabinets de conseils indépendants.

Le fonctionnement et les missions du Comité sont définis par un règlement intérieur approuvé par le Conseil d'administration. Ce règlement a fait l'objet d'une actualisation en 2015 pour intégrer des précisions concernant ses attributions et son périmètre de compétence en conformité avec les évolutions réglementaires.

Les principales missions du comité des rémunérations sont les suivantes :

- établir les propositions et avis à soumettre au Conseil relatifs aux principes généraux de la politique de rémunération du groupe Crédit Agricole S.A. et, notamment :
 - à la définition des structures de rémunération, en distinguant notamment les rémunérations fixes des rémunérations variables

- aux principes de détermination des enveloppes de rémunérations variables, prenant en compte l'impact des risques et des besoins en capitaux inhérents aux activités concernées en matière de solvabilité et de liquidité ;
- à l'application des dispositions réglementaires concernant le personnel identifié au sens de la réglementation européenne.
- établir les propositions relatives à la rémunération des dirigeants mandataires sociaux en termes de rémunération fixe et variable ou de tout autre élément de rémunération (retraite, indemnité, avantages en nature, ...);
- établir les décisions à soumettre à l'Assemblée Générale des actionnaires relatives à la rémunération des dirigeants mandataires sociaux et du personnel identifié au sens de la réglementation européenne ;
- établir les propositions relatives au montant et à la répartition de l'enveloppe de jetons de présence ;
- établir les propositions relatives aux projets d'augmentations de capital réservées aux salariés du Groupe Crédit Agricole et, le cas échéant, aux plans de souscription ou d'achat d'actions et aux plans de distribution gratuite d'actions à soumettre à l'Assemblée générale des actionnaires, ainsi qu'aux modalités de mise en œuvre de ces augmentations de capital et de ces plans.

Les travaux du comité ont été marqués en 2015 par la mise en œuvre, au sein du groupe Crédit Agricole S.A., de la politique de rémunération et son adaptation aux dispositions de la directive européenne CRD4 et les dispositifs contractuels et de rémunération de la nouvelle gouvernance.

Le comité des rémunérations s'est réuni 6 fois au cours de l'année 2015 et a examiné les points suivants :

- Personnel identifié
 - Revue de la liste du personnel identifié ;
 - Revue de l'enveloppe de rémunération variable du personnel identifié ;
 - Revue des publications réglementées sur le personnel identifié ;
 - Compte rendu de la mission de l'inspection générale Groupe sur l'encadrement de la rémunération des populations identifiées ;
- Rémunération variable
 - Revue des enveloppes de rémunérations variables de l'ensemble des collaborateurs du groupe Crédit Agricole S.A. ;
 - Revue des indicateurs de performance pour l'attribution de l'intéressement long terme aux cadres dirigeants du groupe Crédit Agricole S.A. ;
 - Revue des rémunérations variables annuelles au sein du groupe Crédit Agricole S.A. supérieures à un seuil arrêté par le Conseil ;
- Dirigeants mandataires sociaux
 - Revue des montants de rémunérations variables attribués au titre de 2014 aux dirigeants mandataires sociaux ;
 - Définition des dispositifs contractuels et de rémunération des dirigeants mandataires sociaux ;
- Autres thématiques
 - Répartition de l'enveloppe de jetons de présence
 - Ajustement de la politique de rémunération du groupe Crédit Agricole S.A. ;
 - Mise à jour du règlement intérieur régissant le fonctionnement du comité des rémunérations ;
 - Revue de synthèse de la mise en œuvre des politiques de rémunération par les entités de Crédit Agricole S.A. ;
 - Analyse des évolutions réglementaires ;
 - Revue de la rémunération attribuée au Directeur des risques Groupe.

1.2 Rôle des fonctions de contrôle

En conformité avec les obligations réglementaires, la Direction des ressources Humaines Groupe associe les fonctions de contrôle (Risques et contrôles permanents, Conformité et Inspection générale) à l'élaboration des politiques de rémunération et à la revue des rémunérations variables du Groupe et à la définition du personnel identifié.

Notamment, le comité de contrôle des politiques de rémunération réunit les représentants de la Direction des Ressources Humaines Groupe, de la Direction des Risques et Contrôles Permanents Groupe et de la Direction de la conformité Groupe.

Ce comité émet un avis sur la politique de rémunération élaborée par la Direction des Ressources Humaines, avant présentation au comité des rémunérations puis approbation par le Conseil d'administration Groupe.

Ce comité a pour missions en particulier :

- d'informer les fonctions de contrôle des dossiers relatifs aux politiques générales qui seront présentés au comité des Rémunérations, condition sine qua non de l'exercice du devoir d'alerte ;
- de s'assurer de la validité, au regard des nouvelles exigences réglementaires, des principes retenus pour décliner dans le groupe la politique de rémunération ;
- d'apprécier la conformité de la déclinaison dans les entités des règles énoncées : définition de la population régulée ; principes de calcul des enveloppes de rémunération variable ; mode de gestion des comportements non respectueux des règles qui seront pris en considération pour la détermination des rémunérations variables de l'année ou des années antérieures ;
- de coordonner les actions à initier dans les entités par les lignes métiers Risques, Conformité.

La définition et la mise en œuvre de la politique de rémunération sont soumises au contrôle de l'Inspection Générale Groupe et des audits internes des entités du Groupe.

2. Politique de rémunération du personnel identifié

2.1 Principes généraux de la politique de rémunération

La rémunération globale des collaborateurs de Crédit Agricole S.A. est constituée par :

- La rémunération fixe,
- La rémunération variable annuelle individuelle,
- La rémunération variable collective (intéressement et participation en France, profit sharing à l'international),
- La rémunération variable long terme et différée sous conditions de performance,
- Les périphériques de rémunération (régimes de retraite supplémentaires et de prévoyance santé).

Chaque collaborateur bénéficie de tout ou partie de ces éléments en fonction de ses responsabilités, de ses compétences et de sa performance.

Dans chacun de ses différents métiers, Crédit Agricole S.A. compare régulièrement ses pratiques à celles d'autres groupes financiers au niveau national, européen ou international, afin de s'assurer que les rémunérations permettent d'attirer et de retenir les talents et les compétences nécessaires au groupe.

- **Rémunération fixe**

Les compétences et le niveau de responsabilité sont rémunérés par le salaire de base en cohérence avec les spécificités de chaque métier sur son marché local.

- **Rémunération variable annuelle individuelle**

Les plans de rémunération variable liée à la performance sont mis en place en fonction de l'atteinte des objectifs fixés et des résultats de l'entité, liant ainsi de fait l'intérêt des collaborateurs avec ceux du groupe et des actionnaires.

La partie variable est liée à la performance annuelle et à l'impact sur le profil de risque de l'établissement. En cas de performance insuffisante, de non-respect des règles et procédures ou de comportements à risques, la rémunération variable est directement impactée.

Les rémunérations variables sont fixées dans le respect des principes réglementaires. Elles sont définies de façon à ce qu'elles n'entravent pas la capacité des entités du groupe à renforcer leurs fonds propres en tant que de besoin. Elles prennent en compte l'ensemble des risques, y compris le risque de liquidité, ainsi que le coût du capital. Elles ne résultent pas d'une évaluation de la performance reposant sur des seuls critères économiques et financiers.

En fonction des métiers et en cohérence avec les pratiques des marchés, deux systèmes de rémunération variable existent au sein de Crédit Agricole S.A. :

- les Rémunérations Variables Personnelles (RVP) pour les fonctions centrales, la banque de détail et les métiers spécialisés (assurance, leasing et factoring, crédit à la consommation),
- et les bonus pour les métiers de banque de financement et d'investissement, la banque privée, la gestion d'actifs et le capital investissement.

Rémunérations Variables Personnelles (RVP)

La rémunération variable personnelle (RVP) mesure la performance individuelle sur la base d'objectifs collectifs et/ou individuels. Cette performance repose sur l'évaluation précise des résultats obtenus par rapport aux objectifs spécifiques de l'année (combien) en tenant compte des conditions de mise en œuvre (comment).

Les objectifs sont décrits précisément et mesurables sur l'année. Les objectifs doivent prendre en compte la dimension clients, collaborateurs et sociétale des activités.

Le degré d'atteinte ou de dépassement des objectifs est le point central pris en compte pour l'attribution des RVP ; il est accompagné d'une appréciation qualitative sur la manière dont les objectifs ont été atteints (en termes d'autonomie, d'implication, d'incertitude, de contexte, etc.) et au regard des conséquences pour les autres acteurs de l'entreprise (manager, collègues, autres secteurs, etc.). La prise en compte de ces aspects permet de différencier l'attribution des RVP selon les performances.

Bonus

Les bonus sont directement liés aux résultats économiques de l'entité. Ils sont alloués aux collaborateurs selon une procédure en plusieurs étapes.

1/ La détermination de l'enveloppe de bonus par entité est soumise à deux types de critères :

- des critères quantitatifs

Afin de déterminer le montant de sa contribution métier c'est à dire sa capacité à financer les bonus compte tenu du coût du risque, du coût du capital et du coût de la liquidité, chaque entité effectue le calcul suivant :

$$\text{Contribution} = \text{PNB}^* - \text{charges directes et indirectes hors bonus} - \text{coût du risque} - \text{coût du capital avant impôts}$$

** étant entendu que, par définition, le PNB est calculé net du coût de la liquidité*

- des critères qualitatifs

Afin de déterminer le taux de distribution de la contribution, c'est à dire l'enveloppe globale de bonus, chaque entité doit apprécier le niveau de distribution qu'elle souhaite appliquer. Pour cela, elle s'appuie sur la performance économique de l'entité et les pratiques de sociétés concurrentes sur des métiers comparables.

2/ l'attribution individuelle de cette enveloppe suit les principes suivants :

Les attributions individuelles des parts variables sont corrélées à une évaluation individuelle annuelle formalisée qui prend en compte la réalisation d'objectifs quantitatifs et qualitatifs. Il n'existe donc pas de lien direct et automatique entre le niveau des résultats financiers d'un salarié et son niveau de rémunération variable, dans la

mesure où un salarié est évalué sur ses résultats, ceux de son activité et les conditions dont ceux-ci ont été atteints.

Tout comme pour le système de RVP, les objectifs sont définis précisément et mesurables sur l'année.

Les objectifs qualitatifs sont individualisés, liés à l'activité professionnelle et au niveau hiérarchique du poste. Ces objectifs incluent la qualité de la gestion des risques et les moyens et les comportements mis en œuvre pour atteindre les résultats tels que la coopération, le travail en équipe et la gestion des hommes.

Outre l'évaluation individuelle menée chaque année par la ligne managériale, la Direction des ressources humaines, la Direction des risques et contrôles permanents et la Direction de la conformité évaluent de façon indépendante les éventuels comportements à risques de ces collaborateurs. En cas de comportements risqués constatés, la rémunération variable du collaborateur est directement impactée.

2.2 Principes de la politique de rémunération du personnel identifié

Conformément à la réglementation, la politique de rémunération des personnels identifiés est caractérisée par les principes suivants :

- Les montants de rémunérations variables ainsi que leur répartition n'entravent pas la capacité des établissements à renforcer leurs fonds propres en tant que de besoin
- La composante variable pour un collaborateur donné relevant d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'investissement ne peut excéder 100% de la composante fixe. Néanmoins, chaque année, l'Assemblée Générale des actionnaires peut approuver un ratio maximal supérieur à condition que le niveau global de la composante variable n'excède pas 200% de la composante fixe de chaque collaborateur
- une partie de la rémunération variable est différée sur trois ans et acquise par tranches, sous condition de performance ;
- une partie de la rémunération variable est versée en actions Crédit Agricole S.A. ou instruments adossés à l'action Crédit Agricole S.A. ;
- l'acquisition de chaque tranche de différé est suivie d'une période de conservation de six mois. Une partie de la rémunération non différée est également bloquée pendant six mois.

2.3 Périmètre du personnel identifié

Les politiques de rémunération des entités du groupe CASA relèvent désormais de trois corpus réglementaires distincts :

- Les textes applicables aux établissements de crédit et entreprises d'investissement (le package « CRD4 »),
- Les textes applicables au sein des sociétés de gestion aux fonds d'investissement alternatifs (« hedge funds » et fonds de capital investissement) au titre la directive européenne AIFM 2011/6 du 8 juin 2011,
- Les textes applicables aux sociétés d'assurance et de réassurance qui relèveront du dispositif «Solvency II » en cours d'élaboration en ce qui concerne les politiques de rémunération.

En ce qui concerne les établissements de crédit et les entreprises d'investissement, le règlement délégué de la Commission européenne n°604/2014 et l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne, définissent le champ d'application des mesures d'encadrement aux collaborateurs suivants, dits « personnels identifiés ». Cette nouvelle appellation de « personnel identifié » remplace les anciennes appellations de « population régulées » ou « preneurs de risques ».

Sont visés, d'une part, des personnels au titre de leur fonction groupe Crédit Agricole S.A., d'autre part, des personnels au titre de leur fonction au sein des entités du groupe et enfin pour l'ensemble des entités des personnels en fonction du niveau de leur délégation ou de leur rémunération.

- Personnels identifiés au titre de leur fonction groupe Crédit Agricole S.A.
 - Les mandataires sociaux,
 - L'ensemble des membres du comité exécutif,

- Les directeurs des fonctions centrales en charge des domaines finance, juridique, fiscal, ressources humaines, politique de rémunération, informatique, contrôle de gestion, analyses économiques,
- Les responsables des trois fonctions de contrôles à savoir les fonctions Risques et contrôles permanents, Conformité et Audit,
- Les collaborateurs rattachés directement aux responsables des fonctions groupes Risques et contrôles permanents, Conformité et Audit,
- Les collaborateurs responsables d'un comité en charge de la gestion d'un risque opérationnel pour le groupe.
- Personnels identifiés au titre de leur fonction au sein des entités dont le total de bilan est supérieur à 10 milliards d'euros ou dont les capitaux propres sont supérieurs à 2% des capitaux propres de leur société mère.
 - Les mandataires sociaux ou directeurs généraux,
 - Les membres du comité exécutif ou les collaborateurs rattachés directement aux directeurs généraux,
 - Les collaborateurs responsables des trois fonctions de contrôles à savoir les fonctions Risques et contrôles permanents, Conformité et Audit,
 - Les collaborateurs qui président les comités « nouvelles activités / nouveaux produits » faitiers de ces entités.
- Personnels identifiés en fonction du niveau de leur délégation ou de leur rémunération :
 - Les collaborateurs ayant une délégation de pouvoirs d'engagement sur des risques de crédit supérieure à 0,5% du capital Common Equity Tier One (CET1) de leur filiale d'appartenance et d'au moins 5 millions d'euros ou une délégation de pouvoir pour structurer de tels produits et ayant un impact significatif sur le profil de risque de la filiale d'appartenance ,
 - Les collaborateurs ayant une capacité d'engagement sur des risques de marché supérieure à 0,5% du capital Common Equity Tier One (CET1) ou 5% de la Value At Risk (VaR) de leur filiale d'appartenance,
 - Les responsables hiérarchiques de collaborateurs non identifiés individuellement mais qui collectivement et en cumulé ont une délégation de pouvoirs d'engagement sur des risques de crédit supérieure à 0,5% du Common Equity Tier One (CET1) de leur filiale d'appartenance et d'au moins 5 millions d'euros ou une capacité d'engagement sur des risques de marché supérieure à 0,5% du Common Equity Tier One (CET1) ou 5% de la Value At Risk (VaR) de leur filiale d'appartenance.
 - Les collaborateurs dont la rémunération brute totale attribuée a été supérieure à 500.000 € sur le précédant l'exercice.
 - Les collaborateurs non identifiés au titre de l'un des critères précédents et dont la rémunération totale les positionne dans les 0,3% des collaborateurs les mieux rémunérés de l'entité au titre de l'exercice précédent (pour les entités dont le total de bilan est supérieur à 10 milliards d'euros ou dont les capitaux propres sont supérieurs à 2% des capitaux propres de leur société mère)

La détermination des collaborateurs faisant partie de la population régulée est effectuée chaque année sous la responsabilité conjointe des fonctions Ressources Humaines, Risques et Contrôles Permanents et Conformité des entités et du groupe.

Le groupe Crédit Agricole S.A. a de plus décidé d'étendre des mécanismes similaires de différé de la rémunération variable aux collaborateurs ne relevant pas des dispositions précitées au titre de pratiques existant antérieurement ou de règles imposées par d'autres réglementations ou normes professionnelles, dans un souci de cohésion et d'alignement sur la performance globale de l'entreprise.

2.4 Caractéristiques des règles de différé du personnel identifié

• Montants des rémunérations variables à différer

Le système mis en place favorise l'association des collaborateurs à la performance moyenne du Groupe et la maîtrise des risques.

En pratique, compte tenu du principe de proportionnalité, les collaborateurs dont le bonus ou la part variable est inférieure à 120 000€ sont exclus du champ d'application des règles de différé et ce, pour chacune des entités du groupe et sauf exigence contraire des régulateurs locaux des pays où les filiales du groupe sont implantées.

La part différée est fonction de la part variable globale allouée pour l'exercice.

| Part variable globale au titre de l'année N | Partie différée |
|---|---|
| < 120 000 € | NA |
| 120 000 € - 400 000 € | 40 % au 1 ^{er} € |
| 400 000 € - 600 000 € | 50 % au 1 ^{er} € avec minimum non différé de 240 000 € |
| > 600 000 € | 60 % au 1 ^{er} € avec minimum non différé de 300 000 € |

Ce barème peut être adapté selon les pays en fonction des exigences réglementaires locales. C'est notamment le cas en Italie et en Pologne.

• Versement en titres ou instruments équivalents

La rémunération variable différée ainsi que la part non différée portée 6 mois sont acquises sous forme d'actions Crédit Agricole S.A. ou d'instruments adossés à des actions. De ce fait, 50% au moins de la rémunération variable des collaborateurs reconnus personnel identifié sont attribués en actions ou instruments équivalents.

Toute stratégie de couverture ou d'assurance limitant la portée des dispositions d'alignement sur les risques contenus dans le dispositif de rémunération est prohibée.

• Conditions de performance

L'acquisition définitive de la part variable au terme du différé est également soumise à la satisfaction d'une condition de présence dans le groupe à la date d'acquisition.

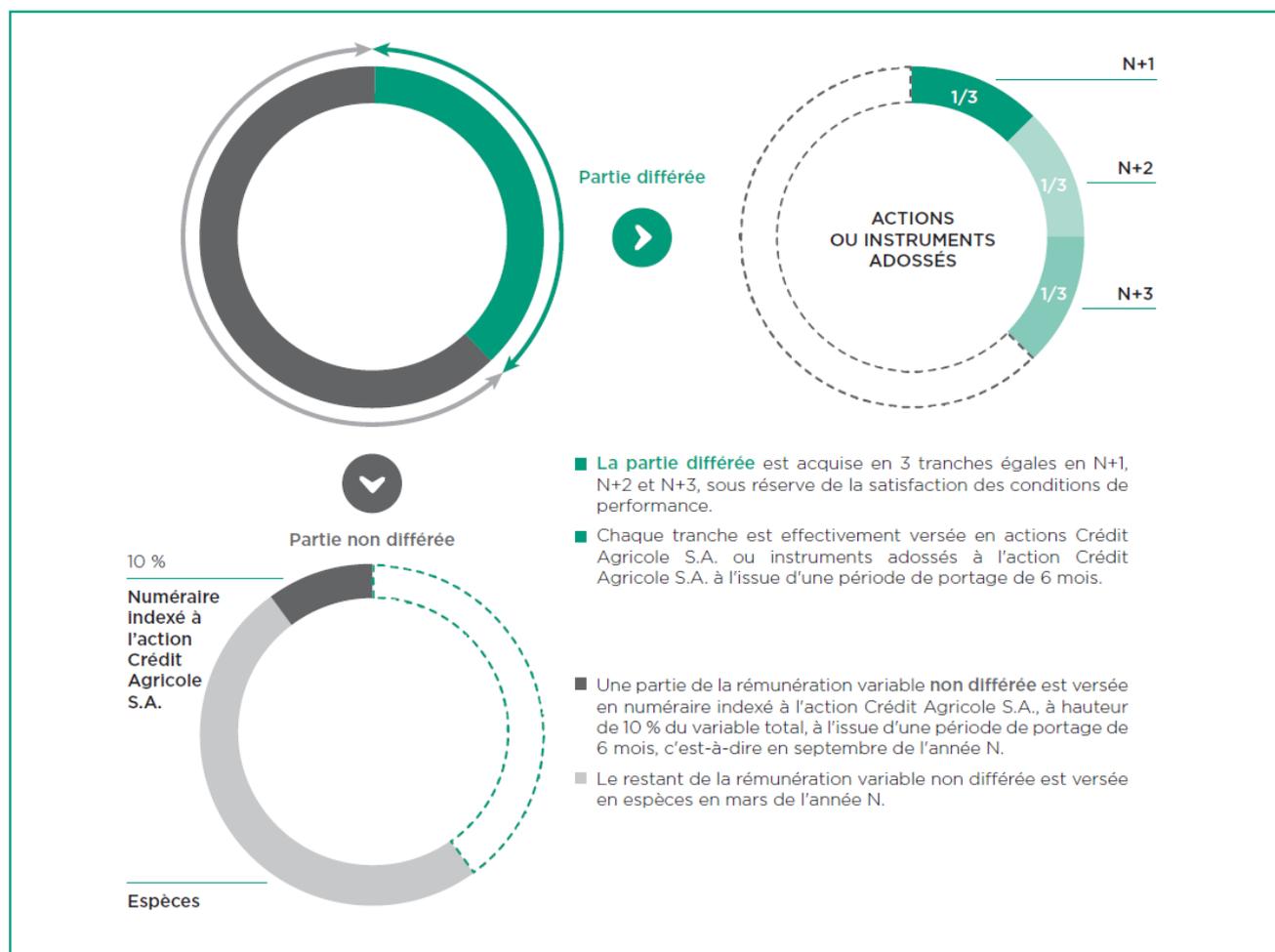
L'acquisition de la part différée se fait par tiers : 1/3 en année N+1, 1/3 en année N+2 et 1/3 en année N+3 par rapport à l'année de référence (N), sous réserve que les conditions d'acquisition soient remplies. Chacune des dates d'acquisition est prolongée par une période de portage de 6 mois.

En ce qui concerne les cadres dirigeants reconnus personnel identifié, les conditions de performance sont alignées sur celles de la rémunération variable long terme telles qu'indiquées :

- performance économique intrinsèque de Crédit Agricole S.A. définie par la progression du résultat d'exploitation de Crédit Agricole S.A.,
- performance relative de l'action Crédit Agricole S.A. par rapport à un indice composite de banques européennes,
- performance sociétale de Crédit Agricole S.A. mesurée par l'indice FReD.

En ce qui concerne les autres collaborateurs reconnus personnel identifié, la condition de performance est calculée par rapport à l'objectif de résultat net part du groupe (RNPG) de l'entité, arrêté lors de l'année d'attribution de la rémunération variable considérée.

Synthèse de la structure de différé



• Plafonnement de la rémunération différée

En ce qui concerne les cadres dirigeants preneurs de risques, l'acquisition peut varier de 0 % à 120 % pour chaque critère de performance. Chaque critère compte pour un tiers de l'acquisition et, pour chaque année, le taux d'acquisition global est la moyenne des taux d'acquisition de chaque critère, cette moyenne étant plafonnée à 100 %.

2.5 Limitation des bonus garantis

Les rémunérations variables garanties sont strictement limitées aux cas d'embauches et pour une durée ne pouvant excéder un an.

L'attribution d'une rémunération variable garantie est soumise aux modalités du plan de rémunération différée applicable sur l'exercice. De ce fait, l'ensemble des règles relatives aux rémunérations variables des collaborateurs preneurs de risques (barème de différé, conditions de performance, publication) s'appliquent à ces bonus.

2.6 Communication

La rémunération versée au cours de l'exercice au personnel identifié fait l'objet d'une résolution soumise annuellement à l'Assemblée générale de Crédit Agricole S.A.

2.7 Processus de contrôle

Le montant total de la rémunération variable attribué à un collaborateur personnel identifié peut en tout ou partie être réduit en fonction des agissements ou du comportement à risques constatés.

Un dispositif interne de contrôle des comportements à risques des collaborateurs personnel identifié est défini par des procédures ad hoc et est déployé au sein des filiales de Crédit Agricole S.A. en coordination avec les lignes métier Risques et Contrôles Permanents et Conformité.

Ce dispositif comprend notamment :

- un suivi et une évaluation annuels du dispositif par l'organe de gouvernance
- une procédure d'arbitrage de niveau Direction Générale pour les cas constatés de comportements à risque.

3. Informations quantitatives consolidées sur la rémunération des membres de l'organe exécutif et du personnel identifié

3.1 Rémunérations attribuées au titre de l'exercice 2015

Au titre de 2015, 715 collaborateurs, dont 341 en Banque de Financement et d'Investissement (BFI) et 374 hors BFI, font partie du personnel identifié au sens du règlement délégué de la Commission européenne n°604/2014 et l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne. L'enveloppe totale de rémunération variable qui leur est attribuée s'élève à 135 millions d'euros.

3.1.1 Montants des rémunérations attribuées au cours de l'exercice 2015, répartis entre part fixe et part variable, et nombre de bénéficiaires - en millions d'euros

| | Dirigeants | Banque d'investissement | Banque de détail | Gestion d'actifs | Fonctions Supports | Fonction de contrôle | Autres | Total |
|--|------------|-------------------------|------------------|------------------|--------------------|----------------------|--------|-------|
| Nombre de personnel identifié | 2 | 341 | 218 | 17 | 63 | 71 | 3 | 715 |
| Dont nombre de personnel identifié et différé | 2 | 271 | 58 | 10 | 26 | 14 | 2 | 383 |
| Total des rémunérations | 2,7 | 184,2 | 69,0 | 9,0 | 21,4 | 16,9 | 1,4 | 304,6 |
| Dont montant de la part fixe | 1,6 | 92,5 | 44,9 | 4,8 | 13,4 | 11,3 | 0,9 | 169,4 |
| Dont montant de la part variable | 1,1 | 91,7 | 24,1 | 4,2 | 7,9 | 5,7 | 0,5 | 135,2 |

La part de la rémunération variable représente 44% de la rémunération totale attribuée et 80% de la rémunération fixe. En fonction des activités, la part de la rémunération variable par rapport à la rémunération fixe varie de 50% à 100%.

3.1.2 Montants et forme des rémunérations variables, répartis entre montants acquis et montants différés conditionnels des collaborateurs dont la rémunération est différée – en millions d'euros

| | Dirigeants | Banque d'investissement | Banque de détail | Gestion d'actifs | Fonctions Supports | Fonction de contrôle | Autres | Total |
|---|------------|-------------------------|------------------|------------------|--------------------|----------------------|------------|-------------|
| Nombre de personnel identifié et différé | 2 | 271 | 58 | 10 | 26 | 14 | 2 | 383 |
| Montant acquis | 0,3 | 42,0 | 7,9 | 1,5 | 2,9 | 1,7 | 0,2 | 56,5 |
| Montant en numéraire indexé* | 0,1 | 7,2 | 1,7 | 0,3 | 0,6 | 0,3 | 0,0 | 10,2 |
| Montant différé conditionnel | 0,7 | 38,5 | 7,7 | 1,8 | 2,4 | 1,5 | 0,2 | 52,8 |

* Montant attribué et acquis en mars, indexé sur l'action Crédit Agricole S.A. et payable en septembre

La part différée et conditionnelle de la rémunération variable attribuée au titre de 2015 est de 44%.

Le bonus moyen attribué au titre de 2015 au personnel identifié est de 189 000 €.

Sur l'activité de banque de financement et d'investissement qui regroupe une majorité du personnel identifié, le bonus moyen au titre de 2015 est de 269 000 €.

3.1.3 Montants et forme des rémunérations variables, répartis entre paiement en espèces, en actions et titres adossés à des actions des collaborateurs dont la rémunération est différée – en millions d'euros.

| | Dirigeants | Banque d'investissement | Banque de détail | Gestion d'actifs | Fonctions Supports | Fonction de contrôle | Autres | Total |
|--|------------|-------------------------|------------------|------------------|--------------------|----------------------|------------|-------------|
| Nombre de personnel identifié et différé | 2 | 271 | 58 | 10 | 26 | 14 | 2 | 383 |
| Payement en espèces | 0,3 | 42,0 | 7,9 | 1,5 | 2,9 | 1,7 | 0,2 | 56,5 |
| Payement en actions ou en instruments équivalents | 0,8 | 45,7 | 9,4 | 2,1 | 3,0 | 1,8 | 0,2 | 63,0 |

La part de la rémunération variable attribuée au titre de 2015 en actions ou instruments équivalents est de près de 53%.

3.2 Encours des rémunérations variables

Montants des encours de rémunérations différées, non acquises – en millions d'euros.

| | Dirigeants effectifs | Reste du Groupe | Total |
|--|----------------------|-----------------|-------------|
| Montant des encours de rémunérations différées non acquises au titre de 2015 | 0,7 | 52,1 | 52,8 |
| Montant des encours de rémunérations différées non acquises au titre des exercices antérieurs | 1,7 | 38,7 | 40,4 |

3.3 Rémunérations variables différées versées ou réduites du fait des résultats de l'exercice 2015

Montants des encours de rémunérations différées attribués au cours de l'exercice, versés ou réduits, après ajustements en fonction des résultats - en millions d'euros

| | Au titre de 2012 | Au titre de 2013 | Au titre de 2014 |
|--|------------------|------------------|------------------|
| Montant des rémunérations différées versées * | 12,7 | 12,2 | 14,1 |
| Montant des réductions effectuées sur les rémunérations différées | - | - | - |

* Les montants versés aux bénéficiaires au titre des exercices, 2012, 2013 et 2014, exprimés en valeur d'attribution, ne tiennent pas compte de l'évolution du cours de l'action Crédit Agricole S.A. entre l'attribution et l'acquisition.

3.4 Sommes versées au titre des embauches et des ruptures au cours de l'exercice 2015

Paiements au titre de nouvelles embauches ou d'indemnités de licenciement effectués au cours de l'exercice, et nombre de bénéficiaires de tels paiements – en millions d'euros

| | Sommes versées | Nombre de bénéficiaires |
|--|----------------|-------------------------|
| Montant des indemnités de rupture versées et nombre de bénéficiaires | 4,0 | 9 |
| Montant des sommes payées pour les nouvelles embauches et nombre de bénéficiaires | 4,1 | 6 |

3.5 Garanties d'indemnités de rupture

Garanties d'indemnités de licenciement accordées au cours de l'exercice, nombre de bénéficiaires et somme la plus élevée accordée à ce titre à un seul bénéficiaire – en millions d'euros

| | 2015 |
|--|------|
| Montant des garanties d'indemnités de rupture | - |
| Nombre de bénéficiaires | - |
| Garantie la plus élevée | - |

3.6 Informations consolidées sur les membres de l'organe exécutif et du personnel identifié ayant une rémunération totale supérieure à 1 million d'euros

Rémunération totale attribuée au titre de 2015

| Rémunération totale | France | Europe (hors France) | Reste du monde |
|----------------------------|--------|----------------------|----------------|
| De 1 000 000 à 1 500 000 € | 4 | 8 | 4 |
| De 1 500 000 à 2 000 000 € | 1 | 4 | 1 |
| De 2 000 000 à 2 500 000 € | 1 | 2 | 1 |
| Supérieur à 2 500 000 € | - | - | - |

4. Informations sur la rémunération individuelle des dirigeants effectifs et responsables des fonctions de contrôle

4.1 Rémunérations des dirigeants effectifs

M. Philippe Brassac, Directeur général (à compter du 20 mai 2015)

| (en euros) | 2015 | |
|--|------------------|----------------|
| | Montant attribué | Montant versé |
| Rémunération fixe | 554 032 | 554 032 |
| Rémunération variable non différée | 174 000 | - |
| Rémunération variable indexée sur la valeur de l'action Crédit Agricole S.A. | 58 000 | - |
| Rémunération variable différée et conditionnelle | 348 000 | - |
| Rémunération exceptionnelle | - | - |
| Jetons de présence ⁽¹⁾ | - | - |
| Avantages en nature | 38 040 | 38 040 |
| TOTAL | 1 172 072 | 592 072 |

(1) Montants nets, après les déductions suivantes opérées sur les montants dus aux bénéficiaires personnes physiques résidentes en France : acompte d'impôt sur le revenu (21 %) et contributions sociales (15,50 %).

M. Xavier Musca, Directeur général délégué

| <i>(en euros)</i> | 2015 | |
|--|------------------|------------------|
| | Montant attribué | Montant versé |
| Rémunération fixe | 623 118 | 623 118 |
| Rémunération variable non différée | 156 300 | 122 400 |
| Rémunération variable indexée sur la valeur de l'action Crédit Agricole S.A. | 52 100 | 39 576 |
| Rémunération variable différée et conditionnelle | 312 600 | 151 580 |
| Rémunération exceptionnelle | - | - |
| Jetons de présence ⁽¹⁾ | 91 291 | 91 291 |
| Avantages en nature | - | - |
| TOTAL | 1 235 409 | 1 027 965 |

(1) Montants nets, après les déductions suivantes opérées sur les montants dus aux bénéficiaires personnes physiques résidentes en France : acompte d'impôt sur le revenu (21 %) et contributions sociales (15,50 %).

Evolution des instances de Gouvernance

Au 12 mai 2016, le **Comité exécutif** est composé comme suit :

| | |
|--|-------------------------------|
| Le Directeur général | Philippe BRASSAC |
| Le Directeur général délégué | Xavier MUSCA |
| Le Directeur général adjoint en charge du pôle Fonctionnement et Transformation | Pascal CELERIER |
| Le Directeur général adjoint en charge du pôle Développement, Client et Innovation | Bertrand CORBEAU |
| Le Directeur général adjoint en charge du pôle Services financiers spécialisés | Philippe DUMONT |
| Le Directeur général adjoint en charge du pôle Finances Groupe | Jérôme GRIVET |
| Le Directeur général adjoint en charge du pôle Grandes Clientèles | Jean-Yves HOCHER |
| Le Directeur général adjoint en charge du pôle Filiales Banques de proximité | Michel MATHIEU |
| Le Directeur général adjoint en charge du pôle Épargne, Assurances et Immobilier | Yves PERRIER |
| Le Secrétaire général | Jérôme BRUNEL |
| La Directrice des Ressources Humaines | Bénédicte CHRETIEN |
| Le Directeur des Risques Groupe | Hubert REYNIER |
| Le Directeur général de Crédit Agricole Assurances | Frédéric THOMAS |
| Le Directeur de la Conformité Groupe | Jean-Pierre TRÉMENBERT |

Le **Comité exécutif élargi** est composé du Comité exécutif et de :

| | |
|---|-----------------------------|
| Le Directeur des Systèmes d'information Groupe | Eric BAUDSON |
| Le Directeur du pôle Agriculture, Agroalimentaire et Services aux entreprises | Laurent BENNET |
| Le Directeur général de Crédit Agricole Leasing & Factoring | Philippe CARAYOL |
| Le Directeur du pôle Paiements | Bertrand CHEVALLIER |
| Le Directeur de la Banque Privée | Christophe GANCEL |
| Le Directeur général de Crédit Agricole Immobilier | Michel GOUTORBE |
| La Directrice des Etudes Economiques | Isabelle JOB-BAZILLE |
| La Directrice de la Stratégie | Clotilde L'ANGEVIN |
| L'Inspecteur général Groupe | Michel LE MASSON |
| Le Directeur Marketing Groupe et Digital | Serge MAGDELEINE |
| Le Directeur Groupe Crédit Agricole S.A. pour l'Italie | Giampiero MAIOLI |
| Le Directeur général de CACEIS | François MARION |
| Le Directeur des Affaires Juridiques | Pierre MINOR |
| Le Directeur de la Banque de Proximité à l'International | Marc OPPENHEIM |
| Assiste également : | |
| Le Directeur des Affaires publiques Groupe, également Directeur général de la Fédération nationale du Crédit Agricole | Alban AUCOIN |

Evolution des risques juridiques

► Strauss/Wolf

Dans le dossier Strauss/Wolf, le tribunal en charge du dossier, saisi d'une demande relative à sa compétence, a, par décision en date du 31 mars 2016, partiellement fait droit à la requête de LCL, en ne retenant pas une compétence générale (« general jurisdiction ») sur LCL, société étrangère aux Etats-Unis et dépourvue sur ce territoire de lieu principal d'activités. Mais le tribunal s'est déclaré compétent au titre d'une compétence spécifique (« specific jurisdiction ») sur les demandes des demandeurs.

La date du procès n'est pas encore connue à ce jour.

Autres informations récentes

Communiqués de presse

► Communiqué de presse du 29 avril 2016

Communication sur les indicateurs requis pour les banques d'importance systémique mondiale (G-SIBs).

Ce communiqué est disponible à l'adresse internet suivante :

<http://www.credit-agricole.com/Investisseur-et-actionnaire/Information-financiere/Pilier-3-et-autres-publications-prudentielles>

PERSONNE RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE ET DE SES ACTUALISATIONS

M. Philippe Brassac, Directeur général de Crédit Agricole S.A.

ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes, PricewaterhouseCoopers Audit et Ernst & Young et Autres, une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document de référence et des actualisations A.01 et A.02.

Fait à Montrouge, le 12 mai 2016

Le Directeur général de Crédit Agricole S.A.

Philippe BRASSAC

CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

Commissaires aux comptes titulaires

| Ernst & Young et Autres | PricewaterhouseCoopers Audit |
|---|---|
| Société représentée par Valérie Meeus | Société représentée par Anik Chaumartin |
| 1/2, place des Saisons 92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1 | 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine |
| Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles | Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles |

Commissaires aux comptes suppléants

| Picarle et Associés | Pierre Coll |
|---|---|
| Société représentée par Denis Picarle | |
| 1/2, place des Saisons 92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1 | 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine |
| Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles | Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles |

Ernst & Young et Autres a été nommé en tant que Commissaire aux comptes titulaire sous la dénomination **Barbier Frinault et Autres** par l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 1994. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 22 mai 2012.

Ernst & Young et Autres est représenté par Valérie Meeus.

Picarle et Associés a été nommé Commissaire aux comptes suppléant de la société Ernst & Young et Autres par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 22 mai 2012.

PricewaterhouseCoopers Audit a été nommé Commissaire aux comptes titulaire par l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 22 mai 2012.

PricewaterhouseCoopers Audit est représenté par Anik Chaumartin.

Pierre Coll a été nommé Commissaire aux comptes suppléant de la société PricewaterhouseCoopers Audit par l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 22 mai 2012.

TABLE DE CONCORDANCE

La table de concordance suivante renvoie aux rubriques exigées par le Règlement européen n° 809/2004 (Annexe I) pris en application de la Directive dite "Prospectus".

| Rubriques de l'Annexe I du règlement européen n° 809/2004 | N° de page du Document de référence, de l'A.01 | N° de page de la présente actualisation |
|---|---|---|
| 1. Personnes responsables | 536 DR, 266 A01 | 87 |
| 2. Contrôleurs légaux des comptes | 537 DR, 267 A01 | 88 |
| 3. Informations financières sélectionnées | | |
| 3.1 Informations financières historiques | 6 à 12 - 16 à 17 DR, 4 à 5 A01 | |
| 3.2 Informations financières intermédiaires | N.A. | 3 à 71, 86 |
| 4. Facteurs de risques | 107 à 109 - 119 à 129 - 218 à 261 - 278 à 304 - 329 à 330 - 343 à 355 - 359 - 376 à 382 - 395 à 398 - 484 - 487 à 488 - 490 DR, 43 à 82 - 100 à 126 - 144 à 145 - 159 à 171 - 175 - 192 à 198 - 211 à 214 A01 | 86 |
| 5. Informations concernant l'émetteur | | |
| 5.1 Histoire et évolution de la Société | 2 à 5 - 19 à 20 - 212 à 215 - 508 - 532 DR | |
| 5.2 Investissements | 19 à 21 - 322 à 323 - 342 - 430 à 447 - 523 DR, 139 - 157 à 159 A01 | |
| 6. Aperçu des activités | | |
| 6.1 Principales activités | 22 to 34 - 363 à 367 - 523 DR, 6 à 7 A01 | |
| 6.2 Principaux marchés | 24 to 34 DR, 179 à 183 A01 | |
| 6.3 Événements exceptionnels | N.A. | |
| 6.4 Dépendance éventuelle à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers | 261 DR | |
| 6.5 Éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle | N.A. | |
| 7. Organigramme | | |
| 7.1 Description sommaire du Groupe et place de l'émetteur | 5 DR, 2 à 5 A01 | |
| 7.2 Liste des filiales importantes | 310 à 311 - 430 à 447 - 477 à 480 DR, 24 à 32 - 244 à 258 A01 | |
| 8. Propriétés immobilières, usines, équipements | | |
| 8.1 Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée | 359 - 391 à 392 DR, 175 - 207 à 208 A01 | |
| 8.2 Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles | 36 à 93 DR | |
| 9. Examen de la situation financière et du résultat | 186 à 215 DR, 9 à 41 A01 | |
| 9.1 Situation financière | 318 à 323 - 456 à 457 DR, 135 à 139 A01 | |
| 9.2 Résultat d'exploitation | 316 à 317 - 458 DR, 133 à 134 A01 | |
| 10. Trésorerie et capitaux | | |
| 10.1 Informations sur les capitaux de l'émetteur | 7 à 15 - 201 - 262 à 282 - 318 à 321 - 355 - 399 à 401 - 492 DR, 83 à 105 - 135 à 137 - 170 à 171 - 216 à 217 A01 | |
| 10.2 Source et montant des flux de trésorerie | 322 à 323 DR, 138 à 139 A01 | |
| 10.3 Conditions d'emprunt et structure de financement | 190 à 191 - 244 à 249 - 352 à 353 DR, 11 - 67 à 70 - 168 à 169 A01 | |

| Rubriques de l'Annexe I du règlement européen n° 809/2004 | N° de page du Document de référence, de l'A.01 | N° de page de la présente actualisation |
|--|---|---|
| 10.4 Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sensiblement sur les opérations de l'émetteur | 267 - 273 - 390 - 430 - 448 à 449 DR | |
| 10.5 Sources de financement attendues pour honorer les engagements | 523 à 524 DR | |
| 11. Recherche et développement, brevets et licences | N.A. | |
| 12. Informations sur les tendances | 2 à 3 - 212 - 451 DR, 42 - 262 A01 | |
| 13. Prévisions ou estimations du bénéfice | N.A. | |
| 14. Organes d'administration, de Direction et de surveillance et Direction générale | | |
| 14.1 Informations concernant les membres des organes d'administration et de Direction | 97 à 114 - 130 à 147 - 524 DR | 85 |
| 14.2 Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de Direction et de surveillance et de la Direction générale | 100 - 146 DR | |
| 15. Rémunération et avantages | | |
| 15.1 Montant de la rémunération versée et avantages en nature | 110 à 114 - 148 à 184 - 405 à 409 - 502 DR, 126 - 219 à 223 A01 | 74 à 84 |
| 15.2 Montant total des sommes provisionnées ou constatées aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages | 110 à 112 - 148 à 184 - 334 à 335 - 396 - 405 à 409 - 471 à 472 - 490 - 502 DR, 150 - 212 - 219 à 223 A01 | 72 à 84 |
| 16. Fonctionnement des organes d'administration et de Direction | | |
| 16.1 Date d'expiration du mandat | 130 à 143 - 524 DR | |
| 16.2 Informations sur les contrats de service liant les membres des organes d'administration à l'émetteur ou à l'une de ses filiales | 146 DR | |
| 16.3 Informations sur le Comité de l'audit et le Comité de rémunération de l'émetteur | 101- 106 à 107 - 109 à 111 DR, 126 A01 | 72 à 74 |
| 16.4 Conformité au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur dans le pays d'origine de l'émetteur | 96 à 118 DR | |
| 17. Salariés | | |
| 17.1 Nombre de salariés et répartition par principal type d'activité et par site | 4 - 59 à 72 - 405 - 502 DR, 21 à 22 - 219 A01 | |
| 17.2 Participations au capital social de l'émetteur et <i>stock options</i> | 10 à 11 - 14 à 15 - 157 - 160 à 184 - 335 - 409 - 472 DR, 151 - 223 A01 | |
| 17.3 Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur | 10 à 11 - 334 à 335 - 409 - 524 DR, 150 à 151 - 223 A01 | |
| 18. Principaux actionnaires | | |
| 18.1 Actionnaires détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote | 10 à 11 - 96 - 399 DR, 3 A01 | |
| 18.2 Existence de droits de vote différents des actionnaires | 10 à 15 - 399 - 511 DR | |
| 18.3 Contrôle de l'émetteur | 5 - 10 à 11 - 96 - 146 DR | |
| 18.4 Accord, connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de son contrôle | 11 DR | |
| 19. Opérations avec des apparentés | 312 à 314 - 388 à 390 - 461 à 464 - 493 DR | |
| 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur | | |
| 20.1 Informations financières historiques ⁽¹⁾ | 306 à 505 DR, 128 à 265 A01 | |
| 20.2 Informations financières <i>pro forma</i> | 426 à 429 DR, 240 à 243 A01 | |

| Rubriques de l'Annexe I du règlement européen n° 809/2004 | N° de page du Document de référence, de l'A.01 | N° de page de la présente actualisation |
|---|--|---|
| 20.3 États financiers | 306 à 451 - 454 à 504 DR, 128 à 262 A01 | |
| 20.4 Vérifications des informations financières historiques annuelles | 452 à 453 - 505 DR, 263 à 264 A01 | |
| 20.5 Date des dernières informations financières | 306 DR, 128 A01 | |
| 20.6 Informations financières intermédiaires | N.A. | 3 à 71, 86 |
| 20.7 Politique de distribution des dividendes | 9 - 12 - 16 à 17 - 212 à 215 - 217 - 267 - 400 - 517 à 519 - 524 DR | |
| 20.8 Procédures judiciaires et d'arbitrage | 146 - 259 à 261 - 396 à 397 DR, 80 - 212 à 213 A01 | 86 |
| 20.9 Changement significatif de la situation financière ou commerciale | 524 DR | |
| 21. Informations complémentaires | | |
| 21.1 Capital social | 10 à 15 - 399 - 492 - 508 à 509 DR | 92 |
| 21.2 Actes constitutifs et statuts | 508 à 522 DR | |
| 22. Contrats importants | 312 à 314 - 461 à 462 - 523 à 534 DR, 131 à 132 A01 | |
| 23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts | N.A. | |
| 24. Documents accessibles au public | 524 DR | 92 |
| 25. Informations sur les participations | 310 à 311 - 388 à 390 - 430 à 447 - 477 to 480 DR, 23 à 32 - 138 à 139 - 204 à 206 - 216 à 217 - 244 à 258 A01 | |

N.A. : non applicable.

(1) En application des articles 28 du règlement (CE) n° 809/2004 et 212-11 du Règlement général de l'AMF, sont incorporés par référence les éléments suivants :

- les comptes annuels et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013 et les rapports des Commissaires aux comptes y afférents qui contiennent une observation, ainsi que le rapport de gestion du Groupe figurant respectivement aux pages 479 à 532 et 323 à 476, aux pages 533 à 534 et 477 à 478 et aux pages 201 à 230 du Document de référence 2013 de Crédit Agricole S.A. déposé auprès de l'AMF le 21 mars 2014 sous le n° D.14-0183 ;
- les comptes annuels et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2014 et les rapports des Commissaires aux comptes y afférents qui contiennent une observation, ainsi que le rapport de gestion du Groupe figurant respectivement aux pages 437 à 484 et 291 à 434, aux pages 485 et 435 à 436 et aux pages 165 à 196 du Document de référence 2014 de Crédit Agricole S.A. déposé auprès de l'AMF le 20 mars 2015 sous le n° D.15-0180.

Les parties des Documents de référence n° n° D.13-0141 et D.14-0183 non visées ci-dessus sont soit sans objet pour l'investisseur, soit couvertes par un autre endroit du présent Document de référence.

Le présent document est disponible sur le site internet de Crédit Agricole S.A.

www.credit-agricole.com/Investisseur-et-actionnaire

Crédit Agricole S.A.
Société anonyme au capital de 7 917 980 871 euros
RCS Nanterre 784 608 416
12 place des Etats-Unis - 92127 Montrouge Cedex - France
Tél. (33) 1 43 23 52 02
www.credit-agricole.com